

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1981

PERSPECTIVES 1982 - 1983

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 ^{er} DIAGNOSTIC FIN 1981	6
2 ^o PERSPECTIVES 1982	7
PREMIERE PARTIE	
ACTIVITE	9
1- LES QUATRE GRANDS PRODUITS	12
1.1. LE PETROLE	12
1.1.1 LA PRODUCTION PETROLIERE	12
1.1.2 LE PRIX DU PETROLE	13
1.1.3 LES RECETTES PETROLIERES	15
1.1.4 LES INVESTISSEMENTS	15
1.1.5 LA COMMERCIALISATION	15
1.1.6. LE RAFFINAGE	16
1.2. LES MINES	20
1.2.1. L'URANIUM	20
1.2.2. LE MANGANÈSE	21
1.2.3. LE POINT SUR LE FER	23
1.3. BOIS ET FORETS	24
1.3.1. L'EXPLOITATION FORESTIERE	24
1.3.2. L'INDUSTRIE DU BOIS	27
2- AUTRES ACTIVITES	29
2.1. AGRICULTURE	29
2.1.1. LES CULTURES VIVRIERES	29
2.1.2. LES CULTURES D'EXPORTATIONS	31
2.1.3. LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES	34
2.2. INDUSTRIE	38
2.2.1. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET CIGARETTES	38
2.2.2. INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES METAUX	40
2.2.3. INDUSTRIE CHIMIQUE	41
2.2.4. INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION	42
2.2.5. INDUSTRIE TEXTILE	43
2.3. BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	44
2.3.1. L'ACTIVITE DU SECTEUR EN 1981	44
2.3.2. LES INVESTISSEMENTS	44
2.4. ACTIVITES TERTIAIRES	45
2.4.1. COMMERCE	45
2.4.2. LES ACTIVITES DE TRANSPORT	47
2.4.3. ELECTRICITE - EAU	53
2.4.4. HOTELLERIE ET RESTAURATION	55
2.4.5. PAPIER - EDITION	56
2.4.6. AUTRES SERVICES	56
DEUXIEME PARTIE	
GRANDEURS MACROECONOMIQUES	57
1- PRODUIT INTERIEUR BRUT	61
1.1. LES RESSOURCES DU PIB	61
1.1.1. LE SECTEUR PETROLIER	61
1.1.2. LES AUTRES SECTEURS	62
1.1.3. LES SERVICES ADMINISTRATIFS ET LES TAXES SUR IMPORTATIONS	62
1.2. LES EMPLOIS DU PIB	65
1.2.1. LA CONSOMMATION	65
1.2.2. LES INVESTISSEMENTS	65
1.2.3. LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	66
2- BUDGET DE L'ETAT	68
2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES	68
2.2. EVOLUTION DES DEPENSES	69
2.2.1. LA DETTE	70
2.2.2. LE FONCTIONNEMENT	70
2.2.3. TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	70
2.2.4. INVESTISSEMENTS	71
3- LA MONNAIE ET LE CREDIT	74
3.1. LES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	74
3.1.1. LA MASSE MONETAIRE	74
3.1.2. LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES	76

3.2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	76
3.2.1. LES CREDITS A L'ECONOMIE	78
3.2.2. LE CREDIT A L'ETAT	78
3.2.3. LES AVOIRS EXTERIEURS NETS	78
3.3. L'ENCADREMENT DU CREDIT	78
3.3.1. LES PLAFONDS D'ENCADREMENT	78
3.3.2. LES EFFETS DE L'ENCADREMENT DU CREDIT	79
3.3.3. LES LIMITES DE L'ENCADREMENT DU CREDIT	80
3.4. LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET	80
3.5. LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE PAR SECTEUR D'ACTIVITE	81
4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	82
4.1. LA BALANCE COMMERCIALE	83
4.1.1. LES EXPORTATIONS	83
4.1.2. LES IMPORTATIONS	84
4.2. LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES	85
4.3. LA BALANCE COURANTE	86
4.4. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX	86
4.5. SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	87
5. LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS	88
5.1. LES PRIX	88
5.2. LES SALAIRES	90
5.3. L'EMPLOI	93
TROISIEME PARTIE	
PERSPECTIVES ET SCENARIOS	95
1. PERSPECTIVES INTERNATIONALES ET CONSEQUENCES POUR LE GABON	97
1.1. PREVISIONS GLOBALES POUR 1982	97
1.2. CONSEQUENCES AU NIVEAU DE L'ACTIVITE DES QUATRE GRANDS PRODUITS	99
1.2.1. LE PETROLE	99
1.2.2. L'URANIUM	102
1.2.3. LE MANGANESE	102
1.2.4. BOIS ET FORETS	103
2. SCENARIO BUDGETAIRE 1982 - 1983	104
2.1. DEUX SCENARIOS POUR L'ANNEE 1983	104
2.2. LES CHOIX ECONOMIQUES DETERMINANT NOTRE SCENARIO BUDGETAIRE	106
2.3. LE BUDGET PREVISIONNEL 1982 - 1983	106
3. EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1982 ET 1983	111
3.1. MAINTIEN DE L'EFFORT D'INVESTISSEMENT	111
3.2. STAGNATION DE LA CONSOMMATION	111
3.3. LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR RESTE ELEVE	112
CONCLUSION	
10 UNE CONJONCTURE DIFFICILE ET ALEATOIRE	116
20 LES RISQUES ENCOURUS A MOYEN ET LONG TERME	116
30 LES ACTIONS ET LES POLITIQUES	117

INTRODUCTION

Le précédent Tableau de Bord annonçait pour 1981 la confirmation de la croissance qui s'était fait sentir en 1980 ; celle-ci devant s'accompagner d'un effort profond de restructuration de l'économie et d'une politique d'investissement productif.

Légèrement en dessous des prévisions du début de l'année, le P.I.B. s'est effectivement accru de 11,7 % en 1981, le poids du secteur pétrolier et des administrations devant encore compenser la faible progression d'un secteur industriel insuffisamment développé.

1^{er} DIAGNOSTIC FIN 1981

a) Au niveau du contexte international :

— **Stagnation confirmée de l'économie des pays industriels** (taux de croissance compris entre -0,5 et 2%) sous l'effet des politiques budgétaires et monétaires ayant pour objectif prioritaire de lutter contre l'inflation. L'assainissement des économies n'a été que partiellement atteint : l'inflation s'est quelque peu réduite, le chômage s'est accru, les investissements ont diminué.

— **Variations importantes des taux d'intérêt et des taux de change** : Les taux d'intérêt élevés ont déstabilisé les équilibres monétaires régionaux en attirant des masses importantes de capitaux vers les zones les plus rémunératrices ; les taux de change très fluctuants ont renchéri considérablement les transactions opérant au sein de certaines sphères commerciales (zone dollar, zone yen, zone mark).

— **Renversement de l'équilibre pétrolier** : Pour la première fois, le prix OPEP du pétrole a fléchi (- 2,4 %) le 1^{er} novembre 1981, après être resté stable pendant 9 mois ; le frein sur la consommation d'énergie, les efforts de substitution et les nouvelles découvertes ont contribué à favoriser un excès durable de l'offre sur la demande concrétisé par des prix sur le marché spot inférieurs aux prix officiels.

b) Au niveau interne :

— **Augmentation des exportations pétrolières** : Avec 15,5% d'augmentation par rapport à 1980, le rythme décroît fortement (+ 52% en 1980/1979). La diminution de la production (- 1,3 million de tonnes) et la stagnation des prix du pétrole à 35 \$ le baril ont été largement compensées par l'augmentation des cours du dollar (+ 27 % en 1981).

— **Progression du P.I.B. de 11,7% en francs courants** : la contribution du secteur pétrolier continue de s'accroître et passe de 48,9% en 1980 à 50,4% en 1981, celle des Administrations et des taxes sur importations de 7,4% à 7,8%, les autres secteurs stagnent ou régressent tels les Mines et l'exploitation forestière.

Le secteur public continue d'être le grand bénéficiaire de la croissance de l'économie, tant en ce qui concerne l'investissement (+ 54,8%), que la consommation (+ 25,3%). L'effort accompli au niveau des investissements dans le secteur privé (+ 34,7%), s'est fait au détriment de la consommation en perte de croissance (+ 11,1% en 1981 contre + 17% en 1980).

— **Excédent record de la Balance Commerciale** : Avec près de 375 milliards, il n'augmente que de 4% par rapport à 1980. Le taux de couverture des importations par les exportations (305% en 1980) diminue légèrement en 1981 (272%). Ceci s'explique par la poursuite de la croissance des importations au moment où les exportations faiblissent.

— **Consolidation du solde positif de la Balance des Paiements** : Depuis 1980 le redressement financier du Gabon se confirme. Le solde de la Balance des Paiements devenu positif, et par conséquent le niveau des réserves officielles de change, est passé de + 20,3 milliards de F. en 1980 à + 16,3 milliards de F en 1981.

— **Progression satisfaisante des Ressources Monétaires** : La croissance du P.I.B. de 11,7% s'est accompagnée de la croissance des Ressources Monétaires d'un même montant (11,8%). Les contreparties se caractérisent par une progression importante des crédits à l'économie (+ 22%) et par le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire (l'Etat était créancier de 15,327 milliards F au 31 novembre 1981).

— **Rigueur poursuivie dans les Finances Publiques** : En 1981, l'épargne budgétaire a presque atteint les 100 milliards, soit un niveau 3 fois plus élevé qu'en 1979. Le service de la dette a atteint son maximum : 114 milliards en 1981, ce qui réduit d'autant son encours, compte tenu d'une politique de non recours aux nouveaux emprunts.

2° PERSPECTIVES 1982

L'année 1982 est particulièrement significative : le Plan Intérimaire Triennal 1980-1982 rentre dans sa phase finale d'exécution et les grands macroéconomiques projetées pour 1982 constituent dès à présent un véritable test en regard des objectifs globaux que l'on s'était fixé fin 1979, à la veille du Plan Intérimaire.

On peut dès à présent signifier que :

— **L'objectif de croissance globale sera atteint :**

On s'attend à un P.I.B. de l'ordre de 948 milliards en 1982, soit une augmentation de 47% par rapport à 1979. Ce niveau, légèrement inférieur (- 2%) à ce qui était prévu initialement : 969,4 milliards, est satisfaisant et résulte de performances diverses, à savoir :

- Un niveau d'investissement très élevé (338 milliards de F.) qui satisfait et au delà les prévisions du Plan (331 milliards). Cette performance marque l'effort d'investissement considérable dans le secteur public (+ 114%/1979) qui s'est accompagné tout au long de la période d'une politique d'incitation et de soutien dans le secteur privé productif.

- Un niveau de consommation en léger dépassement par rapport aux prévisions du Plan (463,2 milliards contre 453 milliards) sous l'effet principal de la croissance soutenue de la consommation publique depuis 1979 : + 90% contre + 44% pour la consommation privée.

- Un solde du commerce extérieur de 136,5 milliards, largement en dessous des prévisions du Plan qui étaient de 185 milliards, soit - 26%. Ce solde prévisionnel de 136,5 milliards repose sur :

- une augmentation des exportations de 10% au cours de la période couverte par le Plan. En réalité, elles augmenteront de 9% et passeront ainsi de 534 milliards de F en 1980 à 584,2 milliards en 1981.

- une augmentation nettement supérieure des importations. Alors que les objectifs du Plan prévoyaient une augmentation de 42% au cours de la période, elles devraient en fait progresser de 50%, passant ainsi de 113 milliards en 1979 à 282 milliards en 1982.

— **Le budget sera largement dépassé :**

Avec un niveau de recettes propres de 435,8 milliards, il sera nettement supérieur (+ 14%) aux prévisions de la fin du Plan Intérimaire. Cette situation avantageuse provient essentiellement d'un accroissement substantiel des recettes pétrolières au cours de la période 1980-1982, suite au relèvement régulier des prix du pétrole en 1979 et 1980.

Ce bref aperçu permet de dégager les contraintes suivantes pour l'année 1982, à savoir :

— **Réduction sensible des exportations de pétrole :**

Pour la première fois depuis le début de l'exploitation pétrolière, la valeur des exportations va baisser de 3% en 1982. En effet, la baisse de la production (- 200 000 tonnes/1981) ne sera pas compensée par une augmentation des prix, le dollar ayant probablement atteint un niveau record en 1981.

— **Affaiblissement relatif du secteur minier :** la production se maintient à un niveau très bas et la contribution du secteur à la formation du P.I.B. reste très faible (aux alentours de 4%).

Le marché de l'uranium est dominé par un excès durable de la production sur la demande. Dans ces conditions, les prix de vente augmenteront au plus de 10%.

Le marché du manganèse a fortement subi la récession des pays développés et la crise de la sidérurgie en 1981. Des espoirs de relance en 1982, en particulier en France, permettent d'envisager une reprise de l'activité de la COMILOG (+ 7%) et une amélioration des prix de vente.

— **Maintien d'un budget très élevé :** 453,5 milliards de F., soit 48% du P.I.B. Les choix budgétaires de l'année sont axés sur la préparation de l'après pétrole, à travers un niveau d'investissements élevé (+ 40%) sélectionnés de façon rigoureuse, un budget de fonctionnement limité (il n'augmente que de 6,3%) et un faible recours aux nouveaux emprunts (+ 18 milliards).

Le présent tableau de bord s'articule autour de trois grandes parties.

— La première partie saisit pour les années 1980-1981 l'évolution de la conjoncture sectorielle de l'économie en ce qui concerne les niveaux d'activité et des investissements réalisés, les conditions du marché et de l'emploi.

— La deuxième partie traite des grandeurs caractéristiques : P.I.B. Finances Publiques, Monnaie et Crédit, Balance des Paiements, prix, salaires, emploi.

— La troisième partie tente, à partir des dispositions de la Loi de Finances 1982, de dégager la tendance 1983 en fonction de la donnée pétrolière et de la conjoncture internationale.

PREMIERE PARTIE

ACTIVITE

Les renseignements fournis sous cette rubrique résultent d'un effort de synthétisation, par la Direction Générale de l'Economie, d'une enquête de conjoncture réalisée en Novembre 1981 et complétée par de nombreux entretiens auprès d'opinions informées. L'enquête annuelle a porté sur un échantillon d'une centaine d'entreprises et sur l'ensemble des centres de décision économique gabonais.

Tous les secteurs d'activité ont été intégrés dans l'échantillon. Cependant l'activité sectorielle détaillée dans la première partie ne concerne que le P.I.B. marchand. C'est ainsi que la valeur ajoutée des institutions financières n'a été abordée que globalement dans la deuxième partie au niveau des grandeurs macroéconomiques.

L'importance relative des différents secteurs n'est pas toujours fonction de ce qu'ils représentent actuellement, mais de ce qu'ils devraient représenter dans un proche avenir, tels l'Agriculture.

L'économie gabonaise a présenté une évolution contrastée en 1981 que retrace le tableau synthétique ci-dessous.

<p>QUATRE GRANDS PRODUITS</p> <p>– Evolution fortement influencée par la conjoncture internationale</p>	<p>Pétrole: Baisse structurelle de la production et maintien difficile des prix compensés par la revalorisation du dollar de 27 %. Résultat : en 1982, accroissement des recettes pétrolières de l'Etat de 4 %.</p> <p>Uranium et manganèse : Chute de la production (respectivement – 9 % et – 34 %) due à la récession mondiale et au piétinement des industries nucléaires. La concurrence accrue fait baisser les prix.</p> <p>Bois : 2ème recette d'exportation après le pétrole malgré les difficultés de commercialisation.</p>
<p>AGRICULTURE</p> <p>– A encourager par tous les moyens</p>	<p>– Des cultures vivrières importantes en marge du circuit commercial.</p> <p>– Un niveau d'investissements très élevé : 10,5 milliards en 1981, 13 milliards en 1982.</p> <p>– Maturité lente des projets.</p>
<p>INDUSTRIES</p> <p>– Bon comportement des unités en place</p>	<p>Aliments, boissons et cigarettes : Progression satisfaisante bien que diversification difficile.</p> <p>Chimie : Progression certaine de l'activité soumise à l'étroitesse du marché local C.A. : + 20 %; V.A. + 30 %; Inv : 1 milliard F.</p> <p>Matériaux de construction (ciments) : Sous-utilisation des unités de production; C.A. : + 6,5 %; Prix : + 13,8 %; Inv, faibles.</p> <p>Transformation des métaux : Plus de 70 % du chiffre d'affaires pour le pétrole et les BTP.</p> <p>Textile: Un exemple de dynamisme, C.A. : + 24 %; Inv. + 48 %; Exportations encourageantes.</p>
<p>B.T.P.</p> <p>– Evolution dépendant essentiellement du niveau des investissements publics</p>	<p>– Baisse des investissements</p> <p>– Sous-utilisation des capacités existantes (55 %)</p>
<p>ACTIVITES TERTIAIRES</p> <p>– Evolution variable selon les secteurs</p>	<p>Commerce : Léger recul du commerce de détail, conjoncture meilleure pour le commerce des biens d'équipement. Perspectives incertaines.</p> <p>Energie : Une croissance à vocation autant sociale qu'économique. Production accrue de 18 %.</p> <p>Hôtellerie : Niveau d'activité satisfaisant; dichotomie entre Libreville et l'intérieur; accroissement de la concurrence.</p>

1 - LES QUATRE GRANDS PRODUITS

1.1 LE PETROLE

Les recettes pétrolières de l'Etat se maintiennent encore en 1981 malgré la baisse continue de la production pétrolière.

1.1.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

Depuis le maximum atteint en 1976, avec 11,3 millions de tonnes, la production est en baisse continue, et enregistre en 1981 une chute de 15 % par rapport à 1980.

Millions de tonnes	1976	1977	1978	1978	1980	1981
Production	11,324	11,267	10,600	9,799	8,895	7,560

Le rendement des puits anciens de qualité Mandji ou Gamba diminue (- 135.600 t en 1981) et n'est pas compensé par la montée en régime des nouveaux puits du sud de qualité supérieure, Lucina (+ 21.000 t en 1981). En 1980, les gisements marins ont fourni 84 % de la production.

A partir de 1981, l'Etat n'accorde que des contrats d'exploration et de partage de production ; il reste propriétaire de tous les permis.

En 1980, sur une trentaine de champs pétroliers en activité, 11 sociétés se sont partagées la production selon la répartition suivante :

SOCIETES	PRODUCTION 1980 (tonnes)	POURCENTAGE
ELF - GABON	6 143 214,5	69,1
SNEA	1 438 398	16,2
SHELL - GABON	688 686, 5	7,7
ODECO	210 845	2,4
OCEAN	210 845	2,4
GULF	125 714	1,3
MITSUBISHI	32 679	0,4
MURPHY	16 661	0,2
MOBIL	9 720	0,1
HISpanoil	9 169	0,1
ENSERCH	9 073	0,1
TOTAL	8 895 005	100

Source : Ministère des Mines.

ELF Gabon, SNEA et SHELL GABON ont totalisé 93 % de la production. De nouvelles sociétés interviendront dans la production en 1982 parmi lesquelles AMOCO, Ina-Naftaplin, Wed.

LE PRIX DU PETROLE

— de 1973 à 1981

La conjoncture était favorable jusqu'au début de l'année 1981 en entraînant ainsi des transferts réels d'une ampleur sans précédent au profit des pays exportateurs de pétrole.

C'est ainsi qu'il y a eu :

- 6 augmentations de prix en 1979 (le prix a été augmenté de 94 % en 1 an).
- 3 augmentations en 1980 (+ 33%/1979).
- 1 seule augmentation en janvier 1981 (+ 9 %/1980).

— depuis mai 1981 :

Pour la première fois, en mai 1981, les prix du pétrole sur les marchés SPOT se sont inscrits en baisse par rapport aux prix officiels (- 0,8 %).

La tendance se confirme jusqu'à maintenant. Elle traduit l'excédent de l'offre de pétrole (la majorité des pays producteurs ont réduit leur production d'environ 10 % en 1981) sur la demande des pays industrialisés qui s'est fortement infléchie du fait de la récession généralisée de l'année 1981, et des premiers résultats des économies d'énergie.

C'est ainsi qu'en Europe,

- la demande de carburant a chuté de 1,1 %
- la demande de fuel domestique de 10,4 %
- la demande de fuel lourd de 16,1 %

et qu'aux Etats-Unis, les raffineries américaines ne travaillent plus qu'à 66,3 % de leurs capacités, contre 77,5 % il y a un an.

— depuis le 1er novembre 1981 :

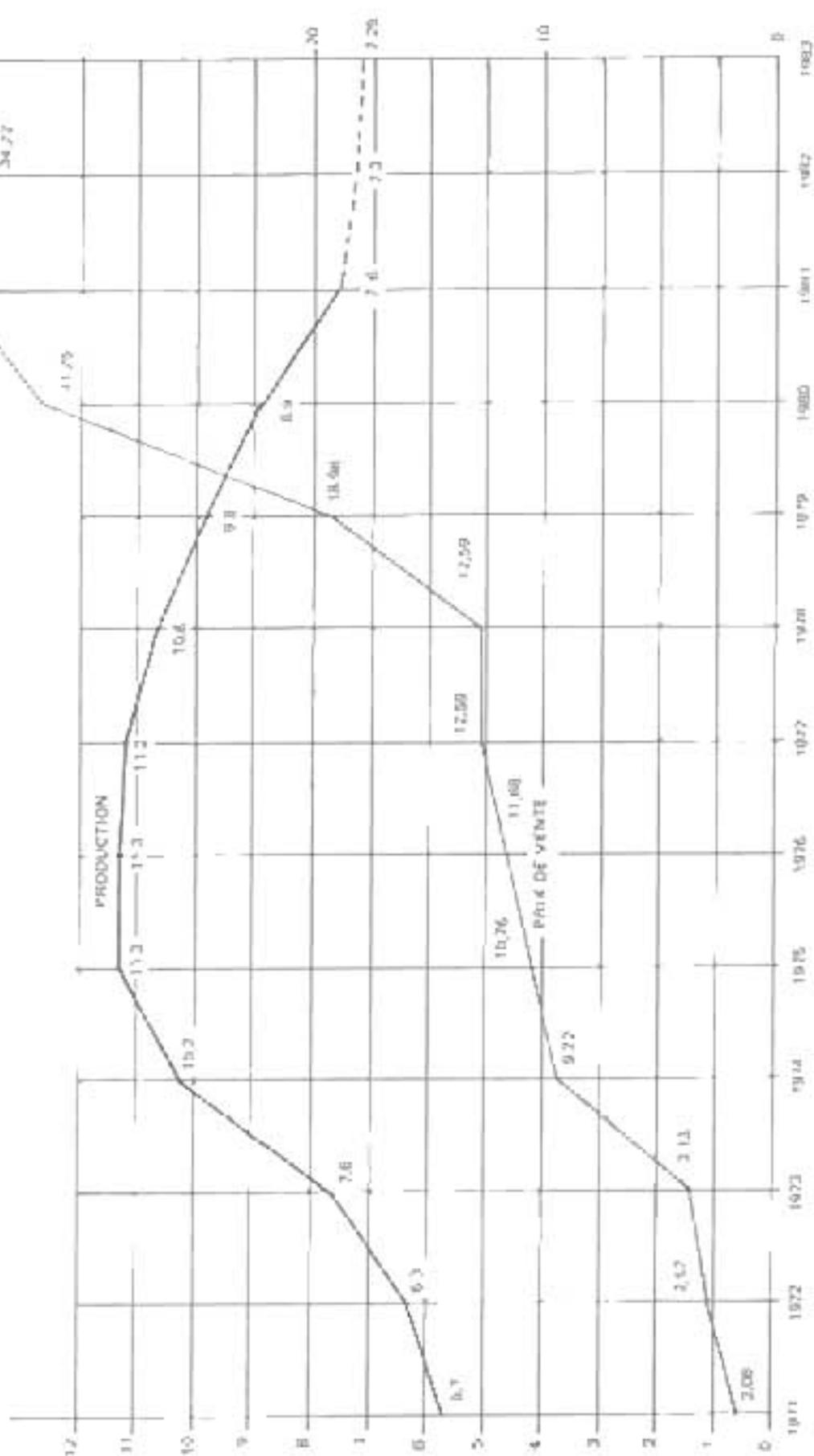
Les pays de l'OPEP se sont accordés sur un prix de vente de 34 dollars le baril, et l'adoption de ce prix se traduit par une baisse du prix de vente de 1 dollar par baril pour le pétrole gabonais (- 3 %), ce qui ramène le prix de vente FOB à une valeur moyenne de 34,22 dollars le baril.

PRIX DE VENTE FOB (\$/BARIL)	MANDJI	GAMBA	LUCINA
1.1.81	35	36	37
1.11.81	34	35	36

PRIX DE VENTE F O B
EN DOLLARS PAR BARIL

PETROLE . PRODUCTION ET PRIX DE VENTE

PRODUCTION
ANNUELLE
(millions de T)



1.1.3

LES RECETTES PETROLIERES

La remontée du dollar en 1981 a joué un rôle capital dans les revenus des pétroliers, ce qui a largement compensé la baisse de la production d'une part et le gel des prix d'autre part, comme le montre le tableau suivant :

	1979	1980	1981	80/79	81/80
Prix de vente FOB \$/Baril	18,98	31,25	35,05	+ 63 %	+ 12 %
Taux de change \$	212,70	211,30	268	- 0,65 %	+ 27 %
Prix de vente/tonne CFA	29100	47500	67900	+ 63 %	+ 43 %
Chiffre d'Affaires milliards F	289,4	429,5	507	+ 48 %	+ 18 %
Valeur ajoutée milliards F	261,3	391,5	462	+ 50 %	+ 18 %

Compte tenu de l'augmentation importante du chiffre d'affaires des sociétés en 1981, l'Etat peut encore escompter une augmentation appréciable de ses recettes pétrolières pour 1982. En 1981, elles ont été estimées à 270 milliards de francs, soit 66 % des recettes budgétaires.

Cependant, on peut penser que cette tendance s'inversera en 1982 : la monnaie américaine ayant déjà atteint un certain plafond, l'effet dollar ne jouera plus suffisamment pour compenser la baisse de la production.

1.1.4

LES INVESTISSEMENTS

Inv. en milliards de F	1979	1980	1981	1982
Recherche et exploitation pure	21,9	20,6	33,7	39,3
Investissement de production	27,8	48,6	97	107
TOTAL	49,7	69,2	130,7	146,3

Les dépenses d'investissements augmentent de 98 % en 1981 et se maintiendront à ce niveau en 1982 sous l'effet de l'intensification de la recherche et de l'exploration dans le but de freiner la baisse de la production, avec une forte augmentation de l'activité dans les forages de développement. Des gisements ont été découverts par la société AMOCO, leur mise en exploitation pourrait stabiliser la production à 7 millions de tonnes à partir de 1983.

Cette intensité accrue de la recherche laisse penser que de nouvelles découvertes sont encore possibles. Cependant, en l'absence de celles-ci, l'avenir pétrolier du Gabon pourrait être scellé à la fin des années 1982-1983.

1.1.5

LA COMMERCIALISATION

Le pétrole brut gabonais est commercialisé, soit par les compagnies productrices par l'intermédiaire de leurs filiales de commercialisation,

soit par PETROGAB, la Société Nationale Pétrolière Gabonaise au capital de 1 milliard de francs, créée en juin 1979, qui commercialise le 1/4 de la production

Jusqu'au 1^{er} janvier 1981, PETROGAB a réalisé des bénéfices importants. Cependant depuis juillet, la mauvaise conjoncture rend plus difficile la négociation des nouveaux contrats.

En 1980, la répartition géographique des ventes est la suivante :

Destination du pétrole par pays	1980
FRANCE	17,6 %
USA	14,1
BRESIL	14
CHILI	13,6
ALL. FED.	10,2
ESPAGNE	7,7
CARAIBES	5,8
ITALIE	4,5
ILES VIERGES	3,7
BAHAMAS	2,7
PAYS-BAS	1,9
GIBRALTAR	1,9
TAIWAN	0,9
ANTILLES NEERLAN	0,8
ROUMANIE	0,6

1.1.6

LE RAFFINAGE

La capacité nationale de raffinage est actuellement de 2 millions de tonnes/an, répartis équitablement entre la COGER (Compagnie Gabon-ELF de Raffinage) et la SOGARA (Société Gabonaise de Raffinage)

La production raffinée a chuté de 10 % en 1981. Mais le chiffre d'affaires a toutefois augmenté de 29,5 % compte tenu d'une amélioration importante des prix de vente (+ 44 %/1980).

	1980	1981	VARIATION 81/80
PRODUCTION (tonnes)	1.348.428	1.210.796	- 10 %
CHIFFRE D'AFFAIRES (Millions de francs)	61.413	79.506	+ 29,5 %
PRIX MOYEN DE VENTE (F/T)	45.544	65.664	+ 44 %

Ces chiffres globaux du secteur raffinage sont à atorder avec prudence, compte tenu du fait que les deux sociétés, COGER et SOGARA, ont des stratégies de prix très contrastées.

— La production de produits finis d'ELF Gabon, qui raffine son pétrole brut par l'intermédiaire de la CCGER qui lui loue ses installations, n'a augmenté que de 1,1 % en 1981. Le chiffre d'affaires des produits raffinés d'ELF a augmenté de 53,7 % en 1981, mais sa valeur ajoutée est négative depuis 1980 (- 5,3 milliards de F. en 1980, environ - 6 milliards en 1981).

En effet, en 1980, le pétrole brut produit par ELF était vendu à un prix moyen de 47.440 F/t., tandis que le prix moyen de vente des produits raffinés était de 39.670 F/t., soit une perte de près de 20 %

Le tableau suivant nous montre l'évolution des prix des produits raffinés pratiqués par la COGER depuis 1979.

PRIX DE REPRISE Hors Gabon (COGER)	1979 Janvier	1980 Janvier	1981 Janvier	1982 Janvier	Variation 80/79	Variation 81/80	Variation 82/81
SUPER (F/hl)	4.140,3	5.213,3	6.735,5	9.081,3	+ 26,3 %	+ 29,1 %	+ 34,8 %
ESSENCE (F/hl)	3.925	4.995,1	6.504,8	8.713,9	+ 27,2 %	+ 30,2 %	+ 33,9 %
GAZ OIL (F/hl)	3.796,1	5.026,3	6.733,4	8.804,9	+ 32,4 %	+ 33,9 %	+ 30,7 %
FUEL (F/tonne)	24.790,4	36.756,6	52.114	57.318,8	+ 48,2 %	+ 41,7 %	+ 9,9 %

Le prix du pétrole brut a considérablement augmenté en 1980 (+ 63 %) par rapport aux prix de reprise des produits raffinés vendus à l'extérieur du Gabon. En 1981, l'écart entre les deux prix restera, comme en 1980, de l'ordre de 20 %. Toutefois, l'augmentation moins rapide du prix du pétrole brut en 1981 par rapport à 1980 (+ 43 % contre + 63 % en 1980/79) a entraîné inévitablement une baisse du taux de croissance du prix de reprise du fuel, principale production de la COGER (+ 48,2 % en 1980/79, et 41,7 % en 1981/80), condition du maintien de la compétitivité gabonaise à l'exportation.

— La production de SOGARA a diminué ; ses ventes ont chuté de 19,7 % en 1981, malgré un accroissement de la consommation locale de 8,6 %.

En effet, les exportations de SOGARA au Cameroun, qui représentaient 21,3 % des ventes totales en 1980, ont été arrêtées en juin 1981, à la suite de l'ouverture d'une raffinerie au Cameroun au mois d'avril dernier.

En 1980, la SOGARA a vendu sa production à un prix moyen de 48.611 F/t, prix légèrement supérieur au prix du pétrole brut (47.500 F).

Plus de la moitié de sa production a été vendue au Gabon où les prix de reprise ont été très élevés, notamment pour le gas oil (+ 88,3 % par rapport à 1979). En 1981, ils ont augmenté moins rapidement (+33,8 %).

Le tableau suivant nous montre l'évolution des prix des produits raffinés pratiqués par la SOGARA depuis 1979 :

PRIX DE REPRISE AU GABON (SOGARA)	1979 Janvier	1980 Janvier	1981 Janvier	1982 Janvier	Variation 80/79	Variation 81/80	Variation 82/81
SUPER (F/hl)	3.707,9	3.707,9	7.004	9.008,5	-	+ 88,8 %	+ 28,6 %
ESSENCE (F/hl)	3.461,3	3.461,3	6.520	8.674,7	-	+ 88,9 %	+ 33 %
GAS OIL (F/hl)	3.490,7	3.490,7	6.574	8.800,8	-	+ 88,3 %	+ 33,8 %
FUEL	19.719,1	35.582,9	46.985,6	57.210,3	+ 80,4 %	+ 32 %	+ 21,7 %

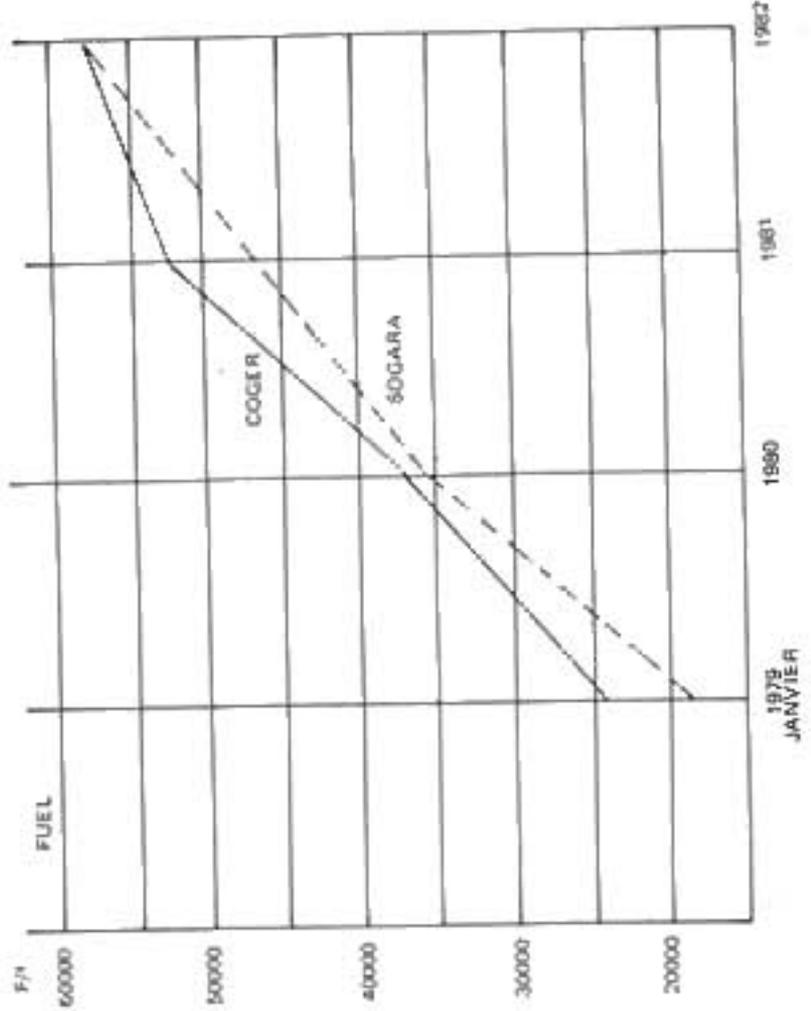
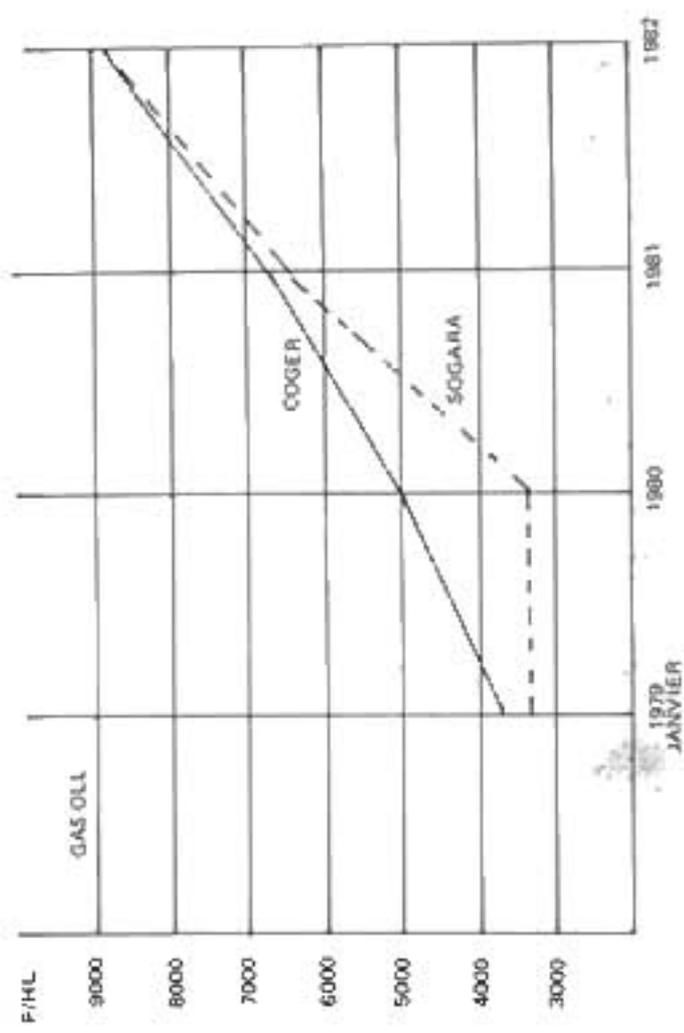
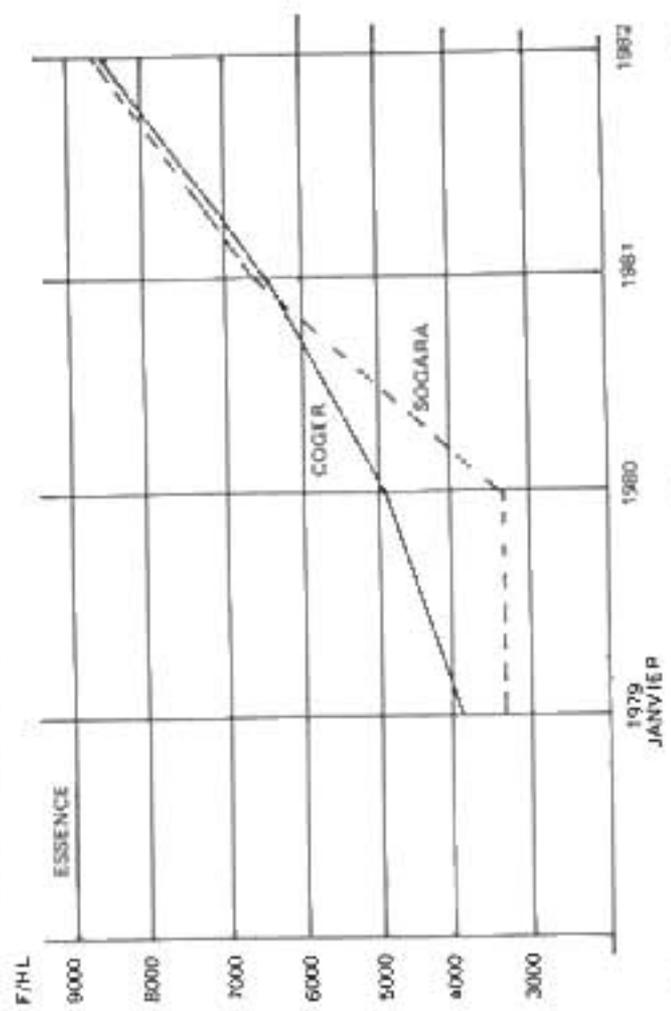
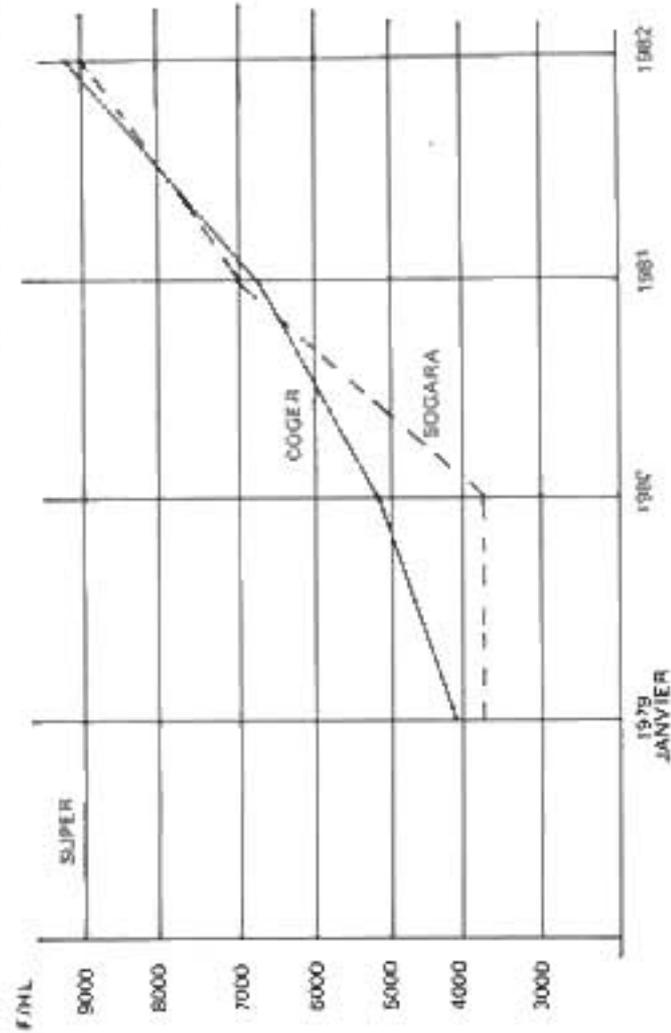
En 1982, la baisse du prix du pétrole brut permettra peut-être d'améliorer le rattrapage des prix de vente des produits raffinés.

Les graphiques suivants mettent en évidence l'évolution respective des prix pratiqués par la COGER et la SOGARA.

Il apparaît très nettement que la répercussion du prix du pétrole brut sur le prix des produits raffinés se fait plus aisément sur les prix pratiqués au Gabon par la SOGARA que sur les prix répercutés à l'extérieur par la COGER.

Le secteur a perdu ses débouchés dans les pays de l'UDEAC, et les exportations avec l'Europe ne progressent pas. Le marché gabonais lui, s'est élargi mais il ne pourra seul maintenir l'activité du secteur, sa consommation de pétrole brut se limitant à 550.000 t/an, soit 45 % de la production raffinée pour l'année 1981.

EVOLUTION DES PRIX DE REPRISE DES PRODUITS RAFFINES



1.2

LES MINES

L'exploitation du manganèse et de l'uranium, seuls minerais exploités à ce jour, est assurée par les deux grandes compagnies que sont la COMILOG (Compagnie Minière de l'Ogooué) et la COMUF (Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville).

Jusqu'en 1977, le secteur minier n'avait pas connu de perturbations importantes, mais depuis 1980, on assiste à un déclin des activités lié à l'affaiblissement de la situation des pays à sidérurgie ancienne et à la crise économique que connaissent certains pays de l'Est.

Les réserves de manganèse, estimées à 200 millions de tonnes, équivalent au quart des réserves mondiales connues.

Celles d'uranium sont estimées à 35 000 tonnes dont 25 000 tonnes dans les trois gisements exploités ou en cours d'exploitation à Mounana, Oklo et Boyindzi.

Le Gabon produit actuellement 3,2 % de l'uranium mondial. A moyen et long terme, cette part risque de baisser avec l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs tels que le Brésil, le Canada, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Namibie.

1.2.1

L'URANIUM

La baisse de la production constatée en 1980, s'est confirmée en 1981.

TONNES	1978	1979	1980	1981	1981/1979
Production de concentré	1 407	1 488	1 381	1 300	- 12 %
Production de métal	1 022	1 101	1 033	1 000	- 9 %
Exportation de concentré	1 400	1 438	1 355	1 300	- 9,5 %
Exportation métal	1 018	1 060	999	942	- 5,7 %

Cette chute est la conséquence d'une situation internationale morose consécutive à l'extension des contraintes socio-économiques des pays à industries nucléaires. Il en résulte un ralentissement des mises en chantier des centrales nucléaires dans les pays industrialisés parmi lesquels la France, l'Allemagne, le Japon, la Belgique et l'Italie.

La forte dégradation du chiffre d'affaires en 1980 (- 19 % par rapport à 1979) s'est poursuivie en 1981 (- 19 %).

MILLIONS FRANCS	1979	1980	1981	1981/1979
Chiffre d'affaires (C.A.)	29 501	23 788	19 354	- 34 %
Valeur ajoutée (V.A.)	23 889	18 918	12 300	- 48 %

Elle est due en particulier à une baisse importante du prix de vente de l'uranium sur le marché mondial consécutive à un excès de l'offre sur la demande

C'est ainsi que les prix pratiqués par la Compagnie Générale Française des Matières Nucléaires (COGEMA) sont tombés de 24.500 F le kg en 1980 à 19.500 F en 1981, soit une chute de 20 %, en dépit de de l'effet bénéfique de la hausse du cours du dollar au cours de l'année 1981.

La COGEMA absorbe 70 % de nos exportations, le reste se partageant entre AGIP (Italie) et URANEX (Belgique).

Alors qu'en 1979, la valeur ajoutée représentait 81 % du chiffre d'affaires en 1981 elle n'est plus que de 64 %. Cette chute est imputable essentiellement à l'augmentation considérable des coûts des matières premières consommables.

Dans un proche avenir, l'entrée attendue de l'Australie sur le marché des producteurs avec un prix de revient compétitif, rend incertaines les perspectives.

Toutefois avec une augmentation des prix attendue en 1982 de 10 % environ, on compte maintenir la production de métal aux alentours de 1 000 tonnes par an et accroître le chiffre d'affaires d'environ 15 %.

1.2.2

LE MANGANESE

La baisse de la production observée dès 1980 s'est accélérée en 1981

	1978	1979	1980	1981
Production (1000 T.)	1710	2300	2147	1400
Exportations (1000 T.)	1 696	2308	2137	1400

La chute de 34 % des ventes totales enregistrée en 1981 est le résultat d'une conjonction de plusieurs facteurs :

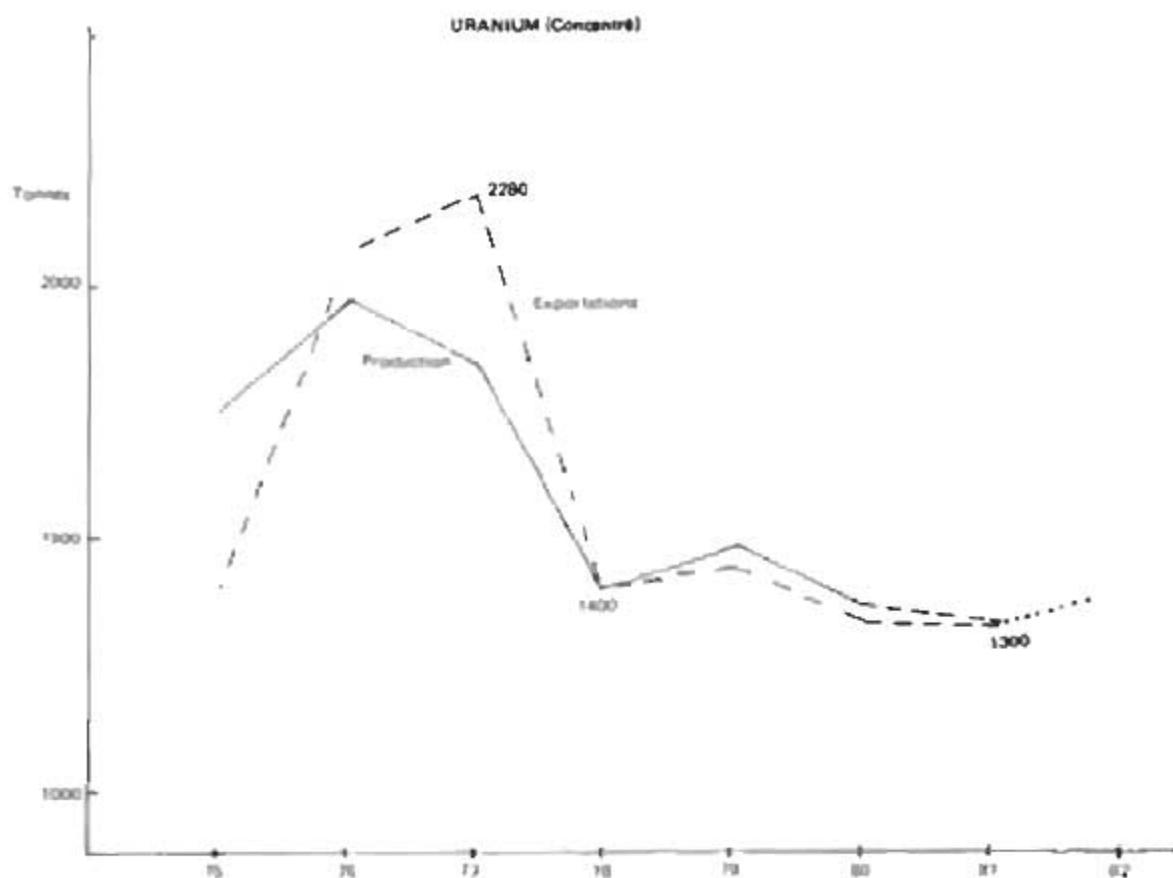
— en 1979, l'ensemble des fabricants de ferro-manganèse ont profité des bas cours du dollar pour constituer d'importants stocks de minerai (en 1979, la COMILOG avait elle-même accru ses exportations de 43 %)

— le déstockage apparu dès octobre 1980 s'est généralisé au cours de l'année 1981, ce qui a entraîné partout une baisse importante de la demande

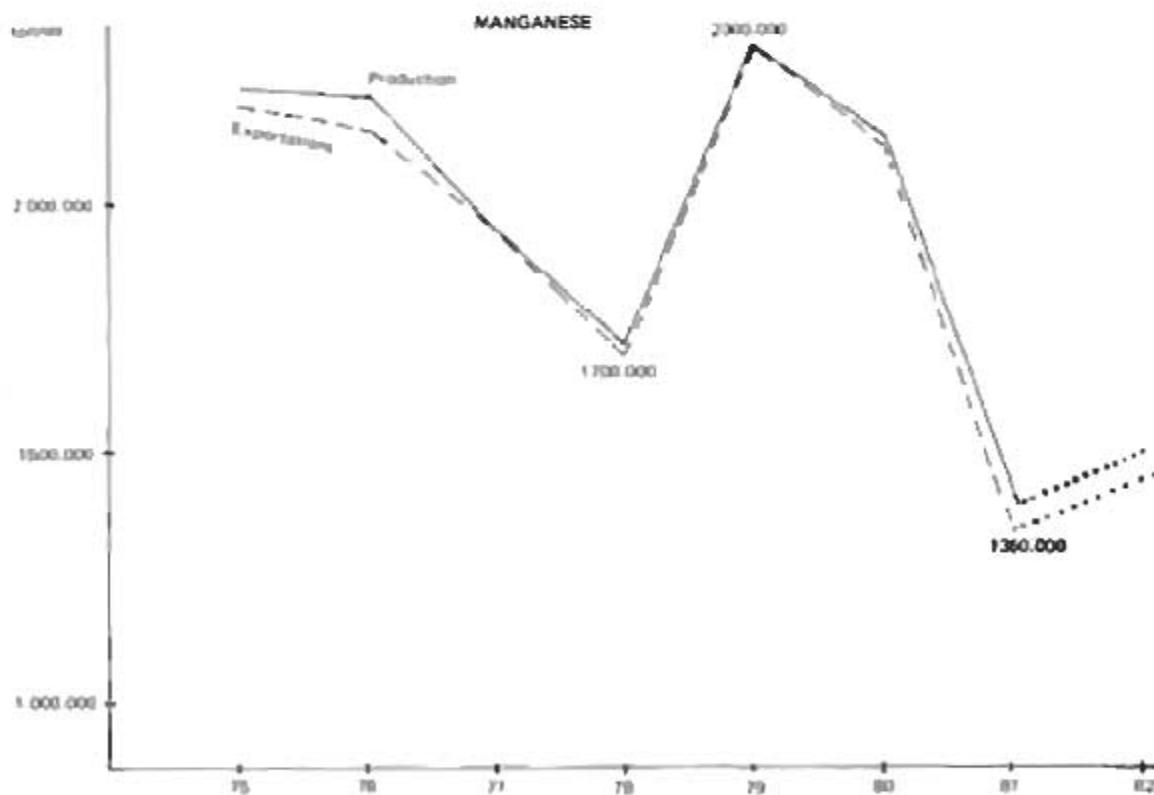
— la crise économique a fait chuter les achats de la Pologne et de la Roumanie (en 1979, ces deux marchés absorbaient 14 % de nos exportations)

— la baisse de la production d'acier brut et l'économie de consommation de minerai par tonne d'acier produit ont réduit la consommation mondiale de manganèse : - 18 % aux USA, - 8 % dans la CEE, - 7 % en Europe Occidentale. Or l'Europe Occidentale absorbe plus de 60 % de nos exportations, les USA près de 10 %, le Japon et l'Extrême-Orient près de 10%

— l'âpre concurrence des Sud-Africains et des Australiens



N.B La chute en 1978 est imputable à l'augmentation de la teneur en métal de l'uranium qui est pesée de 40 % à 75 %.



Le chiffre d'affaires de 1981 a baissé de 10 %, soit beaucoup moins que la chute de production de 34 %. En effet, celle-ci a été quasiment compensée par l'augmentation des cours du dollar d'environ 27 % en 1981 par rapport à l'année 1980.

EN MILLIONS FRANCS	1979	1980	1981
C. A.	32 563	34 060	31 000
V. A.	19 660	20 344	17 000

Les coûts de production augmentent plus vite que les prix de vente en francs.

En 1981, les dépenses d'exploitation ont été du même ordre qu'en 1980, du fait du poids considérable des frais fixes (le niveau d'activité est inférieur de plus du tiers à la capacité de production annuelle). Dans ces conditions, le coût à la tonne en 1981 est en augmentation de 40 % par rapport à 1980.

Pour 1982, les perspectives sont incertaines. On espère au mieux une augmentation de la production de 10 % (soit un peu plus de 1,5 million de tonnes), et un maintien du prix en francs soumis aux fluctuations du dollar.

Le développement des années futures sera axé :

— sur une production maximale des minerais spéciaux et des bioxydes plus rentables.

— sur une production de ferro-manganèse après l'achèvement du tronçon du Transgabonais à Franceville et la réalisation du barrage de Poubara II.

1.2.3 LE POINT SUR LE FER

Quelques caractéristiques du marché :

En 1979, la production mondiale se situait à 760 millions de tonnes répartis entre les producteurs suivants :

MINÉRAI DE FER	MILLIONS DE TONNES	%
URSS	240	32
USA	164	22
AUSTRALIE	84	11
CANADA	60	8
BRESIL	60	8
INDE	42	5
FRANCE	28,5	3,8
SUEDE	28,5	3,4
LIBERIA	20	2,5
VENEZUELA	16,5	2,1
CHILI	11	1,4
MAURITANIE	7,5	0,8
TOTAL	760	100 %

Cependant d'autres pays peuvent rejoindre dans un proche avenir la liste des producteurs potentiels : il s'agit de la Guinée, du Sénégal, du Congo.

Dans le Nord Est du Gabon, à Bélinga, les réserves de minerai de fer actuellement prouvées se situent à 300 millions de tonnes. C'est un fer à haute teneur (67 %) et non phosphoreux pour au moins la moitié des réserves mentionnées ci-dessus. Cependant les réserves certaines seraient actuellement estimées à plus de 800 millions de tonnes. Le début de l'extraction pourrait intervenir en 1986 avec une production annuelle de 15 000 tonnes/an ; il dépendra de l'arrivée à Mekambo de la bretelle du Transgabonais (BOUÉ — MEKAMBO : 250 Kms) et de la conjoncture de la sidérurgie mondiale.

A ce jour, 6 milliards ont déjà été investis par la SOMIFER (Société des Mines de fer de Mékambo) dans le cadre de ses explorations.

Dans l'objectif de produire 15 000 tonnes/an et compte tenu du fait qu'il faut investir au moins 16 000 F par tonne de capacité annuelle de production ; il faudrait plus de 200 milliards de francs pour mettre en exploitation le gisement de Bélinga.

Le prix de vente du minerai de fer étant actuellement entre 18 dollars et 22 dollars la tonne, on peut espérer pour l'avenir une augmentation des cours jusqu'à 25 dollars/tonne.

A ce prix et avec une production de 15 000 tonnes/an, on peut compter sur un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 milliards/an, soit 20% des ventes de pétrole actuelles.

L'exploitation du fer de Bélinga représente un atout important pour l'après pétrole.



1.3

BOIS ET FORETS

La forêt représente un atout important dans la structure actuelle de l'économie, par le niveau de ses recettes d'exportation. Pour 1981, elles sont estimées à 47 milliards de F, soit 8 % de ces recettes devant le manganèse 5 % et l'uranium 3,3 %.

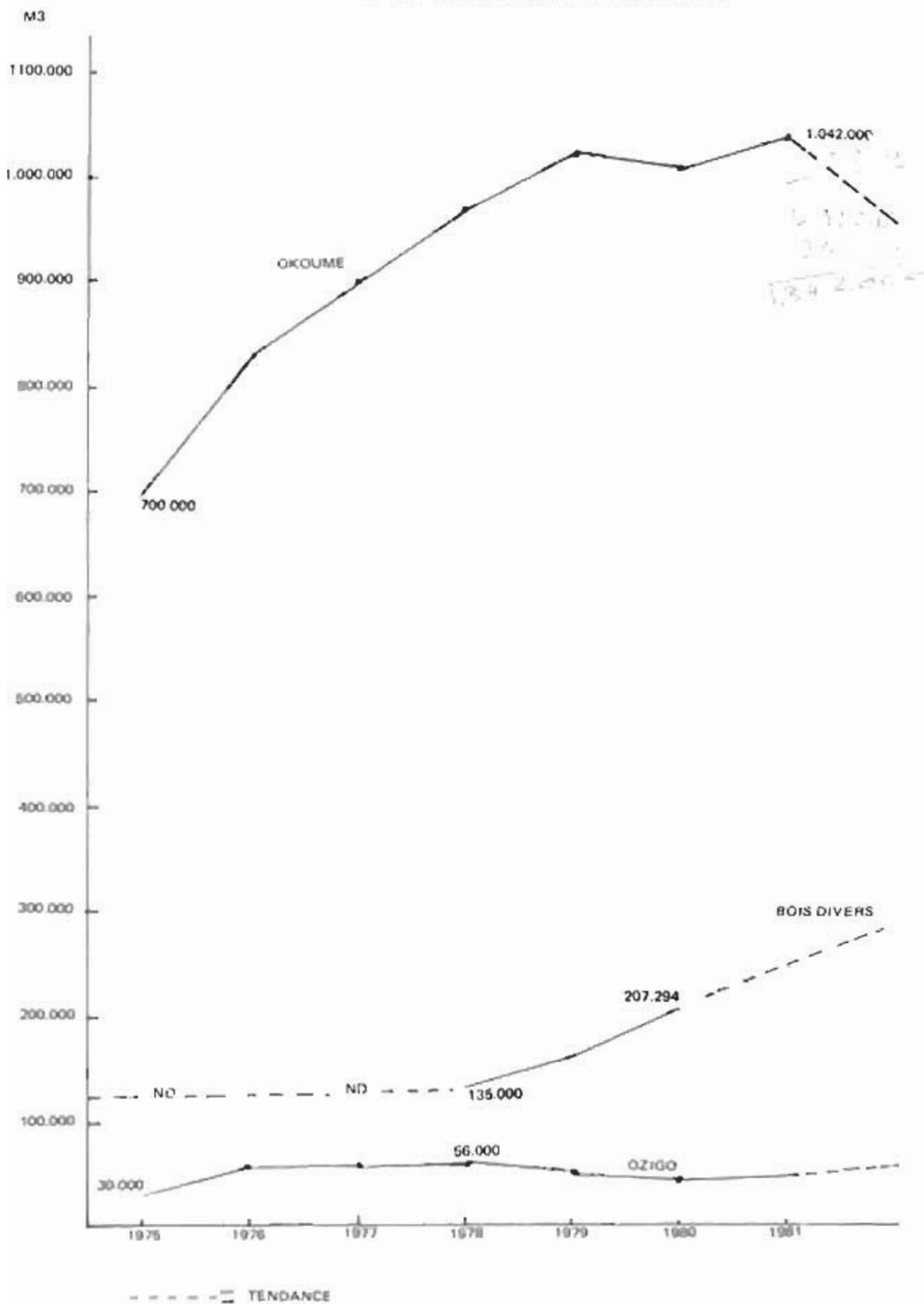
Encore largement sous exploitée elle a l'avantage d'être à la fois une ressource présente et à venir du fait que 93 % des surfaces boisées sont exploitables et que celles-ci recouvrent plus de 60 % du territoire. Avec l'arrivée du chemin de fer, fin 1982 à Booué, la troisième zone d'exploitation forestière aura désenclavée, entrera dans sa phase de plein rendement.

1.3.1

L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'année 1981 a été défavorable à l'exploitation forestière. La reprise de l'activité, attendue au deuxième semestre 1981 n'a pas eu lieu. L'effectif employé dans le secteur a chuté de 3,2 %.

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE BOIS



En 1981, on assiste à une baisse du chiffre d'affaires du secteur de 7 %, et à une baisse plus importante encore de la valeur ajoutée (15,7 %).

EN MILLIONS F. CFA	1979	1980	1981
C. A.	18 984	33 291	30 953,1
V. A.	8 956	16 835	14 177,8

Ceci est essentiellement dû :

— à une baisse des prix de vente en 1981, de l'ordre de - 4,5 % pour l'Okoumé et de - 17 % pour l'Ozigo comme le montre le tableau suivant. Or ces deux essences représentent 82 % de la production totale. Le prix plage est le prix payé aux producteurs par la SNBG en vue de l'exportation.

F CFA/M3	1980 (moy. annuelle)	1981 (moy. 6 1ers mois)	1981 / 1980
Okoumé	Plage 19 542 FOB 30 505	Plage 18 621 FOB 29 090	- 4,7 % - 4,6 %
Ozigo	Plage 12 817 FOB 17 435	Plage 10 550 FOB 14 378	- 17 % - 17,5 %

— à la hausse des prix du matériel et des pièces détachées facturés en dollars.

faibles
— à l'étroitesse du marché local : la quantité de bois transformé semble avoir atteint un plafond, et les exportations stagnent.

Tout au long de l'année, les stocks sont restés à leur maximum, soit aux alentours de 110.000m³.

En octobre 1981, on a assisté cependant à une baisse de 15 %, les stocks étaient évalués à 95.000 m³.

Cette légère baisse des stocks laisse présager une activité plus soutenue en 1982. (on s'attend à une hausse du chiffre d'affaires de l'ordre de 10 %) sous l'effet de plusieurs facteurs :

— la reprise des achats européens : relance de l'économie française qui représente 50 % de nos valeurs exportées devant la Grèce (2,5 %), Israël (2 %), l'Espagne (1,5 %) la RFA (1,5 %).

— l'affaiblissement de la concurrence du Mèranti d'Asie, suite à la reprise des achats japonais et à la montée des prix exprimés en dollars.

— l'ouverture du marché de Taïwan en 1982 pour 15.000 m³/mois, soit le quart de nos exportations annuelles.

Toutefois, cette croissance attendue ne doit pas cacher un malaise certain du côté des exploitants forestiers : un prix plage en baisse alors que les coûts d'exploitation ne cessent d'augmenter (éloignement des zones à exploiter, travaux d'aménagement très importants...).

D'autre part, afin de s'assurer de nouveaux marchés, il serait nécessaire de pratiquer une politique des prix moins élevée. C'est donc à cette différence prix FOB-prix plage qu'une attention particulière devrait être portée à partir de cette année.

En 1981, on constate entre le prix plage et le prix FOB :

— un écart de 56 % pour l'Okoumé.

— un écart de 36 % pour l'Ozigo.

Cet écart représente :

— pour une moitié, des droits de sorties payables à l'Etat.

— pour l'autre moitié, des taxes et marges S.N.B.G.

L'effort que la S.N.B.G. a consenti vis-à-vis du marché de Taiwan en réduisant sa marge de 7 % pourrait être généralisé à d'autres marchés afin d'une part, d'augmenter les prix «plage» aux exploitants et d'autre part, de renforcer la compétitivité des bois gabonais à l'extérieur.

Dans ce même objectif, une réduction des droits de sortie est actuellement à l'étude ; elle témoigne de la volonté de l'Etat de revivifier l'activité d'un secteur qui a l'avantage d'alimenter une véritable politique d'aménagement du territoire.

1.3.2

L'INDUSTRIE DU BOIS

L'activité reste morose dans l'industrie du bois et régresse même.

Le chiffre d'affaires du secteur a baissé en 1981 de 3,8 %, passant de 23,3 milliards à 22,5 milliards de francs. La valeur ajoutée accuse également une forte diminution (- 13,7 %).

Une compétitivité difficile à maintenir :

Malgré la baisse du prix d'achat du bois,

F par M3	1980	1981	1981 / 1980
Ozigo	11 813	10 675	- 9,6 %
Okoumé	20 235	17 637	- 12,8 %

les coûts de production ont augmenté avec l'accroissement du prix du matériel et des salaires. La quantité de bois transformé semble atteindre un certain plafond comme le montre le tableau suivant :

PRODUCTION DE PRODUITS TRANSFORMES EN M3	1979	1980	1981
Placages	96 800	98 233	101 268
Sciages	12 256	14 748	13 780
Contreplaqués	71 200	72 829	70 523

Il ne faut pas s'attendre à un élargissement du marché par l'expansion des secteurs traditionnellement utilisateurs de bois. Même s'il se produisait, il serait très limité.

Quant aux exportations, principal débouché des industries de transformation (on exporte actuellement 73 % des bois transformés), elles stagnent. La clientèle étrangère manifeste en effet un désir d'autonomie en matière de placages. Dans ces conditions, pour maintenir leur compétitivité, les entreprises sont dans l'impossibilité de répercuter les hausses de leurs coûts d'exploitation sur leurs prix de vente.

Néanmoins, les effectifs ont augmenté en 1981 (+ 2,1 %) et la hausse des salaires (+ 19,3 %) a dépassé le rythme de l'inflation, ce qui a engendré une amélioration substantielle du pouvoir d'achat dans le secteur.

Pour 1982, la tendance est à la stagnation de l'activité, que traduit notamment la poursuite de la baisse des investissements en 1981 où ils n'ont atteint que 2,7 milliards, contre 3,9 milliards en 1980 soit une baisse de plus de 31 %.

2 - AUTRES ACTIVITÉS

2.1 AGRICULTURE

Jusqu'ici l'agriculture a très peu participé à l'essor économique national (environ 4 % du P.I.B. total), le Gabon restant encore très dépendant, pour son approvisionnement alimentaire, des importations de l'étranger.

En 1981, les importations de produits alimentaires et boissons ont été de 27 milliards (dont 6 milliards pour les boissons), soit 12 % des importations totales.

L'importance attribuée ici à l'agriculture n'est pas en fonction de ce qu'elle représente aujourd'hui mais de ce qu'elle devrait représenter d'ici six à sept ans dans une économie de «l'après pétrole». En effet, l'État a entrepris et accentue encore son effort de structuration du secteur visant à développer aussi bien la production vivrière que les productions destinées à l'exportation.

2.1.1 LES CULTURES VIVRIERES

a) Les productions traditionnelles :

La production vivrière de subsistance est très diversifiée ; elle concerne autant les ignames, manioc, bananes, arachides, maïs, etc., que tout autre produit entrant dans la composition de l'alimentation de base des populations. Le tableau suivant retrace l'évolution de la production vivrière de ces dernières années.

PRINCIPAUX PRODUITS (Tonnes)	1976	1977	1978	1979	1980	Variations 80 / 76
- Manioc	205 000	216 000	229 000	239 000	250 000	+ 22 %
- Banane Plantain	125 100	138 000	151 800	163 000	175 200	+ 40 %
- Igname, Taro	61 550	67 100	73 140	75 670	78 940	+ 28 %
- Maïs	8 000	8 600	9 290	9 620	9 980	+ 25 %
- Arachide	5 000	5 600	6 300	6 700	7 200	+ 44 %
- Riz	400	470	600	950	850	+ 112 %

Source : Ministère de l'Agriculture

En 1981, la production totale vivrière a dû dépasser 600 000 tonnes, la moitié de ce tonnage étant constituée par le manioc.

Mais la contribution quantitative et qualitative des cultures vivrières à l'alimentation et, plus généralement, à l'économie du pays, est difficile à déterminer car l'énorme majorité de cette production est auto-consommée. Le tableau qui suit montre bien l'importance de l'auto-consommation dans la production pour l'année 1980 : elle va jusqu'à 74 % pour le maïs.

PRINCIPAUX PRODUITS (Tonnes)	PRODUCTION	MARCHE LOCAL	AUTO-CON- SOMMATION	Part Auto-Cons. DANS PRODU- TION
- Manioc	250 000	105 000	145 000	58 %
- Banane Plantain	175 200	75 336	99 864	57 %
- Igname, Taros	78 940	22 893	56 047	71 %
- Maïs	9 980	2595	7 385	74 %
- Arachide	7 200	2 808	4 392	61 %
- Riz	850	850	-	0 %

Source - Ministère de l'Agriculture

Cette auto-consommation est la traduction même de la marginalisation des populations rurales, elle constitue un frein au développement de l'économie monétaire et par conséquent au progrès (l'individu, forcé de recourir à l'auto-consommation, vit en circuit fermé, se contentant de subsister).

b) Les productions industrielles :

— Il faut brièvement rappeler ici l'échec de la tentative d'implantation de cultures maraîchères à **MEDOUNEU** aux débuts des années 70 : échec dû aux parasites, au mauvais entretien des routes, et au manque d'enthousiasme des paysans.

— Par contre il convient d'insister sur les résultats très satisfaisants obtenus par **AGRIPOG** (Société Agricole de Port-Gentil)

Cette Société, créée dans le cadre de la Provision pour investissements diversifiés (PID) par **ELF GABON** et l'Etat Gabonais, dispose de plus d'une soixantaine de serres de cultures maraîchères hydroponiques à Port-Gentil et d'un centre de commercialisation à Libreville.

Les résultats pour 1981 portent sur une production de près de 400 tonnes (290 t. en 1980) correspondant à un chiffre d'affaires de 240 millions de F (contre 174 millions en 1980), soit une augmentation de 38 %.

Les productions ont été les suivantes :

PRODUITS	1981	1982 *
- Salades (unités)	310 000	300 000
- Tomates (Kg)	132 700	150 000
- Concombres (Kg)	70 100	70 000
- Melons (Kg)	47 400	50 000
- Autres (Kg)	47 100	50 000

* Estimation - Direction Générale de l'Economie

En général, les légumes de Port-Gentil, acheminés sur Libreville par avion, arrivent à des prix inférieurs à ceux des produits identiques importés de l'étranger. Il n'en reste pas moins que la culture hydroponique ne saurait s'appliquer à la couverture d'importants besoins (le marché potentiel du Gabon étant de 4 000t/an, Agripog participe pour 10 % à l'approvisionnement du marché national).

N.B. On verra dans la partie «Investissements agricoles» les projets à l'étude en matière vivrière.

2.1.2

LES CULTURES D'EXPORTATION :

Le cacao et le café constituent encore les principales cultures d'exportation du Gabon.

2.1.2.1

Le cacao :

Le cacao est la plus importante des cultures de rente du Gabon. Elle intéresse exclusivement les deux provinces du Woleu-N'item au Nord et de l'Ogooué-Ivindo, au Nord-Est.

Dès la campagne 1977/78, on a remarqué une amorce de relance de la production (les années précédentes, la production avait constamment diminué). Par contre, la campagne 80-81 a été marquée par une forte baisse de la production (- 25 % par rapport à 79/80).

On peut expliquer cette baisse de 1 000 tonnes par plusieurs facteurs :

— les arbres sont vieux et inévitablement la production commence à baisser

— l'absence de main-d'œuvre ; beaucoup d'Equato-Guinéens sont rentrés chez eux et l'exode rural est important. La moyenne d'âge des planteurs de cacao est de 55 ans.

	Campagne 76/77	Campagne 77/78	Campagne 78/79	Campagne 79/80	Campagne 80/81	Campagne 81/82 *
Production (Tonnes)	3 570	3 720	3 795	3 814	2 850	2 600
Prix à la product. F/Kg	150	230	300	320	320	320
Exportations (Tonnes)	3 460	3 150	4 380	3 460	2 875	2 600

* Estimation - D.G.E.

Rappelons que les campagnes cacacyères et cafélières vont du 1^{er} octobre au 30 septembre.

Au cours de la campagne 1980-81, les prix d'achat du cacao aux planteurs ont été les suivants :

Qualité supérieure	— 320 F/kg
Courant	— 275 F/kg
Limite	— 210 F/kg
Déchets	— 115 F/kg

Ces prix ont été reconduits pour la campagne 1981-82.

A la fin de 1981, deux points essentiels sont à noter au niveau des activités cacacyères :

— Les efforts entrepris par la **CAISSE DE STABILISATION ET DE PEREQUATION** (qui a le monopole de la commercialisation) dans l'achat régulier et la revalorisation du prix d'achat au producteur se poursuivent.

— Le **SONADECI** (Société Nationale de Développement des Cultures Industrielles) dirige toujours les opérations de régénération des cacaoyers

• **Opération de développement de la cacaoculture dans le Wolou-N'tem :**

Ce projet comprend dans sa réalisation deux volets

a) **Le programme agricole :**

— Lutte phytosanitaire :

La lutte contre la pourriture brune piétine, le transport de l'eau dans les plantations est difficile et environ 10 % seulement des planteurs s'intéressent au matériel et aux produits (pulvérisateurs et fongicides) qui leur sont fournis gratuitement.

— Programme extension :

En 78/79, il y a eu 120 ha de nouvelles plantations, dont 57 ha ont été primés.

Les primes sont attribuées aux planteurs qui mettent en place au moins 0,25 ha d'un seul tenant de cacaoyers et qui suivent toutes les préconisations des techniciens. La «redensification» consiste à accroître le nombre de sujets plantés pour obtenir une densité optimale.

Pour 79/80, l'objectif prévu de 300 hectares de plantations nouvelles ou d'opérations de redensification n'a été atteint qu'aux 2/3 (212 hectares ont été plantés). On s'attache beaucoup plus à créer des zones nouvelles qu'à redensifier les anciennes. Les parts dans le total d'ha plantés sont respectivement de 94 % et 6 %.

	Zone Oyem	Zone Bolossoville	Zone Minvoul	Zone Bitam	TOTAL
EXTENSION					
— Nombre de plants	36 %	8 %	10 %	46 %	321 168
— " d'hectares	36 %	8 %	10 %	46 %	200
— " - " - primes	46 %	5 %	6 %	43 %	110
REDENSIFICATION					
— Nombre de plants	5 %	0,2 %	0,5 %	94,3 %	19 429
— " d'hectares	5 %	—	—	95 %	12

L'objectif de la campagne 1980/81 : 600 hectares de plantations nouvelles ou d'opérations de redensification n'a pas été atteint.

b) **Le programme Pistes :**

Le volet Pistes a commencé fin 1979, après la réorganisation et l'étoffement de l'équipe de Travaux Publics chargée de l'opération.

Le bilan à la fin de l'année 1980 est largement positif. Il se résume dans le tableau suivant :

TYPES DE TRAVAUX	PREVISIONS (en Km)	REALISATION (en Km)	1982
- Ouverture	46,7	48,8	40
- Réhabilitation	79,7	80,8	75
- Entretien	20	32,5	180

Les réalisations ont été partout supérieures aux prévisions ; et en 1982 le programme sera aussi ambitieux, avec un accent particulier pour l'entretien des pistes.

Les résultats encourageants enregistrés, la maîtrise des techniques, l'existence du matériel et le nombre de blocs de cacaoyers encore à désenclaver ont poussé les Autorités Gabonaises et la Caisse Centrale de Coopération Economique à signer une nouvelle convention de financement de 620 millions de F, mise en place en janvier 1981.

• Réalisation du bloc cacaoyer Industriel de N'Djolé - Koulamoutou :

Ce projet qui a été confié à la SONADECI le 22 avril 1980 coûtera 1,5 milliard F ; il concerne 250 ha de cacaoyers qui pourront être portés à 500 ha. Fin 1981, 50 ha devaient être plantés, dans le cadre de cette opération.

2.1.2.2 Le café

La production de café a décliné à partir de 1969. Mais la création en 1977 de la Caisse Café et les mesures immédiates prises par celle-ci ont permis d'améliorer le niveau et la qualité de la production caféière, comme le montre le tableau ci-après :

	Campagne 76/77	Campagne 77/78	Campagne 78/79	Campagne 79/80	Campagne 80/81	Campagne 81/82 *
Production Café Marchand (tonnes)	277	300	291	599	826	700
Prix à la production F / Kg Café Marchand	100	240	320	360	360	360
Exportation Café Marchand (tonnes)	169	201	234	599	796,5	700

Source : Caisse de Stabilisation et Service National du Conditionnement.

* Estimation : D.G.E.

Les achats sont effectués sous forme de café cerise (non décortiqué) au prix de 180 F/kg dans les villages et 200 F/kg lorsqu'il est livré dans les centres d'achat (Bitam, Oyem, Makokou,...). La plus grande quantité étant achetée dans ces centres, le prix moyen d'achat approche de très près 200 F/kg (la différence de 20 F/kg rémunère le transport).

Le tableau suivant nous montre l'évolution des achats de café cérise au planteur

	77/78	78/79	79/80	80/81	81/82*
Achats café cérise (tonnes)	537	638	1 270	1 673	1 400
Prix à la production F/Kg de café cérise	120	140	180	180	180

* Estimation D G E
Source: Caisse café

Le café cérise est ensuite décortiqué dans les usines de la Caisse Café à Makokou et Franceville. Le rendement à l'usinage est compris entre 50 et 55 % (50 ou 55 kg de café décortiqué pour 100 kg de café cérise)

Le produit est le café vert ou café marchand qui est exporté ou vendu sur place à la seule société de torréfaction installée à Libreville (SOGATOR)

Pour la campagne 80/81, la répartition des exportations par pays destinataires a été la suivante

FRANCE	288 tonnes
HOLLANDE	436,5 tonnes
ITALIE	72 tonnes
TOTAL	796,5 tonnes

Les ventes sur le marché local ont été d'environ 30 tonnes.

En 1980, la SONADECI a été chargée par le Ministère de l'Agriculture, du développement de la caféiculture villageoise dans les zones caféières de Makokou, Okondja et Lastourville. Fin 1981, ce n'est encore qu'au stade de projet.

Lors du séminaire tenu à Franceville début avril 1981 en vue de définir la politique caféière du Gabon pour les années 1981 à 1990, il a été dit qu'à l'horizon 1990, la production devrait atteindre 3.250 T/an sur 3.500 ha :

— les services agricoles réaliseront 2.000 ha de plantations villageoises (1.000 T/an), et 10 blocs de 50 ha chacun servant d'appui technique et de pôle de développement à la production paysanne (750 T/an)

— la SONADECI initiera 2 bloc agro-industriels de 500 ha chacun à Mékambo et Okondja (1.500 T/an).

2.1.3

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Les gros investissements agricoles en cours de réalisation sont assurés par les sociétés AGROGABON, SONADECI, et HEVEGAB.

2.1.3.1

AGROGABON : C'est une société dont les trois pôles d'activité sont :

- a) — Le département palmier
- b) — Le département cocotier
- c) — Le département élevage.

a) — Le département palmier :

1) Projet palmier à huile : 6.000 ha

EN MILLIONS FRANCS	Antérieurs à 1980	1980	1981	1982
INV. (réalisés)	3 356	2 849	4 499	4 570
INV. (prévus par le Plan)	3 356	1 536	2 484	2 617

Le volume global des investissements réalisés dans la phase de création de ce département a été nettement plus important que celui prévu initialement par le Plan. A fin 1981, ils étaient de 7.348 millions, soit supérieurs de 80 %.

— **Résultats attendus** : l'évolution de la production devrait être la suivante (en tonnes) :

TONNES	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 et suivantes
Régimes	2 950	9 500	23 900	38 200	59 600	76 500	86 400	91 500
Huile	487	4 300	4 300	7 564	12 120	15 987	15 600	20 130
Palmistes	60	340	900	1 513	2 424	3 197	3 720	4 026

Le régime de croisière ne sera donc atteint que vers 1989, soit une dizaine d'années après le début des investissements.

2) Projet Palmier à huile de MOABI

INVESTISSEMENTS

EN MILLIONS FRANCS	1981	1982*
Investissements	200	210 *

* Prév. D.G.E.

En 1980, le Gouvernement Gabonais a confié à AGROGABON la mise en valeur de la Palmeraie naturelle de Moabi. Les investissements des années 1981 et 1982 portent essentiellement sur la restructuration de la Palmeraie.

b) — Le département cocotier.

L'étude de factibilité du projet cocotier a permis de conclure que la zone la plus favorable était la région de Mayumba où 5.000 ha ont été retenus.

Les investissements réalisés ont été ceux prévus dans le cadre du Plan Intérimaire.

EN MILLIONS FRANCS	1981	1982	Total projet
INV. (réalisé et plan)	275	665	940

c) — Le département élevage

Deux ranches d'élevage bovin (NYANGA - LEKABI) d'un total de 42.000 bovins sur 166.000 ha sont en cours de réalisation.

	Antérieurs à 1980	1980	1981	1982	Total projet
INV. (réalisé)	180	442	1.664	1.449	3.735
INV. (Plan)	180	442	1.657	1.462	3.741

Le niveau important des investissements en 1981 concerne le programme d'approvisionnement de bétail en provenance du Zaïre, du Sénégal et de la Gambie.

Ces deux ranches possèdent actuellement 2 285 têtes de bétail (1.725 dans la NYANGA et 560 à LEKABI).

2.1.3.2 SONADEC: (Sté. Nationale de Développement des Cultures Industrielles).

A sa création en janvier 1978, son rôle consistait à réaliser les projets conçus par d'autres ; c'est à elle que fut donc confiée la réalisation d'un grand nombre de projets agro-industriels du Plan Intérimaire de Développement 1980-82. Au rôle de simple exécutant, s'est ajouté, depuis 1980, celui de concepteur et de bureau d'études.

En 1981, elle a eu 9 projets à exécuter ; leur bilan peut se résumer de la façon suivante :

- 2 projets cacaoyers
 - 1 projet caféier
 - Bananeraie de N'Toum :
- } voir 2.1.2. les cultures d'exportation

L'apparition en 1980 du «CERCOSPORA NOIR», parasite inconnu au Gabon auparavant, s'est ajoutée aux difficultés de toutes sortes que connaissait déjà la bananeraie depuis son démarrage en 1978. Cette maladie a imposé l'arrachage de 23 ha de bananiers et a différé la réalisation des 250 ha prévus ; en janvier 1981, 90 ha seulement étaient plantés.

La production de 1980 a porté sur 31.352 régimes (contre 10.903 en 1979, soit une augmentation de 187% pour 338 T de bananes (10,7 kg par régime) alors qu'on pouvait espérer 2.000 T.

Compte tenu de ce déficit, de l'état d'avancement du projet et des perspectives d'avenir incertaines, le Gouvernement a décidé, en avril 1981 :

- d'arrêter l'expérience au stade actuel
- d'étudier les modalités pratiques de sa transformation en centre d'appui technique, de recherche et d'expérimentation pour la banane et les autres produits vivriers, en vue d'encourager la production paysanne.

Les investissements déjà effectués dépassent 2,2 milliards F.

- **Projet vivrier et fruitier d'Okoloville :** (La SONADEC dirige l'opération depuis le 1^{er} Janvier 1982).

Les investissements vont se terminer en 1982 par la construction d'un certain nombre d'équipements et la plantation des 20 derniers hectares de bananes plantain. C'est au cours de cette année 1982 que le projet rentrera dans sa phase d'exploitation.

— **Projet de cultures vivrières et maraichères dans l'Ogooué-Maritime :**

La SONADECI a été chargée par le Gouvernement de la réalisation de ce projet. Les deux zones rurales de N'Dougou dans le Fernan-Vaz et de Bissoma dans la vallée de l'Ogooué ont été choisies.

Le projet vise à l'encadrement des paysans pour la modernisation et l'intensification des cultures existantes (bananes, ignames, manioc, taros, légumes divers), et éventuellement à l'aménagement de pistes par mettant l'évacuation des productions vers Port-Gentil, ainsi qu'au regroupement de villages avec la création d'une infrastructure sociale et sanitaire.

— **Riziculture de N'DENDE :**

En 1982, ce projet qui date du début du Plan intérimaire, n'est pas encore arrivé à la phase de réalisation. Les études, initialement confiées à la société Japonaise NIPPON KOEI, ont connu des difficultés. La refonte du projet demandée à la SOGREAH (Société Grenobloise d'Etudes et d'Applications Hydrauliques) par les autorités gabonaises et la B.A.D. (Banque Africaine de Développement) est en cours d'élaboration. Il faudra attendre 1983 pour voir le démarrage de ce projet. En attendant, la ferme expérimentale japonaise poursuit ses opérations sous la direction de la SONADECI, assistée techniquement par la SOGREAH. Le coût total du projet est évalué à 4,6 milliards de F, dont 2,9 milliards auraient dû être réalisés à fin 1981, selon les prévisions du Plan.

— **Riz NYANGA :**

Selon la SONADECI, 1982 devrait voir se dérouler les études de factibilité pour le développement de la riziculture dans la Nyanga, sur une superficie envisagée de 1.700 hectares.

— **Opérations zonales intégrées :**

Elles ont été financées en 1980 et 1981, et entreront en 1982 dans une phase d'activité réelle.

L'opération zonale intégrée (O.Z.I.) consiste à prendre en charge d'une part l'augmentation des productions agricoles, (l'écoulement, la collecte et la commercialisation), et d'autre part une partie de l'équipement du monde rural.

L'objectif est de freiner l'exode rural, en stabilisant une large fraction de la population jeune par un accroissement de ses revenus et une amélioration sensible de ses conditions de vie.

Les opérations zonales intégrées ont été retenues pour les régions de l'Estuaire, de l'Ogooué-Lolo, du Wolou-N'Tem et de l'Ogooué-Maritime.

Le détail des O.Z.I. est donné à l'annexe N° 5.

2.1.3.3

HEVEGAB

Farmi les projets retenus lors de l'élaboration du Plan intérimaire et qui connaissent un début de réalisation, on trouve le projet «hévéas» de MITZIC ; la réalisation en est confiée à HEVEGAB, société où l'Etat Gabonais détient 95 % du capital.

Les 10.000 ha prévus ne seront mis en place que par étapes ; la première phase de réalisation qui concerne 3.300 ha a commencé en juillet 1981. La production moyenne prévue en période de croisière est de 2.500 kg de caoutchouc sec par hectare.

Quand les 10 000 ha (4,5 millions de pieds) seront plantés, la production annuelle en pleine période de rendement devrait dépasser 20 000 t. de caoutchouc sec.

Le coût de la première phase est de 15 milliards de F constants 1981, les principaux bailleurs de fonds sont, outre le Gouvernement Gabonais, la CCCE, la BAD, le FED, le FAC.

Pour une telle réalisation, on peut estimer à 1.000 le nombre d'emplois nouveaux que créeront directement l'entretien des plantations, la campagne de saignée et les opérations en usine.

2.2

INDUSTRIE

Si dans l'ensemble l'activité globale n'a pas enregistré la croissance attendue, sous l'effet de la baisse des industries extractives, l'industrie manufacturière, à l'image de l'agriculture, a obtenu en 1981 des résultats encourageants.

La part de la valeur ajoutée du secteur industriel dans l'ensemble du P.I.B. est passée à 6% avec 55 milliards de francs.

Toutefois, ces résultats satisfaisants sont plus le fait du bon comportement des industries en place, que de la création d'unités nouvelles.

L'essentiel de la production industrielle hors industries extractives est assuré par les industries alimentaires, les industries de transformation des métaux, chimiques, des matériaux de construction et textiles.

2.2.1

INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET CIGARETTES

Le développement de ce secteur a été très satisfaisant. Le chiffre d'affaires du secteur est de l'ordre de 30 milliards de F en 1981. Toutefois, il est à signaler la très vive concurrence étrangère sur certaines de ces productions.

Le tableau ci-dessous indique les principales productions du secteur.

	1979	1980	Variation 80/79	1981	Variation 81/80	1982
Deut (millions) SMAG	13,1	13,5	+3 %	14	+3,7 %	16
Farine (tonnes) SMAG	15 470	17 000	+10 %	18 550	+ 9 %	20 000
Farine panifiée (tonnes) SMAG	4 885	4931	+ 1 %	5 500	+ 11,5 %	6 000
Pâtes (tonnes) SMAG	115	95	-17 %	115	+17 %	N . D .
Huile de palme (tonnes) AGROGABON	900	1 100	+22 %	1000	- 9%	1 450
Sucre (1000 tonnes) SOSUHO	13	13	-	13	-	N . D .
Bière (100 hl)	347	360	- 4 %	398	+ 10,5 %	406

* Prévisions D.G.E

2.2.1.1

Les industries alimentaires

Elles sont encore peu nombreuses et comprennent essentiellement :

— une minoterie et une usine de pâtes alimentaires (SMAG) auxquelles il faut adjoindre quelques boulangeries industrielles.

— une sucrerie - raffinerie (SOSUHO)

— 2 ou 3 huileries ou raffineries d'huile (Palmevès, Coopalmo, Sepoga)

— 3 fabriques de Yaourt.

— une torréfaction de café...

— la SMAG :

Le chiffre d'affaires de la SMAG (pour l'ensemble de ses activités industrielles et avicoles) a progressé de 25%, passant de 4 milliards de F en 1980 à 5 milliards en 1981.

La minoterie de la SMAG est intégralement alimentée en matières premières par du blé étranger ; elle a une capacité annuelle de broyage d'environ 30.000 T/an. En 1981, la production de farine a été de 18.550 tonnes, soit une augmentation de 9% par rapport à 1980.

Après une stagnation de la production de pain en 1980 (les tonnages de farine panifiée ont augmenté seulement de 1% en 1980 par rapport à 1979), on note une reprise en 1981, où 5.500 tonnes de farine panifiée ont été produites (+ 11,5%/80). Il est à noter que les pouvoirs publics ont mis un accent particulier pour maintenir le prix du pain à un niveau abordable (en juin 1979, la baguette valait à Libreville 55 F; deux ans et demi après, elle vaut 65 F, soit une augmentation de 18%).

En ce qui concerne la fabrication des pâtes, on a noté en 1980 une nette régression (la production avait diminué de 17% par rapport à 1979). En 1981, 115 tonnes ont été produites ; le niveau de 1979 a ainsi été rattrapé. Mais globalement, les pâtes alimentaires de la SMAG semblent assez mal résister à la concurrence des produits similaires d'importation. La capacité de l'usine est près de trois fois supérieure à la production effective (300 T/an).

Pour ce qui est des œufs, la production reste stable. Néanmoins, on s'attend à une augmentation sensible en 1982*. La SMAG devra couvrir le marché national et donc accroître sa capacité actuelle de production, c'est ainsi qu'un deuxième élevage est en cours d'installation à Nkrintang.

* Consécutive à la limitation des importations d'œufs obtenue en 1981.

— SOSUHO :

Cette unité couvre désormais le marché national mais connaît de sérieuses difficultés pour exporter.

La sucrerie raffinée de la SOSUHO a une capacité de 30 000 T/an qu'elle n'arrive pas, compte tenu des conditions actuelles du marché international, à mettre intégralement à profit.

La SOSUHO produit actuellement 13 000 T/an, dont 7 000 tonnes pour le marché local et 6 000 tonnes pour d'éventuelles exportations.

— LES HUILLERIES DE PALME :

En 1980, selon la volonté de l'Etat, la société de développement de l'agriculture et de l'élevage au Gabon (Agrogabon) a repris Palmévée et Coopalmo (respectivement société d'Etat et coopérative).

Agrogabon a trois projets ou opérations en cours :

— Palmévée : les palmiers étant vieux, l'exploitation est à bout de souffle (elle devrait s'arrêter en mars 1983). En 1981, la production s'est élevée à 1 000 tonnes d'huile de palme.

— Réalisation, dans la région de Lambaréné, d'un programme palmier de 15 000 hectares :

• Projet d'une plantation de 6 000 ha de palmiers à huile sur la rive gauche de l'Ogooué et construction d'une huilerie à Lambaréné. Ce 1er projet palmier est à l'heure actuelle en cours d'exécution. Au 31-12-1981, 3 600 ha ont déjà été plantés. Début 1982, les premiers 500 ha seront productifs. L'unité de traitement devrait être opérationnelle en août 1982. A l'horizon 1988, la production pourrait être d'environ 20 000 tonnes par an.

- La mise en route du deuxième projet de 9 000 ha dépendra des possibilités de financement. Elle pourrait intervenir en 1983. Ainsi vers 1990/91, le Gabon pourrait disposer de 15 000 ha de palmeraies qui devraient fournir au pays 50 000 T d'huile de palme par an.

- **Coopalmo** : réhabilitation en cours de la palmeraie naturelle de Moabi.

Pour procurer des ressources supplémentaires aux habitants de la région et éviter ainsi l'exode rural, Agrogabon y a installé une usine de type expérimental.

2.2.1.2

Les industries des boissons et du tabac sont représentées par :

- deux sociétés (la **SOBRAGA** qui a 4 brasseries et la **SEBOGA** qui exploite une limonaderie)

- une manufacture de cigarettes (**SOCIGA**)

La **SOBRAGA**, avec un chiffre d'affaires de 16,7 milliards en 1981, compte développer son activité avec la fabrication de bières en boîte (démarrage prévu en 1982) et avec l'ouverture début 1983 d'une cinquième brasserie - limonaderie (en 1981, les investissements ont plus que doublé, passant ainsi de 220 millions en 1980 à 526 millions en 1981)

La production de boissons gazeuses est estimée pour l'année 1981 à 160.000 hl, les deux tiers fournis par la **SOBRAGA**, le tiers restant, par la **SEBOGA** dont les progrès sont certains en dépit d'une vive concurrence extérieure (chiffre d'affaires en augmentation de 69% par rapport à 1980).

De même la **SOCIGA** a obtenu des résultats appréciables (990 millions de chiffres d'affaires en 1981, contre 691 millions en 1980), malgré l'étroitesse du marché national et l'âpreté de la concurrence extérieure.

Deux nouvelles fabrications vont démarrer en 1982 (Paquets Hard-Box et King-Size), ce qui explique le niveau élevé des investissements en matériel d'exploitation prévus (134 millions de F contre 4 millions en 1981).

2.2.2

INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES METAUX

Le secteur de la transformation des métaux recouvre des branches d'activités diverses dont les principales sont la construction des structures métalliques, la construction et la réparation navales, la chaudronnerie...

Cette industrie est fortement dépendante de l'activité dans le pétrole et les BTP qui, à eux seuls, induisent plus de 70% du chiffre d'affaires sectoriel. La production vendue en 1981 s'est élevée à près de 20 milliards de F, ce qui représente un accroissement de 15% par rapport à 1980 ; la valeur ajoutée du secteur a aussi progressé de 10%, passant de 5,6 milliards en 1980 à 6,2 milliards en 1981.

Cette progression plus lente de la valeur ajoutée du secteur est due essentiellement à la hausse du coût des matières premières, importées pour la plupart ; les charges salariales représentant elles aussi un facteur modérateur de cette évolution.

L'activité du secteur aurait pu être meilleure en 1981 si la concurrence européenne avait été moins marquée et si une partie du marché local n'était détournée par l'Extérieur en raison des avantages consentis à certaines entreprises locales au travers du Code d'Investissements et des Conventions d'Établissement. Il faut en effet souligner que les sociétés bénéficiaires de conditions avantageuses lors de leur implantation les conservent au-delà de la période de maturation, ce qui représente à terme un obstacle au développement. Dans certaines branches, des amorces de solution se dégagent et c'est dans ce cadre qu'il faut situer la prise de participation par la COMILOG dans le capital de la SOGI, garantissant à cette dernière un débouché certain.

La construction des structures métalliques demeure en difficulté et les discussions en cours à divers niveaux laissent augurer une issue positive. Toutefois, le problème majeur auquel semble se heurter l'ensemble du secteur demeure le manque de main d'œuvre qualifiée.

En dépit des efforts déployés par les pouvoirs publics, le nombre et la qualité des employés restent très moyens, ce qui oblige les sociétés à entreprendre des actions internes de formation, et constitue une pression supplémentaire à la hausse des prix de vente.

2.2.3

INDUSTRIE CHIMIQUE

Le secteur des industries chimiques est dans cette étude volontairement amputé de la branche « Raffinage » directement rattachée au traitement des hydrocarbures.

Les besoins encore partiellement couverts, sont assurés par plusieurs unités de petite dimension fabricant des produits variés.

- air liquide, oxygène, acétylène, azote (Gaboac).
- peinture (GPL, Chimie-Gabon, ABA)
- produits d'entretien (SAGA).
- plastiques de bâtiment, d'emballage ou de ménage (ABA)
- lubrifiants (Pizolub).
- produit de parfumerie et colles (ABA).
- rechappage de pneus.

Cependant, ces fabriques locales se limitent souvent à la transformation des matières premières importées et au conditionnement des produits.

Le chiffre d'affaires global a progressé de 20% en 1981, passant de 4,4 milliards en 1980 à 5,5 milliards en 1981. La valeur ajoutée a augmenté plus vite : + 30% en 1981, c'est-à-dire que le coefficient d'intégration (valeur ajoutée/chiffre d'affaires) s'est accru, passant ainsi de 47% à 51%.

Depuis le 1er octobre 1981, l'entreprise SAGA a cessé la fabrication de savon. Elle reporterait ses productions sur une autre usine du même groupe située au Congo.

Les investissements restent limités.

En 1980, on a importé pour 6,58 milliards de F de produits du secteur chimique (produits pharmaceutiques, engrais, explosifs, produits photo désinfectants, insecticides...), soit nettement plus que le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur. C'est dire qu'il reste de nombreuses possibilités à exploiter.

Cependant, les investissements sont timides du fait de

- l'étroitesse du marché local (petites quantités pour chaque produit),
- une compétitivité difficile à assurer aussi bien sur le marché local qu'à l'exportation,

En 1981, les investissements dans le secteur ont à peine atteint le milliard sous l'effet de la mise en service par Gaboa d'une unité de production d'Azote liquide à Fort-Gentil (capacité de 5 tonnes par jour), opérationnelle au début 1982 et qui aura nécessité un investissement de 500 millions de francs.

2.2.4

INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

L'essentiel de l'activité du secteur se limite à la fabrication de ciment, assurée par la Société des Ciments du Gabon. La part relative du secteur dans le P.I.B. total est encore faible à peine 0,4% en 1981.

Après avoir atteint un record en 1976 (291 000 tonnes), dû à la croissance exceptionnelle de notre économie à cette époque, la consommation de ciment a enregistré une baisse considérable. Cependant en 1981, on peut noter une nette reprise de cette consommation.

en milliers tonnes	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Consommation	291	275	153	116	105	145,5

Dont :

- Production	107	161	134	96	101	146
- Importation	184	114	19	20	La COMUF seul importateur	-
- Exportation	-	-	-	-	0,2	0,5

A partir de mars 1981, un élément nouveau concernant Franceville est à noter : la COMUF est devenue cliente des Ciments du Gabon ; auparavant, elle avait toujours importé son ciment. En 1981, sur 12.000 tonnes vendues à Franceville, 6.500 auront été destinées à la COMUF, soit 54,2%. Ce pourcentage devrait atteindre 66,6% en 1982.

En ce qui concerne la répartition régionale des ventes de l'usine d'Owendo, les deux meilleurs clients sont les régions de l'Estuaire et de l'Ogooué Maritime : à elles deux, elles représentent, à fin octobre 1981, 88,9% du marché (respectivement, 63,8% et 25,1%). Ce chiffre est à regarder avec prudence étant donné qu'il n'y a pas de circuit de distribution adéquat pour satisfaire l'intérieur du pays.

Le chiffre d'affaires du secteur, dépendant de la nature des investissements de l'Etat, a doublé en 1980, passant de 2,3 milliards de F en 1979 à 4,6 milliards en 1980. Ce doublement était consécutif à la mise en route de la nouvelle usine de N'toum et à l'augmentation des prix du ciment. En 1981, ce chiffre d'affaires est de 4,9 milliards (+ 6,5%), augmentation minime, quand on sait que les prix du ciment d'Owendo ont été relevés de 13,8% le 1^{er} février 1981.

EN FRANCS	1980	1981
Prix d'une tonne de ciment à Owendo	26.000	29.600
Prix d'une tonne de ciment à Franceville	67.600	67.600

Le prix du ciment à Franceville lui n'a pas augmenté en 1981, les Ciments du Gabon comptant sur l'avancement des travaux du Transgabonais pour réduire le prix de revient par un abaissement du coût du transport.

Pour ce qui est de la répartition des ventes négociants-utilisateurs, la part de la vente aux négociants a baissé en 1981. En 1982, elle devrait être de 60%, alors qu'elle était de 64% en 1980. A côté des grosses sociétés qui s'approvisionnent directement, il y a de plus en plus d'utilisateurs individuels qui se passent d'intermédiaires.

Les équipements sont nettement sous-utilisés. Les taux d'utilisation de chaque unité sont les suivants :

OWENDO :	53%
N'TOUM	43%
FRANCEVILLE	12%

Cette situation explique le faible montant des investissements réalisés en 1981 (141 millions), et pousse à la hausse les prix de revient déjà élevés. A l'exportation, les prix sont encore peu compétitifs par rapport aux prix pratiqués par nos concurrents européens et africains.

A partir de 1980, le Gabon n'importe plus que des ciments spéciaux, non encore fabriqués sur le territoire national. Mais ces ciments pourraient dans l'avenir être produits sur place.

Depuis quelques mois, les Ciments du Gabon commercialisent un autre produit, le Filler (poussière récupérée lors de la fabrication du clinker). Sous-produit très calcaire, il s'est révélé bon pour l'agriculture et la SOSUHO s'est portée acquéreur de 1.100 tonnes en 1981.

2.2.5

INDUSTRIE TEXTILE : dynamique et exportatrice

Deux unités représentent l'ensemble du secteur textile : l'une d'impression de tissus (SOTEGA) et l'autre de confection (SOVEMAN).

Le chiffre d'affaires global a progressé de 23,9%, passant de 4,6 milliards de Francs en 1980 à 5,7 milliards de F en 1981.

En 1981, il y avait 391 salariés dans le secteur textile, pour la plupart gabonais ; ce chiffre devrait passer à 405 en 1982.

L'investissement a considérablement augmenté en 1981 par rapport à 1980 (+ 49%). En 1982, on prévoit une hausse de 125% par rapport à 1981. Ceci est dû essentiellement aux 320 millions d'investissements prévus en 1982 par SOVEMAN, au titre de la mise en service d'une chaîne de blanchiment.

SOTEGA réalise 75% de son chiffre d'affaires à l'étranger (dont 90% pour l'UDEAC) ; ce qui place le secteur textile au 4^e rang des secteurs d'exportation gabonais (derrière le pétrole, les mines et le bois).

Pour exporter, les sociétés doivent accorder six mois de crédit à leur clientèle ; elles souhaiteraient donc bénéficier d'une ligne de crédit ou d'une source de financement à des taux spéciaux.

SOVEMAN doit faire face à une forte concurrence asiatique, néanmoins freinée par la hausse du dollar. Un élément favorable est à noter pour le développement de l'activité : la conjoncture monétaire et le loyer élevé de l'argent vont inciter les importateurs à freiner leurs importations et donc à s'approvisionner davantage auprès des industries locales.

Les deux sociétés souffrent de la hausse du prix des matières premières ; celui-ci subit la hausse du dollar et les fluctuations du prix du coton

2.3

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Réalisant près de la moitié des activités du secteur secondaire avec un chiffre d'affaires global de 113 milliards, les BTP constituent cette année le deuxième moteur de la croissance de notre économie après le secteur pétrolier, dépassant largement le secteur minier.

2.3.1

L'ACTIVITE DU SECTEUR EN 1981

Au cours de l'année écoulée, les BTP ont connu une évolution fort contrastée, marquée à la fois par une hausse modérée de la valeur ajoutée sectorielle (+ 7,3%) et une stagnation de la part relative du secteur dans la formation du PIB total (6,4% du PIB en 1981 contre 6,5% en 1980). La morosité qui a prévalu en 1981, en dépit des indices de reprise décelés fin 1980, a été le fait d'un certain nombre de facteurs dont les plus importants auront été :

- les délais administratifs qui ont accompagné la mise en place puis l'exécution du programme d'investissements de l'Etat. Ainsi, l'exécution de ce programme réalisé à plus de 90% en fin d'année n'a été possible que grâce à l'accélération enregistrée au 4^e trimestre 1981.

- le renchérissement des taux d'intérêt bancaires et le relèvement des commissions de découvert.

- la faiblesse de la clientèle privée.

- le développement de la concurrence.

Le chiffre d'affaires du secteur, exprimé en francs courants, s'est accru de l'ordre de 8%, ce qui représente en termes réels une baisse de près de 3%. L'on constate à ce niveau la forte dépendance du secteur vis-à-vis de la nature des investissements publics.

Le P.I.B. sectoriel, sous la double pression du nivellement des prix à la vente (effets de concurrence) et des charges tant financières que celles relevant de l'exploitation, a connu lui aussi une croissance modérée. La valeur ajoutée des BTP est ainsi passée de 56,1 milliards en 1980 à 60,2 milliards en 1981, soit une hausse de 7,3% alors qu'en 1980, elle s'était accrue de 14% par rapport à 1979.

EN MILLIARDS DE FRANCS	1979	1980	1981
CHIFFRE D'AFFAIRES	102,0	104,9	113,6
VALEUR AJOUTEE	49,0	56,1	60,2

2.3.2

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements des années précédentes ne sont pas encore amortis : le taux d'utilisation des unités productrices se situerait aux alentours de 55% ; soit en légère augmentation par rapport à l'année dernière. Les 9 milliards de F injectés en 1981 concernent le renouvellement de matériel amorti ou obsolète.

La SOCOBA est l'une des rares entreprises à avoir investi, fondant son optimisme sur le développement du réseau routier. (L'Etat y consacra cette année 30,6 milliards de Francs). Toutefois, il faut souligner l'importance des capacités inutilisées, susceptibles de répondre sans problème à une augmentation importante de la demande. Par ailleurs, en raison du caractère multinational de certaines entreprises, l'on peut penser qu'elles feraient venir des équipements des Etats voisins pour y faire face.

EN MILLIARDS DE FRANCS	1980	1981 *
INVESTISSEMENTS	21,9	9,5
dont EUROTRAG	8,7	2,5
AUTOPUT	1,05	1,2

Source : Comptabilité Nationale

* Estimation : D.G.E

De manière générale, le secteur des BTP recouvre un grand nombre d'entreprises d'importance diverse (plus de 60 entreprises se partagent le marché). L'évolution globale du secteur cache des situations extrêmes d'entreprises performantes et d'autres en grande difficulté. En raison des maux diagnostiqués plus haut, les sociétés qui ont le mieux réagi sont celles ayant une surface financière solide et une activité diversifiée ; les autres, essentiellement les PME gabonaises ont connu des difficultés majeures à cause de l'âpreté de la concurrence.

Enfin il convient de souligner qu'une grande partie de l'activité du secteur n'est pas saisie en raison de l'autoconstruction très répandue pour la construction individuelle à Libreville et à l'intérieur du pays.

2.4 ACTIVITES TERTIAIRES

2.4.1 COMMERCE

Le bilan de l'activité commerciale pour l'année 1981 s'apprécie dans un contexte international dominé par une inflation de 13%. En France, d'où nous importons 60% de nos produits, on s'achemine vers un taux d'inflation annuel de 14,5%, sous l'effet de l'accélération des prix au deuxième semestre (consécutive à la baisse du franc par rapport au DM, aux effets limités de la politique des taux d'intérêts...)

Les entreprises retenues pour l'enquête commercialisent presque exclusivement des produits importés et les principaux indicateurs qui s'en dégagent doivent être abordés avec une certaine prudence.

L'activité commerciale a été encore soutenue en 1981 : le chiffre d'affaires a augmenté de 19% (5% en termes réels), les marges bénéficiaires se maintenant aux alentours de 22%.

Cependant, l'activité commerciale s'appréhende mieux en différenciant l'évolution du commerce de détail de celle du commerce des biens d'équipement.

a) Le commerce de détail marque un léger recul en volume :

Le commerce de détail n'a progressé que de 9,7% en valeur en 1981. Cette faible progression peut être expliquée par quelques facteurs :

- Le nombre de points de vente s'accroît très vite
- La concurrence que se livrent ces entreprises exerce une certaine pression sur les prix de vente et engendre le tassement des marges bénéficiaires. (En 1981, elles étaient de 19% contre 19,5% en 1980)
- Une augmentation très légère de la masse salariale imputable essentiellement à l'augmentation des salaires distribués dans la Fonction Publique (+ 3% en 1981/1980), le secteur privé restant pratiquement stable.
- La faible consommation du milieu rural (55% de la population) qui se trouve souvent marginalisée du circuit économique

Cependant dans ce commerce de détail, certains biens de consommation courante ont connu une évolution remarquable, c'est ainsi que le secteur alimentaire a enregistré une croissance de 19%.

b) Le commerce des biens d'équipement reste satisfaisant :

Globalement, le commerce des biens d'équipement a progressé de 25% en valeur. Cette augmentation très significative a concerné surtout les produits sidérurgiques, les matériaux de construction et l'outillage.

Le tableau suivant nous donne la progression des ventes en 1981, pour un échantillon d'entreprises :

C.A. EN MILLIARDS DE FRANCS	1980	1981	Variation 1981/1980
Produits sidérurgiques et matériaux de construction	3,8	5	+ 30 %
Quincaillerie - outillage - machines	11,7	17,8	+ 52 %

— La progression est remarquable pour les produits sidérurgiques et les matériaux de construction, secteurs qui bénéficient d'un maintien de l'activité privée et de l'effort soutenu des particuliers pour la construction individuelle.

— L'ascension des ventes de matériels d'équipement est à apprécier avec prudence, compte tenu de l'arrivée de la CCDG sur ce marché en 1981. Le renouvellement du matériel des forestiers explique d'autre part cette performance.

Le niveau des marges s'est maintenu à un taux élevé (+ 23,5%), nettement supérieur à celui du commerce des biens de consommation.

Les prévisions pour 1982 sont plutôt modérées. On s'attend à un tassement des ventes dans le commerce de détail (+ 10,3% en volume) et à une chute importante du commerce des biens d'équipement (+ 5,6%).

La crainte d'une récession de l'activité commerciale explique en partie la légère diminution des effectifs employés en 1981 (— 1,2%/1980) et la baisse des investissements prévus en 1982 (— 15%/1981).

c) Quelques caractéristiques du marché de l'automobile au Gabon :

Alors que le marché de l'automobile avait été florissant en 1980 (+ 46% par rapport à 1979), il est en nette régression en 1981 (+ 8,5% seulement).

C'est ainsi que le nombre de véhicules légers vendus a été de 3.565 unités en 1981 ; il avait été de 3.742 en 1980 soit une baisse d'environ 5%.

Par contre les ventes de véhicules utilitaires et de poids lourds ont bien progressé en 81 (respectivement + 27% et + 45% par rapport à 1980).

Le tableau suivant fait ressortir la brusque baisse en 1981 de l'importance des véhicules de tourisme dans le marché total de l'automobile et la nette augmentation de la part des véhicules utilitaires dans ce marché.

Part des différentes catégories de véhicules dans le marché total de l'automobile.

	1977	1978	1979	1980	1981
Véhicules de tourisme	56,8 %	55,1 %	56,8 %	56,4 %	49,5 %
Véhicules utilitaires	31,5 %	35,6 %	33,1 %	35,4 %	41,3 %
Poids lourds	8,6 %	6,7 %	7,4 %	5,2 %	6,9 %
Cars	3,1 %	2,6 %	2,7 %	3 %	2,3 %
MARCHÉ NATIONAL	100 %				

La morosité du marché de l'automobile en 1981 (+ 8,5% par rapport à 1980) est imputable à la conjugaison des facteurs suivants

— Le niveau très élevé des ventes en 1980 (+ 46%/1979)

— le réajustement des prix intervenu au début de l'année, ainsi les voitures de tourisme d'origine Japonaise qui représentent 85% du marché gabonais, ont augmenté de près de 30% en 1981 (l'écart de prix constaté avant cette augmentation entre les véhicules européens et japonais était en moyenne de 40% : prix basé sur un yen non encore revalorisé, standardisation technique plus poussée, gadgétisation, gamme plus complète de petits véhicules). Cependant le coût des pièces détachées japonaises est supérieur d'environ 50% à celui des pièces détachées françaises. La compétitivité des voitures japonaises est donc une compétitivité à l'achat et non à l'usage

— Les premiers effets du Transgabonais qui substitue peu à peu le transport ferroviaire au transport routier : le nombre de voyageurs transportés par le Transgabonais est estimé à 95.000 pour 1981 contre 70.000 en 1980, quant au trafic de marchandises, il s'est accru de 3% environ

Les graphiques de l'annexe N° 6 retracent depuis 1977 la répartition du marché automobile gabonais par pays fournisseur

Il apparaît que la concurrence japonaise se fait de plus en plus forte puisque les véhicules japonais détiennent 80% du marché total gabonais en 1981, contre 40% en 1977

Mais compte tenu de l'écart entre les prix des voitures japonaises et les prix des autres qui s'amenuise (on note au 30 Novembre 1981, un écart de 7% entre la Renault 5 et la HONDA CIVIC, deux véhicules de même catégorie), on peut s'attendre toutes choses égales par ailleurs, à un renversement de tendance

Trop étroit, le marché gabonais se stabilise donc depuis 1978 par un phénomène de saturation qui n'est plus essentiellement conjoncturel mais aussi structurel

- Le réseau routier demande à être développé et amélioré
- La démographie est faible
- Le pouvoir d'achat reste limité.

2.4.2 LES ACTIVITES DE TRANSPORT

En 1981, les activités de transport ont enregistré un léger ralentissement dû en particulier à la baisse du trafic portuaire (— 30%) et à la baisse du fret aérien (— 8%) que n'ont pas compensé les résultats encourageants des transports ferroviaires (+ 20%) et de la clientèle «passagers» du transport aérien

Compte tenu des augmentations des prix intervenues au cours de l'année 1981, la valeur ajoutée a pu se maintenir globalement à 35 milliards, dont 30% pour les transports terrestres, 33% pour les transports aériens et 37% pour les transports maritimes.

Cette ventilation entre les différents modes de transports est imputable à :

— la non comptabilisation d'une partie des transports routiers due au nombre élevé des transporteurs non agréés

— le poids énorme des échanges extérieurs : les exportations contribuent à 63% du P.I.B., les importations interviennent pour 52% dans la consommation.

— la forte augmentation des prix du fait de la hausse du dollar et de la dépréciation du franc au sein du système monétaire européen a surtout eu des répercussions sur les transports maritimes et aériens exprimés en valeur.

a) Routes et transports routiers : un grand handicap

Le réseau routier demeure encore insuffisant malgré les importants efforts du Gouvernement. Il est souvent rendu impraticable par une longue saison des pluies. La densité km/km² est actuellement de 0,027, ce qui est très insuffisant.

En 1980, on dénombrait 7 082 kms de routes et pistes dont 484 kms de routes bitumées, et 6.598 kms de routes en terre.

A la fin de 1981, on compte 7.374 kms de routes et pistes (soit une extension globale du réseau de 4%) dont 603 kms de routes bitumées.

Le tableau ci-après donne l'évolution du réseau routier par type de routes au cours de ces deux dernières années :

	1980	1981	Km réalisés
Routes nationales	2.891	2.927	+ 36
Routes régionales	1.597	1.581	- 6
Routes locales	692	690	- 2
Routes non classées	828	1.070	+ 242
Routes secondaires et diverses	1.074	1096	+ 22
Total	7080 km	7374 km	+ 4 %

Il apparait nettement que l'effort a porté sur le développement des pistes non classées (exemple des pistes cacaoyères) et l'extension du réseau national. Celui-ci s'est fait au détriment des routes régionales et locales qui ont changé de catégorie.

Le transport terrestre est très insuffisant, il n'existe pas de véritables compagnies de transport. Toute la région Nord du Gabon n'est desservie que par des petits exploitants travaillant pour leur compte propre, dont les moyens sont très limités, et souvent aux risques des passagers. La région Sud est desservie par une compagnie qui présente un peu plus de garanties de sécurité.

Il est hasardeux dans ces conditions d'évaluer les mouvements des personnes et des marchandises sur le trafic routier. On peut toutefois estimer que les transports ont connu en moyenne une conjoncture assez favorable (La vente des cars a chuté de 18% en 1981, tandis que celle des poids lourds a augmenté de 45%).

L'évolution du secteur dépendra de l'état des routes (construction des nouvelles et entretien des anciennes) et d'une restructuration éventuelle de la profession de transporteurs. (En 1982, l'Etat va consacrer 30,6 milliards de F aux travaux routiers).

b) Les transports ferroviaires

Le Transgabonais n'est que dans sa phase première de réalisation. Néanmoins, depuis le 2 Janvier 1979, avec la mise en exploitation du tronçon OWENDO-NDJOLE, les mouvements des personnes et des marchandises sont importants. Les voyageurs découvrent peu à peu les avantages de ce nouveau mode de transport au détriment des transports habituels (cars, camions).

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du trafic ferroviaire depuis la mise en exploitation du tronçon OWENDO-NDJOLE

	1979	1980	1981	Variation 80/79 %	Variation 81/80 %
Nombre de voyageurs	49.000	70.000	95.000	+ 43	+ 36
Tonnage colis (en tonnes)	230	268	800	+ 16,52	+ 198,5
Tonnage wagon (en tonnes)	61.000	312.135	320.000	+ 411,69	+ 2,51
- dont bois	25.000	57.000	60.000	+ 128	+ 5,26

Source: OCTRA

NE: Le tonnage n'est pas pondéré par le kilométrage effectué.

Quelques remarques significatives se dégagent de ce tableau :

— le nombre de voyageurs transportés augmente de façon satisfaisante. Le tarif pratiqué est largement compétitif (3250 F pour OWENDO-NDJOLE) eu égard aux conditions offertes de confort et de sécurité.

— le tonnage wagon n'augmente pas encore dans des proportions satisfaisantes.

On remarque la place trop réduite qu'occupe le transport du bois (20% du total). Tant que le chemin de fer n'arrivera pas à Bccué (Janvier 1983) et qu'en conséquence la 3e zone forestière ne sera pas desservie, l'Ogooué restera un concurrent sérieux du chemin de fer pour le transport des bois flottables.

Tarifs au 1/1/82 de NDJOLE à LIBREVILLE

EN F/TONNE	BOIS LOURDS RICHES	BOIS LOURDS PAUVRES	BOIS FLOTTABLES
OCTRA	4.500	2.700	2.100

Le poste le plus important est constitué par le transport du clinker pour l'usine des ciments de Franceville pour environ 50% du tonnage, le reste se partageant entre le fuel, les gravillons et l'autotransport de l'OCTRA.

Dans l'état actuel des prévisions, le tableau suivant nous donne la date de mise en exploitation du chemin de fer pour l'année 1982 :

TRONCON	KMS	Arrivée du Chemin de Fer	Exploitable
NDJOLE	183		
OTOUMBI	224	15 Décembre 81	Août 82
AYEM	266	Avril 82	Août 82
LOPE	290	Juillet 82	Septembre 82
BOOUE	330	Octobre 1982	Fin Décembre 1982

En 1982, les investissements inscrits dans le budget de l'Etat pour l'OCTRA serent de l'ordre de 47 milliards, soit en augmentation de 41% par rapport à l'année dernière où ils étaient de 33,4 milliards.

c) Les ports et les transports maritimes :

L'expansion rapide de l'économie a amené les Autorités à renforcer les infrastructures portuaires : les ports de Libreville et Port Gentil ne correspondaient plus aux besoins du pays.

Jusqu'à une date très récente, le transport maritime était assuré par des armements étrangers principalement français, mais depuis 1979 avec la création de la SONATRAM, la société nationale de transport maritime, le monopole que détenaient ces armateurs commença à s'estomper. Tributaire d'un seul navire au départ, la SONATRAM n'assurait qu'un faible pourcentage de son quota, mais avec l'acquisition d'un deuxième navire elle atteint à la fin 1981 40% de son quota.

Activités portuaires :

Les ports et rades du Gabon sont gérés par un seul organisme de l'Etat, l'Office des Ports et Rades du Gabon.

Les mouvements de marchandises entre le Gabon et l'étranger sont décrits dans le tableau ci-dessous.

EN MILLIERS DE TONNES	1980		1981		Variation 81/80 %	
	Libreville	Port Gentil	Libreville	Port Gentil	Libreville	Port Gentil
Port						
Entrées	440	177	468	174	+ 6,36	- 1,69
Sorties	477	9.819	324	6.526	- 32,0	- 32,16
Total par Port	917	9.796	792	6.700	- 13,63	- 31,60
Total annuel	10.713		7.492		- 30,07	

L'examen de ce tableau appelle les remarques suivantes :

— le volume des entrées est comparable dans chacun des deux ports avec une activité trois fois plus dense à Libreville liée avant tout au niveau de concentration urbaine plus élevé (200.000 habitants à Libreville et 85.000 à Port-Gentil)

— le volume des sorties est par contre 20 fois plus élevé à Port-Gentil qu'à Libreville ; ceci provient du fait qu'une grande partie des exportations est effectuée à Port-Gentil où est concentrée la plupart des produits d'exportation (bois, pétrole)

— le volume des marchandises que nous expédions à l'extérieur est 10 fois supérieur à celui que nous recevons.

Cela tient à la nature des produits concernés ; sont exportées des matières premières pondéreuses, sont importés des produits finis où l'intensité de transformation est très élevée. En conséquence, une comparaison en valeur aurait un tout autre allure

La baisse du trafic a surtout concerné les exportations qui ont chuté d'un tiers en 1981, alors que les importations ont enregistré une légère hausse. Ceci est dû à l'incompressibilité des importations liée à un niveau de développement déjà atteint et à un accroissement du revenu national alors que le tonnage des marchandises exportées reflète les aléas de la conjoncture internationale.

Cas particulier du port de Libreville à Owendo :

Le tableau ci-après montre l'évolution du trafic à OWENDO depuis 1975 :

EN MILLIERS DE TONNES et de sept. à sept.	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Marchandises débarquées	521	1088	1177	582	450	440	468
Marchandises embarquées	190	160	146	191	287	477	324
Total trafic	711	1248	1323	773	737	917	791

Après les années exceptionnelles de 1976, 1977, et la chute des années 1978, 1979, l'année 1980 avait marqué une reprise de 24% en un an ; reprise qui ne s'est pas poursuivie jusqu'en 1981 du fait de la baisse importante des marchandises embarquées 32%, le niveau des marchandises débarquées restant stable.

c) Les transports aériens :

Le développement spectaculaire de la navigation aérienne est essentiellement le fait de l'insuffisance du réseau routier.

Les mouvements de personnes entre la capitale et l'intérieur sont presque exclusivement effectués par avion pour certaines régions. L'infrastructure aéronautique est une des plus denses d'Afrique Noire ; chaque chef-lieu de province possède une piste d'atterrissage. Il y a deux aéroports de classe internationale (Libreville, Mvengué) et bientôt trois avec l'ouverture prochaine de celui de Port-Gentil après le prolongement de sa piste.

Au niveau général de l'activité, le trafic aérien est demeuré morose en 1981, sauf en ce qui concerne le transport des passagers.

Type de Transport	1978	1979	1980	Variation 80/79	1981	Variation 81/80
- Transport commercial (nombre de vols)	41 510	43 595	48 498	+11,2 %	42 991	-11,4 %
- Passagers (Nbre)	616 078	627 244	688 566	+9,8 %	796 831	+15,7 %
- Fret (tonnes)	46 023	43 420	39 247	-9,6 %	36 191	-7,8 %
- Poste (tonnes)	607	661	668	+1 %	850	+27,2 %

Le tableau ci-dessus permet de constater que l'évolution n'est pas la même selon le type de transport :

— le transport commercial, après une évolution ascendante depuis 1979, commence à décliner en 1981

— le mouvement des passagers suit toujours la même ascension depuis 1979 : 1981 a enregistré une progression importante + 15,7% par rapport à 1980 (contre + 9,8% en 1980 par rapport à 1979).

— le fret est toujours en baisse, ceci étant directement lié au ralentissement de l'économie gabonaise observé depuis 1979

Cette situation globale résulte en fait d'évolutions contrastées suivant les compagnies

C.A. (en milliards de F)	1979	1980	Variation 80/79	1981	Variation 81/80	1982*
Air Gabon	14,9	20,7	+38%	21,5	+3,9%	23
Air Service	1,9	2,6	+37%	2,7	+3,8%	2,8
Air Inter Gabon	1,8	1,82	+1,1%	2,7	+48,3%	3,1

* Prévisions D.O.E

— **AIR SERVICE** n'a pas maintenu son rythme d'expansion de 1980. Son chiffre d'affaires n'a cru en 1981 que de 3,8% contre 37% en 1980. Le niveau de l'activité directement lié à la conjoncture économique a subi l'influence de 3 facteurs essentiels :

- la baisse régulière du volume de la clientèle administrative (celle-ci a baissé de 44% en 1981).
- le développement du transport clandestin pratiqué par les propriétaires d'avions privés.
- l'ascension trop rapide des prix sous l'effet conjugué de la hausse du dollar et des carburants (+25% en 1981).

La Société envisage la reconversion de sa flotte (une trentaine d'unités) en turbopropulseurs.

— **AIR INTER GABON** a enregistré une croissance remarquable en 1981 (+ 48,3%). Ceci est dû au développement de la recherche pétrolière, les pétroliers constituant l'essentiel de sa clientèle. Le niveau d'activité semble avoir atteint un maximum et les investissements importants réalisés en 1980 et 1981 pour l'achat de matériels plus gros, ne seront pas renouvelés en 1982.

— **AIR GABON** a enregistré en 1981 une croissance du chiffre d'affaires + 3,9%, ce qui traduit en fait une baisse d'activité réelle, essentiellement due à la baisse du tonnage fret, le nombre de passagers augmentant de plus de 15%, dont les 2/3 sur le réseau domestique. Cependant Air Gabon connaît encore des difficultés financières bien que les déficits d'exploitation s'arrentuissent en 1981, ils ont été réduits de 60%. Les causes de ce déficit sont multiples et en particulier :

- la conjoncture est difficile pour de nombreuses compagnies aussi bien en Europe qu'aux U.S.A.
- le faible coefficient d'utilisation des appareils.
- le volume réduit des trafics intérieurs à l'exception de quelques liaisons.
- l'augmentation des prix de revient sous l'effet de la hausse du dollar et des carburants (+25% en un an).
- le manque de rentabilité de certaines liaisons.
- la lenteur de la gabonisation des emplois techniques de bas et haut niveau.

La production et la distribution d'électricité et d'eau au Gabon sont assurées par la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon sur toute l'étendue du territoire.

Le niveau de production, en constante progression (+ 10% en 1981, 1980) traduit à la fois les préoccupations sociales du gouvernement et ses objectifs en matière d'aménagement du territoire, et de développement économique.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 18% en 1981 - ce fort accroissement est dû en particulier, à une réelle augmentation du volume distribué (+ 10% pour l'électricité, + 12% pour l'eau), l'accroissement des prix de vente étant limité volontairement à la moitié de l'augmentation générale des prix.

a) Electricité

	1978	1979	1980	1981
Puissance installée (MW)	209	210	270	271
Production (millions KWH)	488,2	526	564	618
Vente (millions KWH)	433	455	486,5	524

(Source S.E.E.G.)

La puissance installée est fournie pour :

— 42% par 24 centrales thermiques.

— 57,5% par les aménagements hydro-électriques que sont Kinguélé, Poubara et Tchimbélé.

— 0,5% par l'aménagement de mini centres hydro-électriques de l'Ogoué. Dans un proche avenir, l'avancement du chemin de fer ouvrira de nouvelles perspectives pour la valorisation de nouveaux sites hydro-électriques.

Les ventes ont enregistré une croissance en volume de + 9% en 1981 par rapport à 1980, portant le niveau à 524 millions de KWH pour une production de 618 millions de KWH.

Cependant, la consommation évolue différemment suivant le type de consommation (basse ou moyenne tension), et le lieu (Libreville, Port-Gentil, Centres ruraux).

C'est ainsi que la consommation basse tension a augmenté 2 fois plus vite que la moyenne tension (10% contre 5%).

La répartition géographique laisse apparaître :

— en basse tension : une croissance moins élevée à Port-Gentil (+ 5%) et Libreville (+8%) que les Centres ruraux (+ 16%).

— en moyenne tension : une croissance moins élevée à Libreville (+ 5%) que dans les Centres ruraux (+ 10%).

Quant au nombre d'abonnés, il s'accroît beaucoup plus vite dans les Centres ruraux (+ 8%) qu'à Libreville (+ 5%).

Le branchement social :

Cette forte augmentation du nombre d'abonnés dans les Centres ruraux (il est passé de 5.511 en 1979 à 6.250 en 1980) est le résultat de la politique sociale mise en place par le gouvernement en octobre 1979, visant à procurer l'électricité à un tarif préférentiel aux populations les plus démunies des zones aussi bien rurales qu'urbaines.

Ce tarif est applicable à tout abonné utilisant l'énergie électrique sous une puissance limitée à 1 KW pour une consommation mensuelle égale à 120 KWH et porte le prix proportionnel par KWH à 50 F. (Or depuis le 1^{er} octobre 1981, le tarif normal du KWH, y compris la taxe de 8%, est de 70,37 F).

C'est ainsi que pour une consommation de 120 KWH/mois, la réduction sur le total de la facture d'électricité est de l'ordre de 20% à Libreville, 36% à Port-Gentil, 43% à l'intérieur.

D'autre part, le souscripteur peut bénéficier d'un tranchement pré-financé par la S.E.E.G. ou par les communes de Libreville ou de Port-Gentil qui pourra être remboursé sans intérêts en 3, 6, 12 ou 24 mois.

Compte tenu des facilités décrites ci-dessus, de la densification du réseau et du plan national de l'habitat, l'accroissement de la clientèle devrait subir une accélération, à partir de 1982.

Les investissements : plus des 3/4 consacrés aux grands projets.

En 1981, les investissements d'équipement ont été de 4 milliards de F dont 88% ont été consacrés aux grands projets tel l'extension du Petit Poubara à Franceville. En 1982, ils seront de l'ordre de 6 milliards, soit une augmentation de 50% (Poursuite de l'extension du Petit Poubara, implantation d'un troisième groupe à Tchimbélé).

ENERGIE NOUVELLE : stade embryonnaire

Akok, le premier village solaire du Gabon a permis quelques réalisations de type expérimental : alimentation d'une école et d'un dispensaire.

b) Eau

La production et la distribution d'eau sont assurées dans une vingtaine de villes.

La consommation a évolué selon la répartition décrite dans le tableau suivant :

Millions M3	1979	1980	1981
Libreville	9,7	11,1	12,4
Port-Gentil	3,2	3,0	3,2
Exploitations rurales	1,8	2,2	2,7
Total	14,7	16,3	18,2

Au total, la production d'eau a augmenté de près de 25%, de 1979 à 1981.

Le taux d'urbanisation exceptionnellement élevé à Libreville explique le niveau du taux d'accroissement qui a entraîné d'importants travaux de renforcement ou d'extension des installations comme N'Toum IV.

Pour les exploitations rurales, c'est le nombre croissant des localités alimentées qui est à l'origine de l'augmentation constatée (+ 18 % en volume, + 30 % en nombre d'abonnés).

En juin 1981, un vaste programme d'adduction d'eau, étalé sur 4 ans, a démarré et a pour ambition de fournir de l'eau potable à tous les villages ayant plus de 150 habitants. Sur 712 villages inventoriés, plus des trois quarts ont été étudiés ou visités.

HOTELLERIE ET RESTAURATION.

La concurrence accrue risque d'affecter la rentabilité du secteur, ce dernier peut être appréhendé en distinguant :

— d'une part, les quatre grands hôtels de Libreville : Novotel-Dowé, Novotel-Rapotchombo, Intercontinental Okcumé Palace, le Dialogue. Les petites unités hôtelières de Libreville n'ont pas été saisies.

— d'autre part, l'ensemble des hôtels de l'intérieur du pays.

La capacité d'accueil totale est actuellement de 1 520 chambres pour ces hôtels en incluant les 200 chambres potentielles du Sheraton, les 104 chambres du Gamba (ouverture prévue pour ce début d'année 1982) et les 107 chambres de l'intérieur.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des hôtels considérés a augmenté de 27,3 % en 1981 par rapport à 1980 passant ainsi à plus de 6 milliards de francs. En fait, cette augmentation est en grande partie due à la hausse des prix de 18 % intervenue en juin dernier (la précédente avait eu lieu en février 1979).

Les hôtels de Libreville : un niveau d'activité satisfaisant :

La croissance du chiffre d'affaires « appartement » des hôtels de Libreville qui représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global a été plus importante en 1981 (+ 20 %) qu'en 1980 (+ 5 %).

Le taux d'occupation moyen à Libreville : 70 % en 1981 demeure néanmoins élevé et la clientèle se répartit entre les hommes d'affaires 63 %, les coopérants 35 %, la clientèle de tourisme 12 %.

En 1981, la croissance a été plus soutenue dans la restauration. Aux 80 % de la clientèle induite de l'activité « Appartement », vient s'ajouter la régularité des banquets, consécutive à la tenue de nombreux Congrès à Libreville.

L'indice de restauration (achats/chiffre d'affaires) est d'environ 32,5 % ; la rentabilité de l'activité n'a pas été affectée par l'accroissement de la concurrence des restaurants de ville.

L'intérieur supporte des charges excessives comparées au faible niveau d'activité :

Les hôtels de l'intérieur du pays disposent d'un excédent structurel de leur potentiel en chambres. Le taux d'occupation moyen est de 17,6 % si on exclue Port-Gentil qui avec une capacité d'accueil de 360 chambres fonctionne au taux moyen de 90 %.

En matière de restauration, la rentabilité est insuffisante avec un indice de restauration de 35,6 %. De la même façon les charges sont trop élevées, elle atteignent 67 % du chiffre d'affaires, soit près du double de celles des hôtels de Libreville.

Le tableau suivant synthétise l'ensemble des indicateurs du secteur.

	Libreville	Intérieur (hors P. Gent)	Port-Gentil
Taux d'occupation moyen	70 %	17,6 %	90 %
indice restauration	32,5 %	35,6 %	ND
charges / C.A.	33,8 %	67,1 %	ND
Prix moyen des chambres	20 000	9 000	18 000

Les investissements ont fortement augmenté en 1981 passant de 60 millions de F en 1980 à 1226 millions de Francs en 1981.

- la réouverture du Gamba aura nécessité un milliard de Francs.
- l'accroissement de la capacité d'accueil de Port-Gentil de 360 chambres à 500 chambres en août 1982 aurait déjà coûté près de 50 millions de Francs.

Pour 1982, les hôteliers prévoient une augmentation de la clientèle de Congrès (on s'attend à la tenue de nombreux congrès internationaux dont 5 de plus de 500 participants), à un léger développement de la clientèle touristique internationale, la clientèle affaires restant stable.

La concurrence risque de s'accroître à Libreville en 1982 avec l'ouverture du Gamba et plus tard avec la réfection de l'hôtel Sheraton. Dans ces conditions, le taux d'occupation déjà élevé à Libreville sera difficile à maintenir, et les unités déjà en place craignent pour leur rentabilité.

2.4.5

PAPIER - EDITION

Ce secteur a enregistré, au cours de l'année 1981, une croissance modérée. Sa contribution à la formation du P.I.B. est passée de près de 830 millions de F en 1980 à 940 millions en 1981, ce qui représente une poussée de près de 14 %. Le chiffre d'affaires qui a induit cette évolution de la valeur ajoutée s'élevait à 2 milliards en 1980 ; en 1981, il est passé à 2,3 milliards marquant une progression de même ordre que le P.I.B. sectoriel.

L'évolution constatée en 1981 aurait pu être plus importante si certains facteurs n'en avaient entravé le cours.

- dans la branche de l'édition l'apreté de la concurrence, surtout européenne, s'est fait sentir dans le détournement d'une importante partie de la clientèle locale par le biais des commandes directes.

- l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée nationale ;
- la hausse sans cesse croissante du coût des matières premières (+ 25 % en 1981)
- le renchérissement du coût du crédit.

Les investissements d'un volume décroissant depuis 1979 (115 millions en 1979, 22 millions en 1980 et 61 millions en 1981) concernent surtout la modernisation du matériel d'exploitation. Il faut en effet noter que de manière progressive, de nouvelles techniques sont introduites dans ce secteur qui à l'origine se contentait de procédés anciens.

2.4.6

AUTRES SERVICES

Sont recensés dans ces autres services, les bureaux d'études et autres services aux entreprises, l'immobilier, les soins médicaux, les services d'Assurances, de Banques et de Publicité.

C'est un secteur difficile à cerner qui ne se prête guère à une enquête de conjoncture.

- une centaine d'entreprises sont concernées, dont beaucoup sont indépendantes ou non agréées.
- les taux de création et de disparition sont particulièrement élevés.

Leur croissance évolue de pair avec le niveau d'activité et l'amélioration des revenus. En 1981, l'activité s'est accrue de 13 %, avec un chiffre d'affaires de 31,5 milliards (27 milliards en 1980).

Cependant, la valeur ajoutée ne croît pas aussi vite du fait des problèmes de financement engendrés directement par la hausse du loyer de l'argent.

En 1981, on ne constate pas d'investissements importants.

- le secteur dispose de potentialités sous-employées aussi bien du côté des assurances que du côté de l'immobilier, quoique ce dernier marché commence à se resserrer.

- l'évolution trop modeste du chiffre d'affaires par entreprises ces dernières années, implique un affaiblissement de leur capacité d'auto-financement et conditionne leur expansion à des emprunts devenus chers ou des subventions.

DEUXIEME PARTIE *à revoir*

GRANDEURS MACROECONOMIQUES



TABLEAU SYNOPTIQUE - 1981

GRANDEUR 1981		POURCENTAGE D'AUGMENTATION/1980
P.I.B.	929,5 Milliards	+ 11,7 %
dont 50,4 % par le pétrole		+ 15,2 %
INVESTISSEMENT PRIVÉ	166 Milliards	+ 34,7 %
INVESTISSEMENT PUBLIC y compris OCTRA	136,8 Milliards	+ 54,8 %
CONSOMMATION PRIVÉE	284,3 Milliards	+ 11,1 %
CONSOMMATION PUBLIQUE	131,7 Milliards	+ 25,3 %
DEMANDE INTÉRIEURE y compris stocks	743,6 Milliards	+ 23 %
RECETTES PROPRES	408,7 Milliards	+31,8 %
DÉPENSES BUDGÉTAIRES	423,2 Milliards	+ 26,6 %
MASSE MONÉTAIRE	155,5 Milliards	+ 8,3 %
COMMERCE EXTÉRIEUR		
- taux de couverture 272 %		- 10,8 %
- balance commerciale	+ 373,8 Milliards	+ 3,8 %
EMPLOI		+ 4 %
SALAIRES		STAGNATION
PRIX		
- détail		+ 14 %
- gros		+ 11 %

ORIGINE DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Milliards de F	Valeur ajoutée des secteurs			Variation annuelle %		Pourcentage du PIB		
	1979	1980	1981	80/79	81/80	1979	1980	1981*
Pétrole (1)	272,8	406,9	468,8	+ 49	+ 15,2	42,3	48,9	50,4
Agriculture	28,9	32,2	34	+ 11,4	+ 5,6	4,5	3,9	3,6
Exploitation forestière	12,1	16,8	14,2	+ 38,8	- 15,4	1,9	2,0	1,5
Mines	44	39,1	29,3	- 11	- 25,0	6,8	4,7	3,2
Industrie du bois	11,3	14,5	12,5	+ 28,3	- 13,8	1,8	1,8	1,3
Raffinage	3,2	5	4	+ 56	- 20	0,5	0,6	0,4
Indus. Transformation	17,8	19,5	24	+ 9,5	+ 23,1	2,8	2,3	2,8
B.T.P.	49	54	60,2	+ 10,2	+ 11,5	7,0	6,5	6,5
Commerce	37,1	40,8	48,0	+ 11,0	+ 17,6	5,8	4,9	5,2
Transport	22,5	23,8	27,9	+ 5,8	+ 17,2	3,5	2,9	3,0
Services	21,8	27,1	30	+ 24,3	+ 10,7	3,4	3,2	3,2
Divers (2)	24,4	26,6	30,6	+ 9	+ 15,0	3,4	3,2	3,3
SOUS TOTAL ENF.	544,9	706,3	783,5	+ 29,6	+ 10,9	84,5	84,9	84,3
Inst Financières	5,8	7,3	9,1	+ 25,9	+ 24,6	0,9	0,9	1,0
Ménages	1,9	2,2	2,8	+ 11,6	+ 27,3	0,3	0,3	0,3
Administrations	47,2	61,6	73,1	+ 30,5	+ 18,6	7,3	7,4	7,8
Taxes sur Import	44,8	54,4	61	+ 21,4	+ 12,1	7,0	6,5	6,6
PIB TOTAL	644,6	831,8	929,5	+ 28	+ 11,7	100	100	100

* Estimation DGE

(1) exploitation pétrolière + recherche

(2) services de réparation, eau et électricité, postes et télécommunications, hôtels restaurants

1- PRODUIT INTERIEUR BRUT

Le produit intérieur brut, détaillé dans le tableau ci-contre, qui est l'instrument de mesure des ressources destinées à satisfaire la demande, atteindrait 831,8 milliards en 1980 et 929,5 milliards en 1981. Son taux de croissance qui était de 29 % en 1980, n'est plus que de 11,7 % en 1981.

Les écarts par rapport aux prévisions du précédent tableau de bord résultent de deux phénomènes contradictoires :

— d'une part, le FIB d'origine pétrolière est supérieur aux prévisions depuis 1980 (l'écart était de 3 % en 1980 et il serait de 8,8 % en 1981) sous l'effet du maintien du cours élevé du dollar tout au long de l'année.

— d'autre part, le PIB hors pétrole, s'il avait été sous estimé en 1980 de 5,2 %, risque d'avoir été surévalué en 1981 de 9 %. Il traduit les difficultés de mise en place d'infrastructures industrielles performantes.

Au total, à fin 1981, les réalisations du PIB seraient légèrement inférieures (- 0,9%) à ce qui avait été prévu au début de l'année 1981.

1.1 LES RESSOURCES DU PIB

Comme pour les années précédentes, la croissance de l'économie reste fortement dépendante de la conjoncture pétrolière et d'une manière générale de l'évolution de l'économie mondiale.

Le tableau ci-contre donne la ventilation de l'origine du PIB suivant les principaux secteurs d'activité. Globalement, la valeur ajoutée des entreprises non financières augmenterait de 29,6 % en 1980 et de 10,9 % en 1981, en raison essentiellement de l'activité pétrolière. Une répartition du PIB en trois groupes d'activités : pétrole, hors pétrole et services administratifs, et taxes sur importations, donne une idée de l'évolution de chaque type d'activité.

1.1.1 LE SECTEUR PETROLIER

La valeur ajoutée est encore en accroissement, malgré une baisse de la production de 9 % en 1980 et de 8,5 % en 1981.

La valeur ajoutée qui était de 272,8 milliards en 1979 passerait à 406,9 milliards en 1980 et à environ 468,8 milliards en 1981.

VENTILATION DU PIB PAR ORIGINE (en milliards de F)	1979	1980	1981	Variation 79/78	Variation 80/79	Variation 81/80	% du PIB 1979	% du PIB 1980	% du PIB 1981
SECTEUR PETROLIER	272,8	406,9	468,8	+ 33,2%	+ 49 %	+ 15,2 %	42,3	49	50,4
ADM. + TAXES s/IMPORT	92	116	134,1	+ 14,1%	+ 26,1 %	+ 15,6 %	14,3	13,9	14,5
AUTRES SECTEURS	279,8	308,6	326,6	+6,1 %	+10,3 %	+ 5,8 %	43,4	37,1	35,1
TOTAL PIB	644,6	831,8	929,5	+19,5 %	+29 %	+11,7 %	100	100	100

Cette évolution est le résultat de deux phénomènes :

— une conjoncture favorable au niveau des prix (+ 33 % en 1980 et + 9 % en janvier 1981) malgré, une baisse de 1 dollar par baril décidée en fin d'année pour tenir compte de la réduction de la demande des produits pétroliers sur le marché international ;

— un cours élevé du dollar dès la fin 1980 et durant toute l'année 1981.

Le secteur pétrolier représentait 48,9 % du PIB en 1980 et constituera vraisemblablement 50,4 % du PIB en 1981.

LES AUTRES SECTEURS

Ce titre regroupe toutes les activités hors pétrole, déduction faite des services administratifs publics, et des droits et taxes sur importations.

Le taux d'accroissement de ces activités qui était de + 10,3 % en 1980 serait de + 5,8% en 1981. Par rapport à l'évolution des autres groupes d'activité (pétrole, services administratifs et taxes sur importation), c'est le taux d'accroissement le plus faible. La participation de l'ensemble de ces activités à la formation du PIB est d'environ :

37,1% en 1980 avec 308,6 milliards F
35,1% en 1981 avec 326,6 milliards F

Les activités dont la progression est significative sont :

- le commerce : + 17,6% en 1981 contre + 11% en 1980
- les industries de transformation : + 23% en 1981 et + 9,5% en 1980

D'autres secteurs connaissent une croissance plus régulière, ce sont :

- les BTP : + 11,5 % en 1981 contre + 10,2 % en 1980
- les divers (réparations, électricité, hôtels, etc.) : + 15 % en 1981 contre + 9 % en 1980
- les services : + 10,7% en 1981 contre + 24,3% en 1980. Enfin, certaines activités ont une évolution lente ou même en régression : ce sont :

- l'agriculture : + 5,6% en 1981 contre + 11,4% en 1980
- l'exploitation forestière : + 15,4% en 1981 et + 38,8% en 1980
- les mines : - 25% en 1981 et - 11% en 1980.

En 1981, la faible croissance observée au niveau des activités hors pétrole et hors services administratifs serait essentiellement due à une progression moins soutenue des secteurs des bâtiments et travaux publics (6,5% du PIB en 1981), du commerce et des services, activités qui ont assuré le «boom» économique jusqu'en 1977. On constate par ailleurs une régression de la valeur ajoutée du secteur minier depuis 1980. Ceci contribue à réduire la part des secteurs hors pétrole et hors services administratifs et taxes sur importation dans la formation du PIB. Celle-ci qui était de 43 % du PIB en 1979 est passée à 37,1 % en 1980 et serait de 35,1 % en 1981.

LES SERVICES ADMINISTRATIFS ET LES TAXES SUR IMPORTATIONS

De 1978 à 1980, la valeur ajoutée générée par les services administratifs et les droits et taxes sur importations est passée de 80,8 milliards à 116 milliards. Elle serait d'environ 134,1 milliards en 1981, soit 14,5 % du PIB total. Par rapport aux activités hors pétrole analysées ci-dessus, le taux de progression de cette valeur ajoutée est plus rapide.

Les salaires distribués par les administrations (fonction publique, collectivités locales...), qui constituent la valeur ajoutée des services administratifs, ont évolué de la manière suivante :

+ 12,4% en 1979 ; + 30,5% en 1980 ; et probablement + 18,6% en 1981

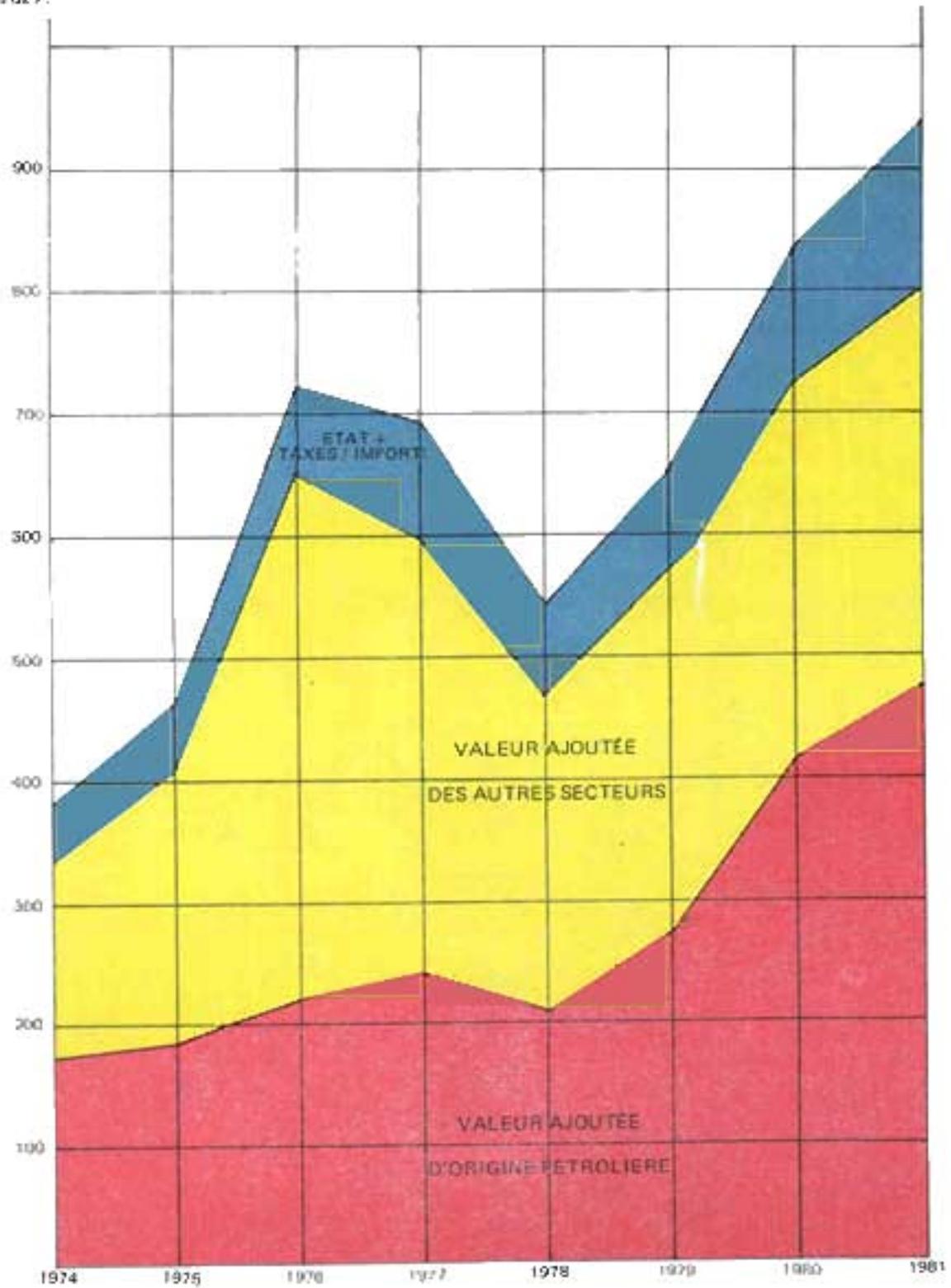
L'accroissement élevé constaté en 1980 est le résultat du relèvement général des salaires de la fonction publique.

Quant aux droits et taxes sur importations, ils évoluent en fonction du niveau global des importations et de l'activité économique interne

Le graphique suivant retrace l'évolution du PIB depuis 1974, ventilée suivant trois composantes : la valeur ajoutée pétrolière, la valeur ajoutée de l'Etat, et celle des autres secteurs.

ORIGINE DU PIB

Milliards de F.



1.2

LES EMPLOIS DU PIB

Les ressources dont dispose l'économie sont destinées à satisfaire la demande intérieure (consommation des ménages et des administrations, investissements publics et privés, constitution de stocks) et la demande extérieure (exportations nettes de biens et services), et se répartissent de la façon suivante :

En milliards de francs	1979	1980	1981	Variation 80/79	Variation 81/80	% du PIB 1979	% du PIB 1980	% du PIB 1981
Demande intérieure	508,7	604,4	743,6	+ 18,8 %	+ 23 %	79	73	80
Exportations nettes de biens et services	135,9	227,4	185,9	+ 67,3	- 18,2 %	21	27	20
TOTAL PIB	644,6	831,8	929,5	+ 29 %	+ 11,7 %	100	100	100

1.2.1

LA CONSOMMATION

Globalement elle s'est accrue de 21,7%, passant de 296,5 milliards de F en 1979 à 381 milliards en 1980. Elle sera d'environ 416 milliards en 1981, soit une augmentation de 15,2% / 1980.

En milliards de F.	1979	1980	1981	variation 80/79	variation 81/80
Consommation privée	218,6	255,9	284,3	+ 17 %	+ 11,1 %
Consommation publique	77,9	105,1	131,7	+ 35 %	+ 25,3 %
TOTAL	296,5	381	416	+ 21,7	+ 15,2 %

— La consommation privée est passée en francs courants de 218,6 milliards en 1979 à 255,9 milliards en 1980 (+ 17%) et atteindrait 284,3 milliards en 1981 (+ 11,1%).

— La consommation publique : elle s'accroît régulièrement (+ 35% en 1980/1979, + 25,3% en 1981). Le taux de croissance est exceptionnellement élevé en 1980 (+ 35% contre + 14,8% prévu) en raison du relèvement général des salaires dans la fonction publique. En 1981, le haut niveau de la consommation publique s'explique par une augmentation plus importante que prévu des effectifs et par un renforcement des moyens dont dispose l'administration pour assurer son fonctionnement.

1.2.2

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements telles qu'elles apparaissent dans le précédent Tableau de Bord étaient globalement de 225,6 milliards de F en 1980. Les réalisations pour cette même année n'auront été que de 211,4 milliards. La différence (de l'ordre de 14 milliards) serait due au report de certains investissements publics. En 1981, les investissements publics et privés atteindraient 302,6 milliards, soit 43,1% d'augmentation par rapport à 1980. Cet accroissement est à la fois dû au secteur privé (+ 34,7% à cause des investissements pétroliers) et au secteur public (+ 54,8%).

en milliards de F	1979	1980	1981	Variation 80/79	Variation 80/81
Investissements privés	126	123,2	166	- 2,2 %	+ 34,7 %
Investissements publics + OCTRA	77,1	88,2	136,6	+ 14,4 %	+ 54,8 %
TOTAL	203,1	211,4	302,6	+ 4,1 %	+ 43,1 %

— Les investissements privés

En 1981, ils ont atteint 123,2 milliards de F, soit environ 15% du FIB. Les secteurs pétroliers (exploitation et recherche) et minier en représentaient près des 2/3. Dans le secteur des industries de transformation, ce sont essentiellement des investissements de renouvellement ou de remplacement de matériel qui ont été effectués. Les investissements dans le secteur des bâtiments et travaux publics ont été limités en raison de la sous-utilisation de ses capacités de production.

En 1981, les investissements privés atteindraient 166 milliards de F, soit environ 35% de plus qu'en 1980. Les investissements pétroliers, avec près de 130 milliards, constituent plus de 78% du total des investissements privés. Les autres secteurs d'activité ont peu investi en 1981.

— Les investissements publics

Les investissements publics (y compris OCTRA) qui étaient prévus dans le précédent Tableau de Bord à 102,6 milliards pour l'année 1980, ont atteint 88 milliards. Cet écart de 14,6 milliards s'explique par le retard apporté à l'exécution de certains projets inscrits au budget d'investissement de l'Etat.

Pour l'année 1981, le montant des investissements publics serait de 136,6 milliards, soit environ 14,7% du FIB contre 10,7% en 1980. Ils se répartissent comme suit :

	1979	1980	1981	Variation 80/79	Variation 80/81
Etat et Administrations	51,6	58,5	103,2	+ 13,4 %	+ 76 %
OCTRA	25,5	29,7	33,4	+ 16,4 %	+ 12,4 %
TOTAL	77,1	88,2	136,6	+ 14,4 %	+ 54,8 %

1.2.3

LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR

De 1979 à 1980, le solde des exportations nettes de biens et services s'est accru de 67%. Ceci est surtout le résultat de la bonne conjoncture pétrolière en 1980.

En 1981, ce solde passera de 227,4 milliards de F à 185,9 milliards, soit une réduction de 18%. Cette diminution s'explique :

— d'une part par la forte progression des importations de biens (+ 24%), des achats de services, essentiellement pétroliers (+ 41%)

— d'autre part par la croissance moins rapide de la valeur des exportations (+ 10,5%)

EMPLOIS DU PIB

	Valeur en milliards F			Variation %			Pourcentage PIB		
	1979	1980*	1981*	79/78	80/79	81/80	1979	1980*	1981*
PIB	644,6	831,8	929,5	+ 19,5	+ 29	+ 11,7	100	100	100
Consommation	296,5	361	416	+ 5,7	+ 21,7	+ 15,2	45,9	43,3	44,7
– Privée	218,6	255,9	284,3	+ 5,8	+ 17,0	+ 11,1	33,9	30,7	30,6
– Publique	77,9	105,1	131,7	+ 5,5	+ 35	+ 25,3	12,0	12,6	14,1
– INVESTISSEMENT	203,1	211,4	302,6	+ 2,9	+ 4,1	+ 43,1	31,5	25,4	32,5
– Privé	126	123,2	166	+ 10,3	- 2,2	+ 34,7	19,5	14,8	17,8
– Public – OCTRA	77,1	88,2	136,6	- 7,1	+ 14,4	+ 54,8	12	10,6	14,7
Variation stocks	+ 9,1	+ 32,2	+ 25						
Demande intérieure	508,7	604,6	743,6	+ 8,4	+ 18,8	+ 23	78,9	72,7	80
IMPORT FOB	129,9	174,9	217,1	- 9,2	+ 34,6	+ 24,1	20,1	21	23,3
EXPORT FOB	382,3	534,8	590,9	+ 29,4	+ 39,9	+ 10,5	59,3	64,3	63,6
SOLDES AUTRES SERVICES	- 116,5	- 133,5	- 187,9	+ 57,2	+ 14,6	+ 40,7	18	16	20,2
EXPORT NETTES B/S	135,9	227,4	185,9	+ 94	+ 67,3	- 18,2	21	27,3	20,0

* Estimation DGE

2- LE BUDGET DE L'ETAT

L'excédent global du budget de l'Etat pour ses opérations courantes hors emprunts ne cesse de croître depuis 1978 pour atteindre en 1981 le record de 99,5 milliards de F (+ 32,8 milliards en 1979).

Le total des recettes ordinaires qui était de 310 milliards en 1980 est passé à 408,7 milliards, soit 44 % du PIB.

De même, les dépenses hors remboursements d'emprunts qui étaient de 245,1 milliards en 1980 sont passées à 309,2 milliards en 1981, ce qui correspond à 33 % du PIB (en 1980, ce rapport était de 29 %).

Cet excédent des recettes sur les dépenses courantes a largement contribué à la poursuite d'une politique de faible recours aux emprunts extérieurs. En 1981, ils n'ont été que de 18,2 milliards, soit une chute de 46,3 % par rapport au niveau de 1980.

La valeur ajoutée de l'Etat est passée de 46,2 milliards en 1980, soit 5,5 % du PIB, à environ 57,1 milliards, soit 6,1 % du PIB.

Le tableau ci-dessous ventile le budget de l'Etat en recettes et en dépenses depuis 1978 :

SOLDE DES OPERATIONS BUDGETAIRES	1978	1979	1980	1981 *
RECETTES ORDINAIRES -				
- Pétrole	138,9	129,8	187,3	270
- Autres	87,5	108,1	122,8	138,7
Total	226,4	237,9	310,1	408,7
DEPENSES HORS REMBOURSEMENT D'EMPRUNT				
Courantes	109,8	130,2	149,0	179,2
Or-fonctionnement	79,3	88,8	109,9	138,1
- Intérêts	30,5	41,4	39,1	41,1
Investissements	80,8	74,9	96,1	130
Total	190,6	205,1	245,1	309,2
Epargne budgétaire	35,8	32,8	65	99,5
Emplois Remboursements d'emprunts	95,4	92,3	89	114
NOUVEAUX EMPRUNTS	63,4	64,7	33,9	18,2
Trésorerie	+ 3,8	+ 5,2	+ 9,9	+ 3,7

* Prévsnion de réalisation

2.1 EVOLUTION DES RESSOURCES

Le budget 1980 a été exécuté en recettes ordinaires à 310,4 milliards soit un accroissement de 30,4 % par rapport à 1979. En 1981, les prévisions de réalisation font apparaître une augmentation de 31,6%, soit environ 408,5 milliards. Par rapport à la loi de finances votée en début d'année, les écarts sont de 6,6 milliards en 1980 et de 19 milliards en 1981. Ces écarts sont le résultat d'une augmentation des recettes pétrolières en cours d'exécution du budget.

En effet le relèvement du prix du pétrole en 1981 et surtout la hausse du dollar dès novembre 1980 ont fait passer la part relative des recettes pétrolières à :

60,3% des recettes ordinaires en 1980
et à 66% de ces mêmes recettes en 1981.

Les recettes ordinaires hors pétrole ont de leur côté progressé de 13,8 % en 1980 et de 12,9 % seulement en 1981. Une telle évolution, à peine plus élevée que le taux d'inflation, signifie que l'activité n'a pas été en 1981 aussi soutenue que prévue.

En effet, les recettes fiscales hors pétrole sont passées de 101,2 milliards en 1979 à 114,4 milliards en 1980 et à 128,1 milliards en 1981.

Elles se répartissent en 1981 comme suit pour les principaux postes :

— Recettes douanières	53% du total
— TCA	11%
— Taxes sur salaires	4,8%
— IRPP	6%
— Autres	25%

Les impôts sur le **revenu** versés tant par les personnes physiques que par les sociétés se sont élevés à 195,4 milliards en 1981 contre 124,8 milliards en 1980, les impôts sur les bénéfices pétroliers représentant à eux seuls près de 171 milliards.

Le total brut des impôts sur la **consommation** s'établit en 1981 à 95,3 milliards. Ces impôts comprennent : les taxes sur le chiffre d'affaires (14 milliards) ; les droits de douane (70 milliards) ; autres taxes sur les biens et services (5 milliards) ; les taxes sur les salaires (6 milliards), etc...

Les **autres ressources** budgétaires ou recettes non fiscales s'élèvent à 110,7 milliards en 1981 contre 96,4 milliards en 1980.

Le principal poste en est constitué par les revenus du domaine public (105,4 milliards en 1981), essentiellement redevances minières et pétrolières. Les autres recettes proviennent des régies, des amendes, etc... En 1981 ces autres ressources budgétaires ont représenté environ 27,5% des recettes propres de l'Etat.

Enfin une part des recettes budgétaires est constituée de ressources extérieures sous forme d'**emprunts** et de « prélèvements » sur exercice antérieur. En 1980, les emprunts s'élevaient à 14 milliards et les « prélèvements » à un montant équivalent (14,4 milliards). En 1981, les emprunts seraient de 31,5 milliards et les « prélèvements » d'environ 16,1 milliards.

D'une manière générale, le niveau des recettes budgétaires en 1981 a été surtout marqué par une évolution favorable du taux de change du dollar, qui a permis de compenser l'effet de la baisse de la production pétrolière.

2.2

EVOLUTION DES DEPENSES

Les dépenses du budget se sont élevées en 1981 à environ 423,2 milliards contre 334,1 milliards en 1980, et se sont réparties comme suit :

- 69,7 milliards pour les ménages
- 195 milliards pour les entreprises
- 158,5 milliards (dont une grande partie est virée à l'extérieur sous forme de remboursement de la dette et de versement de contributions aux organismes internationaux).

Ces dépenses peuvent être analysées d'après une double distinction organique et économique :

— d'une part, elles sont classées par ministère et par service selon l'organe administratif habilité à ordonnancer les dépenses. Toutefois les charges communes dont le montant hors dette en 1981 atteint 8,2 % du budget total constituent une importante exception à cette règle. Elles rassemblent en effet, les dépenses communes à toutes les administrations (mesures générales intéressant les agents du secteur public), celles qui ne peuvent, au contraire, être rattachées à aucune (dette publique) et certaines dépenses spécifiques de transfert (subventions économiques, etc.).

— d'autre part, la classification de ces dépenses selon leur nature économique aboutit à une répartition en quatre titres dont les premiers concernent les dépenses ordinaires ou courantes (fonctionnement et intérêts sur la dette publique) et les deux autres, les dépenses en capital (investissements, transferts et interventions).

La progression des dépenses du budget de l'Etat en 1981 est de 26,6 % par rapport à la réalisation 1980. D'autre part, l'écart entre la réalisation 1981 et la loi de finances initiale pour la même année pourrait être de + 18,7 milliards. Cet accroissement des dépenses est principalement dû à l'évolution de deux postes : la dette et le fonctionnement.

2.2.1 LA DETTE

En 1980, la charge de la dette représentait environ 15,4 % du FIB ; en 1981, le rapport est de 16,6 %. Les remboursements en intérêt et capital avaient été initialement prévus à 134,7 milliards par la loi de finances 1981. En réalité, ils s'élèveront à 155 milliards, soit un accroissement de près de 20 milliards, dû essentiellement à l'évolution des taux de change (dollar, mais aussi mark, yen, etc.).

Néanmoins, le niveau global de la dette publique continue à baisser. En 1980, son service représentait 38,3% des dépenses budgétaires ; en 1981, il constitue environ 36 % de ces mêmes dépenses.

2.2.2 LE FONCTIONNEMENT

Si en 1980 le budget de fonctionnement s'est fortement accru, passant de 88,7 milliards en 1979 à environ 110 milliards sous l'effet de l'augmentation générale des salaires, l'évolution constatée en 1981 (141,7 milliards) est le résultat d'un double phénomène : un dépassement des effectifs nouveaux budgétés et le maintien en activité d'un certain nombre d'agents atteints par la limite d'âge.

Le dépassement des effectifs budgétés se traduit par un accroissement des dépenses de solde de l'ordre de 4,6 milliards.

Les dépenses de main d'œuvre non permanente et de biens et services qui étaient de 52 % des dépenses de fonctionnement en 1980 ne représentent en 1981 que 47,4 % de ces mêmes dépenses.

Par rapport au F.I.B. hors pétrole, les dépenses de fonctionnement hors transferts qui étaient de 22,6% en 1980 sont passées à 25,4% en 1981.

2.2.3 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS

Ce titre qui regroupe les opérations relatives aux bourses d'enseignement, aux subventions et soutiens, aux cotisations internationales et au secours est passée de 13,5 milliards en 1980 à 16,7 milliards en 1981, soit 23 % d'accroissement. L'évolution est surtout sensible au niveau des subventions accordées à l'enseignement privé.

INVESTISSEMENTS

Depuis des années, le budget de développement est celui dont les dotations sont en accroissement régulier. En 1979, elles étaient de 90,3 milliards, de 92 milliards en 1980 et de 135 milliards en 1981. Rapporté au P.I.B., cela représente

14 % du P.I.B. en 1979

11 % en 1980

et 14,5 % en 1981.

Par rapport au budget total, la part des investissements a été la suivante :

30,3 % en 1979

27,5 % en 1980

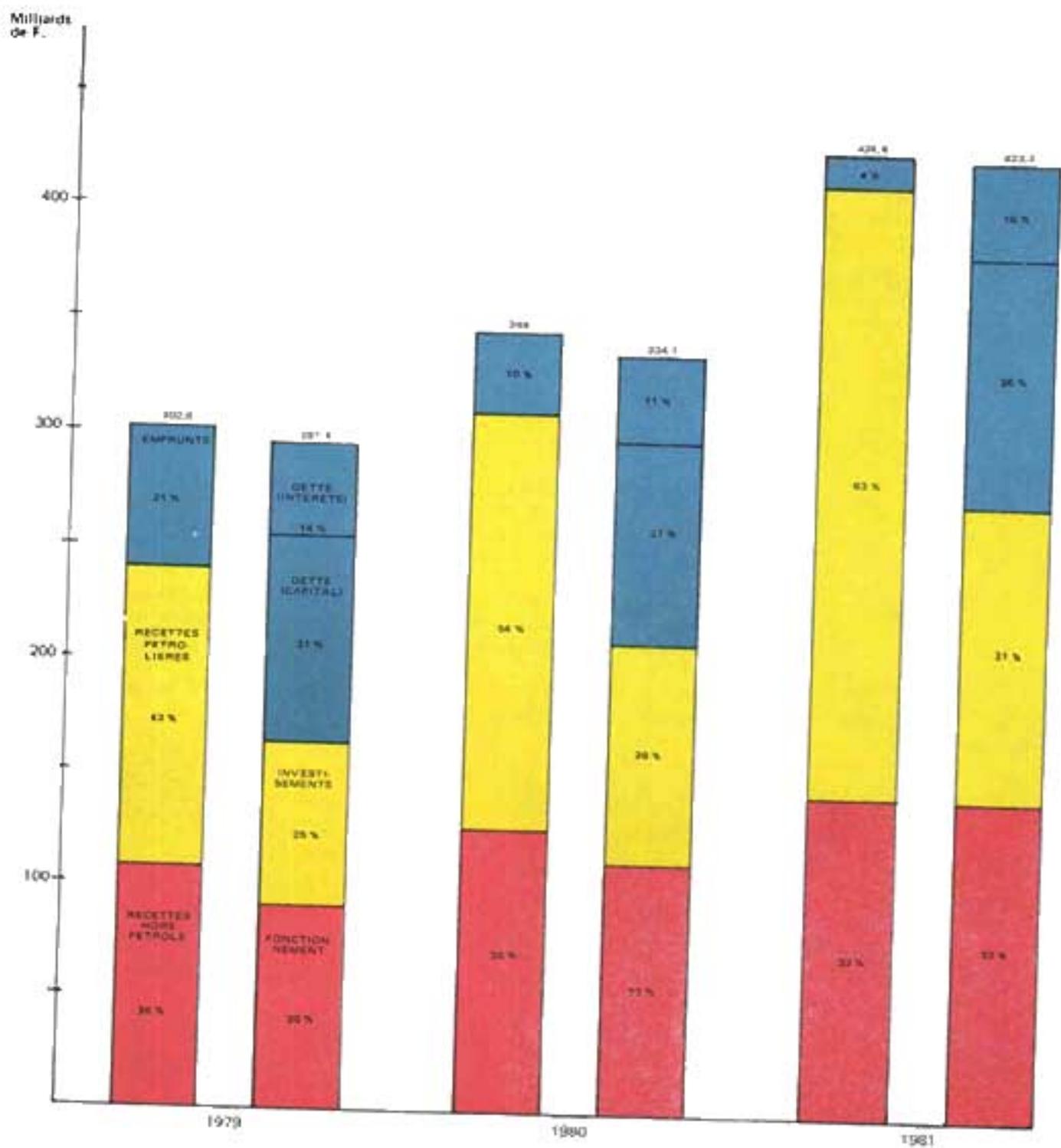
31,8 % en 1981

Toutefois, ces dotations ne sont pas souvent utilisées en totalité. Par exemple, en 1981, le taux de réalisation sera d'environ 85 %, ce qui explique des reports de crédits d'une année sur l'autre, surtout en ce qui concerne les investissements dans le secteur productif.

Souvent, les procédures administratives très longues (examen et signature des marchés) retardent la réalisation des investissements qu'ils soient productifs ou d'infrastructures.

L'annexe n° 10 détaille la structure des investissements en dotation et en réalisation par les années 1980 et 1981.

VENTILATION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES



3-

LA MONNAIE ET LE CREDIT

Le comportement des agrégats monétaires a été influencé en 1981 par la conjoncture internationale, caractérisée surtout par

— **La nouvelle politique économique américaine** : elle a provoqué de nombreuses variations des taux d'intérêt et des taux de change ; ceci a entraîné en 1981, un surcoût d'amortissement de la dette publique dont la moitié est libellée en dollars

— **La dévaluation du franc français** qui a eu pour conséquence le renchérissement de nos importations hors zone franc.

La situation monétaire du 30-6-1980 au 30-9-1981, retracée dans le tableau ci-contre, s'analyse :

• Du point de vue de ses contreparties par

— une stagnation des disponibilités monétaires et surtout de la monnaie fiduciaire

— une réduction assez sensible de la quasi-monnaie

— un accroissement des ressources extra-monétaires.

• Du point de vue de ses contreparties par :

— la progression des crédits à l'économie

— le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire

— la reconstitution inégalée des avoirs extérieurs.

L'analyse du financement de l'économie par secteurs d'activité met en évidence la progression encore timide des investissements productifs dans le secteur privé

3.1 LES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE :

3.1.1 LA MASSE MONETAIRE

Du 30-6-1980 au 30-6-1981, la masse monétaire n'a augmenté que de 8,3 % passant de 143,6 milliards de F à 155,5 milliards, soit une progression légèrement inférieure à celle du P.I.B., comme le montre le graphique de la page suivante.

Cette évolution relativement faible se décompose de la manière suivante

— **La monnaie fiduciaire** : elle plafonne entre 31 et 33 milliards de F depuis le 30-6-1979 et n'a cru en 1981 que de 5,4%, alors que l'ensemble des disponibilités monétaires s'est accru de 22% durant la même période. Cette stagnation de la monnaie fiduciaire traduit la monétarisation croissante de l'économie : la monnaie scripturale se développant aux dépens de celle-ci.

— **La monnaie scripturale** : elle a augmenté de 32,7% du 30-6-1980 au 30-6-1981, passant de 51,4 à 68,2 milliards de F. En septembre 1981, elle était ramenée à 66,9 milliards.

Cette croissance importante traduit les pressions qui se sont exercées sur l'économie afin de dégager des liquidités nouvelles par suite des demandes de concours des agents économiques et de la hausse impressionnante des avoirs extérieurs nets

— **La quasi monnaie** : elle a enregistré une réduction de 11% entre le 30-6-1980 et le 30-6-1981, se situant respectivement à 60,9 et 54,3 milliards de F.

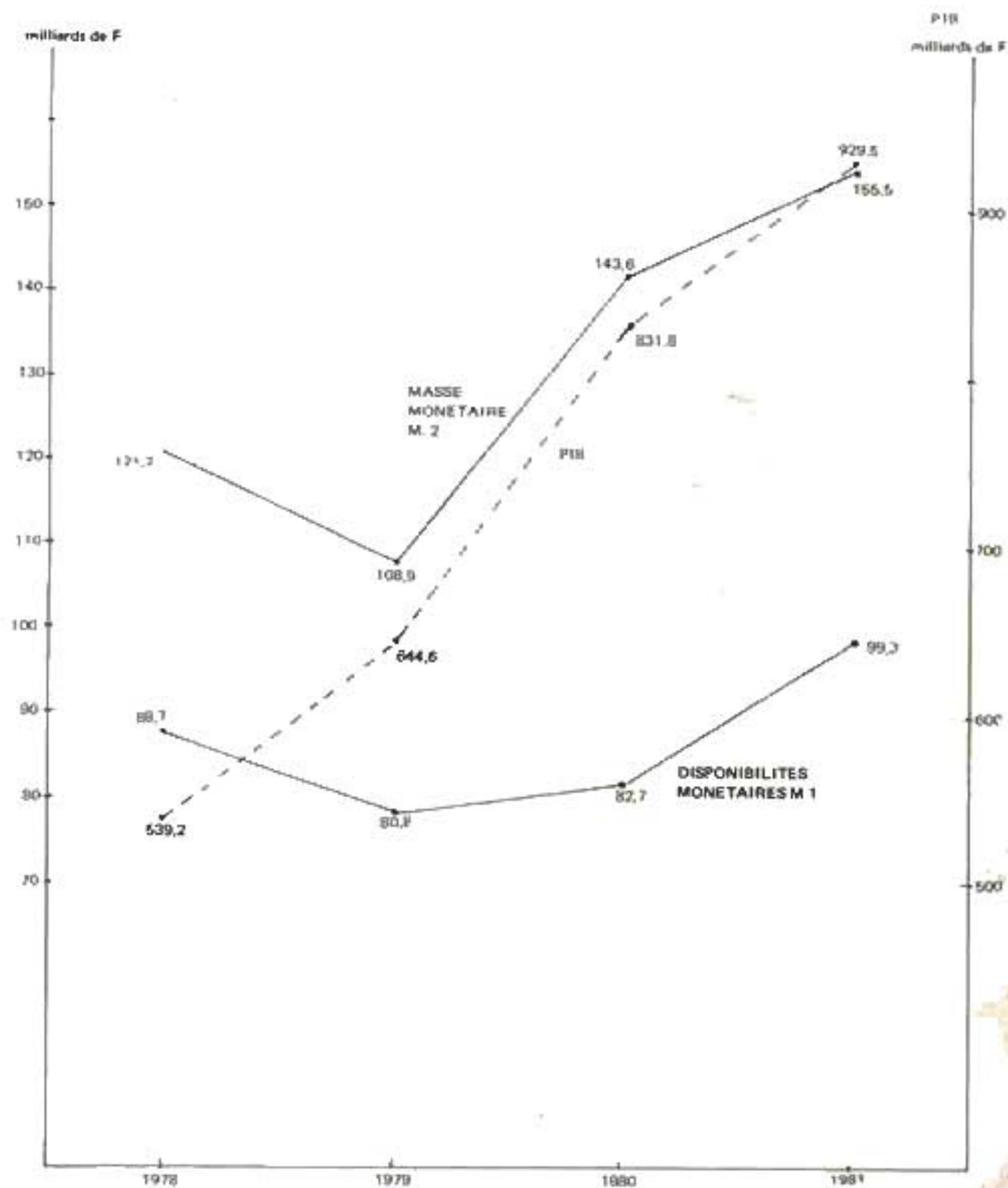
En septembre 1981, après une légère baisse, elle était de 53 milliards de F.

SITUATION MONETAIRE D'ENSEMBLE

RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE (en milliards de F)	Jun 1979	Jun 1980	Jun 1981	Variation Jun 81 / Jun 80	Sept 1981
Disponibilités monétaires	80,8	82,7	101,2	+ 22 %	99,4
— Monnaie fiduciaire	31,1	31,3	33,0	+ 5,4 %	32,5
— Monnaie scripturale	49,7	51,4	68,2	+ 32,7 %	66,9
Quasi-monnaie (dépôts à terme)	28,1	60,9	54,3	- 10,8 %	53
Sous-total masse monétaire	108,9	143,6	155,5	+ 8,3 %	152,4
Autres ressources extra monétaires	20,6	15,9	22,8	+ 42,13 %	30,3
Total ressources monétaires	129,6	159,5	178,1	+ 11,6 %	182,7

CONTREPARTIES DU SYSTEME MONETAIRE (en milliards de F)	Jun 1979	Jun 1980	Jun 1981	Variation Jun 81 / Jun 80	Sept. 1981
Crédit à l'Economie	120,1	125,9	153,7	+ 22 %	165,8
Crédit à l'Etat	+ 29,6	+ 22,1	- 24,1	- 209 %	- 13,1
Sous-total crédit intérieur	149,7	148,0	129,6	- 9,3 %	152,7
Avoirs extérieurs nets	- 20,2	+ 11,5	+ 48,5	+ 192,1 %	+ 30,0
Total contreparties	129,6	159,5	178,1	+ 11,6 %	182,7

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES ET DU PIB



Ce fléchissement certain est à opposer à la hausse considérable de la période précédente où la croissance avait été de 117% passant ainsi de 28,1 à 60,9 milliards de F.

Il en est résulté une baisse de la part de l'épargne affectée au financement de l'économie, comme le montre le tableau ci-dessous.

EN MILLIARDS DE FRANCS	JUIN 79	JUIN 80	JUIN 81	SEPTEMBRE 81
Crédit à l'économie Quasi monnaie	120,1 28,1	125,9 60,9	153,7 54,3	165,8 53
Taux de couverture	23 %	48 %	35 %	32 %
Poids dans les ressources	26 %	42 %	35 %	32 %

Cette situation est due essentiellement à la différence des taux servis sur les comptes à terme en France (20%) et au Gabon (18,5%)

3.1.2

LES RESSOURCES EXTRA-MONÉTAIRES

Globalement, les ressources extra-monnaies étaient, en juin 1981, de 22,6 milliards de F, soit 12% du total des ressources monétaires. En septembre 1981, elles étaient de 30,3 milliards, soit en augmentation de 90% par rapport à juin 1980.

Le tableau suivant donne le détail de ces ressources extra-monnaies depuis juin 1979.

EN MILLIARDS DE F.	JUIN 79	JUIN 80	JUIN 81	SEPT. 81	Variation Juin 81/Juin 80
Emprunts extérieurs long et moyen terme	3,3	4,2	4,9	4,9	+ 16 %
Fonds propres des banques	25,9	22,9	34,5	36	+ 50 %
Allocation de DTS	2,2	3,0	4,4	4,4	+ 47 %
Autres postes nets	- 10,8	- 14,2	- 21,2	- 15,0	+ 49 %
Total ressources extra- Monétaires	20,6	15,9	22,6	30,3	+ 42 %

Deux constatations importantes se dégagent.

- La forte croissance des fonds propres des banques (+ 50% entre juin 1980 et juin 1981)
- La progression certaine des emprunts extérieurs long et moyen termes (+ 16%).

3.2

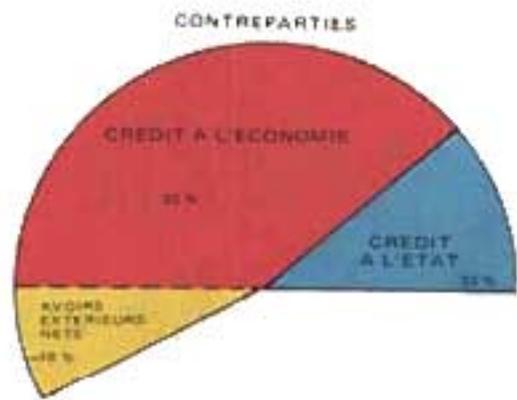
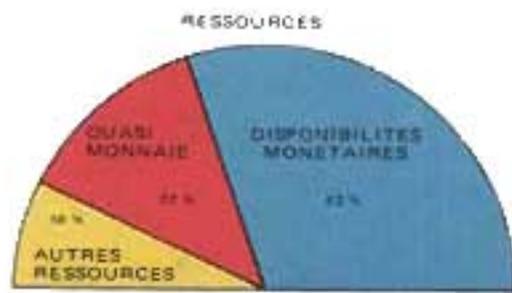
LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Elles représentent l'ensemble des crédits distribués par le système bancaire à l'économie et à l'État augmenté du solde net des avoirs extérieurs.

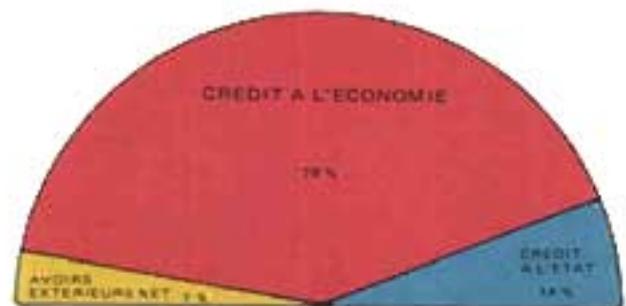
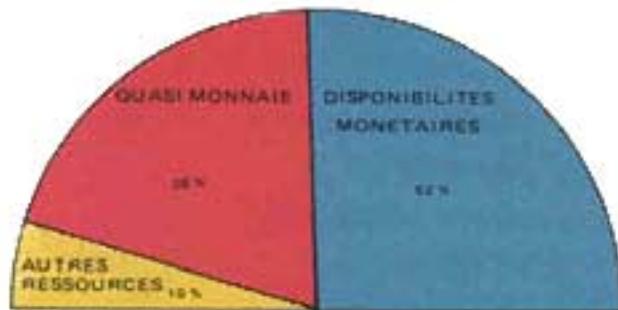
Globalement, elles sont passées de 159,5 milliards de F en juin 1980 à 178,1 milliards en juin 1981, soit une augmentation de 11,6%.

Après être resté stable entre juin 1979 et juin 1980, le niveau du crédit intérieur a baissé de 12,4%, passant ainsi de 148 milliards de F en juin 1980 à 129,6 milliards en juin 1981.

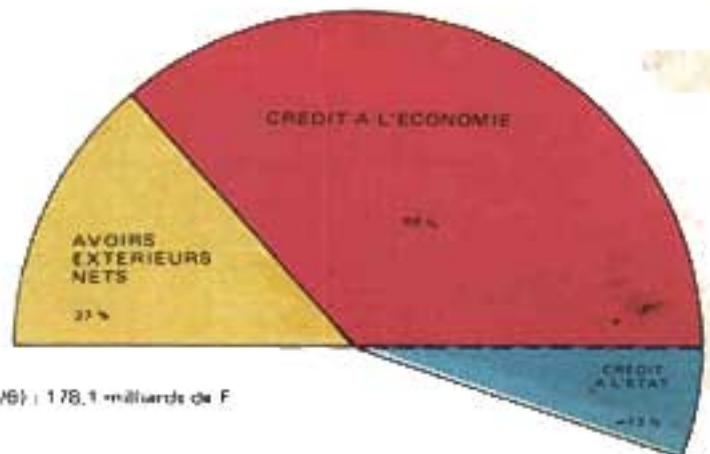
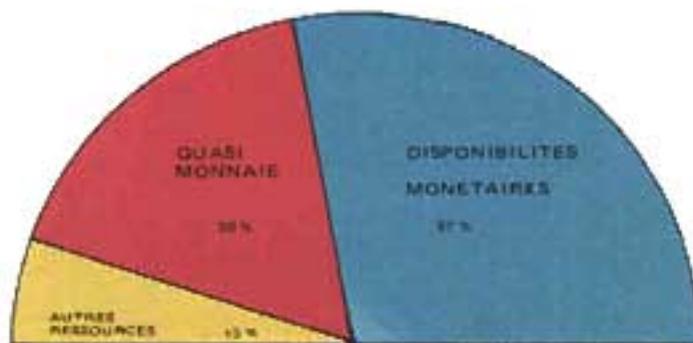
EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE



SITUATION 1979 (30/6) : 129,6 milliards de F.



SITUATION 1980 (30 / 6) : 159,5 milliards de F



SITUATION 1981 (30/6) : 178,1 milliards de F

3.2.1

LES CREDITS A L'ECONOMIE :

La progression des crédits à l'économie a été de 22% de juin 1980 à juin 1981, soit une hausse deux fois plus importante que celle enregistrée par le PIB (+ 11,7%). La tendance s'est confirmée entre juin et septembre 1981 puisqu'ils se sont encore accrus (+ 8%).

On peut noter que les demandes de crédits à l'économie ont été en général satisfaites durant les deux premiers trimestres 1981. Par contre au troisième trimestre, certains dossiers n'ont pu être acceptés : les banques, confrontées à des transferts de capitaux, ne pouvaient tenir leurs ratios que dans la mesure où elles ont fait appel à un financement extérieur. Toutefois, le coût de ce refinancement étant très élevé, ces pratiques ne pouvaient être longtemps tenues.

3.2.2

LE CREDIT A L'ETAT

La position de l'Etat dans le système bancaire a enregistré jusqu'en juin 1981 un redressement certain puisque de 29,6 milliards de F de concours en juin 1979 et 22,2 milliards de F en juin 1980, la position s'est inversée en 1981 où l'Etat est devenu globalement créancier du système bancaire (24,1 milliards en juin 1981 et 13,1 milliards en septembre).

3.2.3

LES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Ils se sont considérablement accrus depuis juin 1979 où d'un niveau négatif - 20,2 milliards de F, ils sont passés à un solde positif + 30,0 en septembre 1981. Pour le seul compte d'opérations tenu au Trésor français, un record a été enregistré au 30.11.1981 : + 72,7 milliards de F.

Ce solde positif traduit la consolidation des grands équilibres de l'économie en 1981, essentiellement favorisée par le maintien d'un dollar fort.

3.3

L'ENCADREMENT DU CREDIT

3.3.1

LES PLAFONDS D'ENCADREMENT :

Depuis le 30 juin 1979, les niveaux du crédit intérieur (plafond et réalisation) ont évolué comme suit :

CREDIT INTERIEUR	30.6.78	30.6.79	30.6.80	30.6.81	30.9.81
- Plafond	176	178	178	211,5	200
- Niveau	159,3	149,7	148	129,6	152,7
Taux d'utilisation du plafond	90 %	84 %	83 %	61 %	76 %
dont :					
CREDIT A L'ETAT	30.6.78	30.6.79	30.6.80	30.6.81	30.9.81
- Plafond	48	44	44	45	45
- Niveau	29,0	29,6	22,2	-24,1	-13,1
Taux d'utilisation du plafond	60 %	67 %	50 %	0	0

Globalement, le niveau d'utilisation du crédit intérieur n'a jamais atteint 100%.

Cependant, si on différencie ses deux composantes, on remarque que les crédits à l'économie ont été largement utilisés, tandis que l'Etat a assaini sa situation financière en devenant créancier du système bancaire depuis le 30.6.1981.

3.3.2

LES EFFETS DE L'ENCADREMENT DU CREDIT

a) Au niveau de l'Economie :

Le tableau ci-dessous montre comment les crédits monétaires ont financé la croissance :

- d'une part, par rapport au PIB hors pétrole :
- d'autre part, par rapport au PIB total.

	30.6.78	30.6.79	30.6.80	30.9.81	Variation 81/79
CREDIT A L'ECONOMIE	130,3	120,1	125,9	165,8	+ 38 %
PIB hors pétrole Taux de financement	334,4 38 %	371,8 32 %	424,9 30 %	460,7 36 %	+24 % + 12 %
PIB total Taux de financement	539,2 24 %	644,6 19 %	831,8 15 %	920,5 18 %	+ 44 % - 5 %

On constate ainsi que le développement des crédits à l'économie (+ 38%) de 1979 à 1981 a largement dépassé la croissance du PIB hors pétrole (+ 24%). Rapportés au PIB total, les taux passent de 19% en juin 1979 à 15% en juin 1980 et à 18% en juin 1981.

Ainsi donc le développement de l'économie est de moins en moins financé par les crédits à l'économie, les pétroliers obtenant sans doute à l'extérieur, par crédits fournisseurs et du fait de leur autofinancement, les moyens nécessaires à satisfaire leurs investissements.

Cette observation est valable pour la période courue de juin 1979 à juin 1980. Cependant sur une période très récente, l'accroissement des crédits à l'économie (+ 22% en 1981) est supérieure à l'augmentation du PIB sur cette même période (+ 11,7%).

En 1982, où le PIB ne devrait pas augmenter de plus de 2% (949 milliards), le taux de financement serait de 20%, si le plafond d'encadrement du crédit demeure fixé à 185,5 milliards.

Sur la période 80-81, d'autres caractéristiques liées à l'encadrement du crédit peuvent être observées :

— Tout d'abord pour ajuster les moyens de paiement aux besoins de financement, la vitesse de circulation qui s'était fortement accélérée en 1979, a marqué un palier à partir de cette date, comme le montre le tableau suivant :

EN MILLIARDS DE FRANCS	30.6.78	30.6.79	30.6.80	30.6.81	30.9.81
Masse monétaire	121,3	108,9	143,6	155,5	152,4
P. I. B.	539,2	644,6	831,8	920,5	920,5
Vitesse de circulation	82 j	62 j	62 j	62 j	58 j
Liquidité de l'économie	22 %	17 %	17 %	17 %	16 %

On peut constater que la liquidité de l'économie plafonne, la vitesse de circulation de la monnaie n'ayant pas été modifiée depuis le mois de juin 1979.

b) Au niveau de l'Etat :

Le Trésor public a confirmé, au cours de l'année 1981, sa position créancière à la Banque centrale (13,1 milliards de F en septembre 1981) Ce qui confirme la position des avoirs extérieurs.

Il convient de noter que cette situation n'englobe pas la dette extérieure gérée par la Caisse Autonome d'Amortissement, celle-ci a considérablement été allégée. Elle représentera un amortissement encore 23% des dépenses totales en 1982, contre 36% en 1981 et 38% en 1980.

2.3.3

LES LIMITES DE L'ENCADREMENT DU CREDIT :

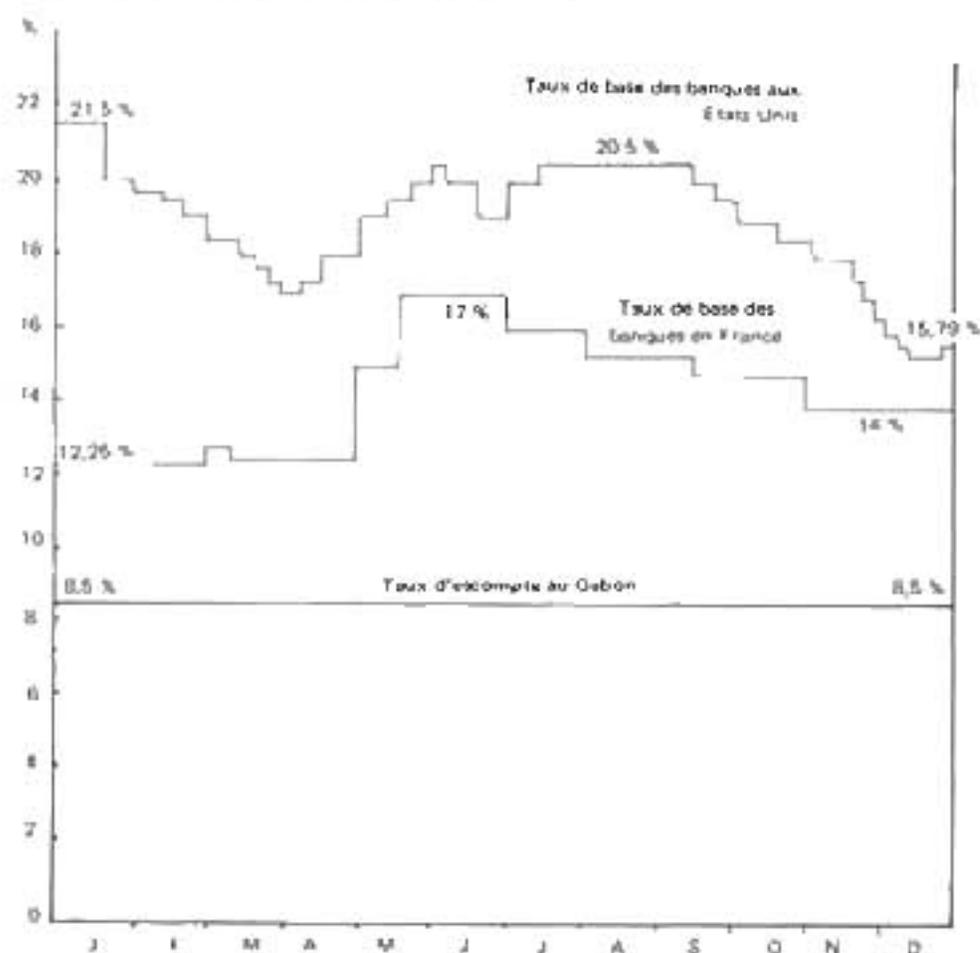
La libre transférabilité au sein de la zone franc limite l'efficacité de l'encadrement du crédit ; il est donc difficile de saisir le niveau des crédits fournisseurs étrangers venant aux entreprises locales.

On peut cependant rappeler qu'à partir de fin juin 1981, la progression des crédits à l'économie a été importante (+ 8% entre le 30 6-81 et le 30 9-81). L'explication de ce décollage pourrait se trouver dans la réduction des crédits fournisseurs accordés par certaines maisons mères à leurs filiales installées au Gabon.

3.4

LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le graphique ci-dessous illustre les variations du taux de base bancaire à Paris, aux Etats-Unis, et du taux d'escompte au Gabon. Le différentiel met en évidence les conditions dans lesquelles les banques de la zone franc articulent leurs concours.



Pour assurer leur équilibre emplois/ressources en monnaie locale, les banques commerciales ont été mises dans l'obligation de servir aux comptes à terme des rémunérations pouvant aller jusqu'au taux du marché monétaire à Paris.

3.5

LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Appréhendée à travers les crédits à moyen terme, la part des différents secteurs dans l'investissement global a évolué comme suit.

EN MILLIONS DE FRANCS	30.6.80	PART RELATIVE	30.6.81	PART RELATIVE
Production agricole et assimilée	1.115	3 %	1.609	3 %
Bâtiments et T.P.	1.498	4 %	4.911	10 %
Production industrielle et assimilée	19.943	51 %	27.246	55 %
Distribution	3.264	8 %	4.702	9 %
Services	8.535	22 %	7.689	15 %
Divers	4.502	12 %	3.857	8 %
Total	38.857	100 %	50.014	100 %

— Production agricole et assimilée (agriculture, forêt, pêche)

Ce secteur, dont la part est toujours minime dans l'investissement global (3%), a vu néanmoins ses crédits augmenter de 44% entre juin 1980 et juin 1981.

— **Les «Bâtiments et Travaux Publics».** D'une année sur l'autre, une importante augmentation des crédits à moyen terme leur étant accordés (+ 228 %), leur part dans le total est passée de 4 à 10 %. Ce fort accroissement est imputable au renouvellement des biens d'équipement.

— Production industrielle et assimilée

Ce secteur est de loin le plus favorisé : 55 % des crédits à moyen terme lui sont destinés.

Le faible poids des activités suivantes dans l'ensemble du secteur est à noter :

- industries alimentaires
- industrie chimique et peinture
- industries diverses (textile, bois, papier...).

— Commerce de distribution :

Les grands bénéficiaires dans ce secteur (où les crédits à moyen terme ont augmenté de 44 % entre juin 1980 et juin 1981) sont :

- le commerce général
- le commerce de matériaux et quincaillerie
- le commerce autos et cycles

— Les Services :

Ce sont les entreprises de transport, les particuliers et les établissements financiers (ventes à crédit) qui bénéficient des plus forts concours. Cependant le volume des crédits à moyen terme accordé au secteur total a diminué de 14 % en 1981.



La part de l'investissement productif dans le total des investissements est passée de 54 % en 1980 à 58 % en 1981 (3 % pour la production agricole, 55 % pour la production industrielle).

Le montant de ces investissements productifs s'étant accru de 7,8 milliards seulement, cela confirme le démarrage lent des petites et moyennes entreprises locales.

4-

LA BALANCE DES PAIEMENTS

La Balance des Paiements avec l'extérieur a connu un excédent sans précédent en 1980, + 20,3 milliards. Ce résultat confirme le redressement financier de l'économie gabonaise en 1980.

Les résultats prévisionnels de la balance des paiements de 1981 devraient être sensiblement équivalents à ceux de l'année 1980.

4.1. LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde de la Balance Commerciale, qui était de + 252,4 milliards de F en 1979, atteint en 1980 un excédent record de 359,9 milliards et devrait progresser encore en 1981 pour atteindre 373,8 milliards.

La structure géographique de la Balance Commerciale détaillée ci-dessous met en évidence une forte concentration des échanges. C'est ainsi que la France achète 32 % des exportations et fournit 60,6 % des importations. Ce dernier chiffre est probablement surévalué en raison du commerce triangulaire transitant par la France pour le Gabon.

	UDEAC	Afrique UDEAC	France	Allem. Bénelux	G.B. Irlande	Italie	U.S.A. Canada	Autres	TOTAL
Exportations	3,5	0,8	32,0	19,0	4,9	3,6	13,1	23,1	100%
Importations	8,3	7,9	60,6	7,1	1,7	0,8	7,5	6,1	100%

Le taux de couverture des importations par les exportations (306 % en 1980) diminue légèrement en 1981 (272 %). Ceci s'explique par la poursuite de la croissance des importations au moment où les exportations faiblissent quelque peu.

4.1.1 LES EXPORTATIONS

Les exportations dont la valeur avait progressé de 40 % en 1980, n'augmentent que de 10,5 % en 1981.

La croissance des exportations en 1979 et 1980 a permis de maintenir une progression soutenue du PIB et un accroissement substantiel des recettes de l'Etat. Le ralentissement de la croissance des exportations en 1981 (+ 10,5 %) est dû à l'influence conjuguée de facteurs externes et internes.

— la production et le prix en dollar du pétrole sont inférieurs en 1981 aux prévisions initiales

— les marchés internationaux du manganèse, de l'uranium et du bois sont déprimés du fait du ralentissement de la croissance dans les pays acheteurs.

Le pétrole représente encore en 1981, 80,7 % de la valeur des exportations, avec un chiffre d'affaires en progression de 15,4 % par rapport à 1980. Ce résultat satisfaisant est obtenu malgré la chute de la production (en baisse de 1,5 million de tonnes), grâce à une revalorisation modérée du prix de vente du baril (+ 13%), et surtout grâce à l'appréciation du dollar en 1981 (+ 27%).

Le tableau ci-dessous indique en valeur l'évolution de la structure des exportations :

STRUCTURE DES EXPORTATIONS	1979		1980		1981 *		Variations 1981/1980 %
	Mdf	%	Mdf	%	Mdf	%	
Pétrole	272,9	71,4	413,3	77,3	477	80,7	+ 15,4
Bois	35,7	9,3	49,9	9,3	47	8,0	- 5,8
Uranium	29,5	7,7	23,8	4,5	19,4	3,3	18,5
Manganèse	30,8	8,1	32,2	6,0	29,7	5,0	- 7,8
Textile	1,8	0,5	2,1	0,4	2,9	0,4	+ 38,0
Cacao et Café	2,1	0,5	2,4	0,5	1,7	0,3	- 29,2
Divers	9,5	2,5	11,0	2,0	13,3	2,3	+ 20,9
TOTAL	382,3	100%	534,7	100%	591,0	100%	+ 10,5

* Estimation - D G F.

Les autres produits d'exportation ne sont toujours pas en mesure de prendre rapidement la relève du pétrole, et subissent même en 1981 un recul en raison de la conjoncture très difficile pour l'uranium, le manganèse et le bois.

La structure des exportations est donc particulièrement fragile et c'est le cas de nombreux pays en voie de développement qui offrent aux pays consommateurs leurs produits sans pouvoir maîtriser ni les quantités, ni les cours des devises, ni les prix.

4.1.2

LES IMPORTATIONS

Les importations fournissaient en 1979, 25 % de la demande finale intérieure et 29% en 1980 et 1981. la rigidité et le faible niveau de la production locale encouragent la demande d'importation lorsque les revenus s'accroissent.

Le Gabon a importé 129,9 milliards de F de marchandises F.O.B en 1979, 174,9 en 1980 (+ 35 %) et 217,1 en 1981 (+ 24 %).

Le tableau suivant retrace l'évolution des importations CAF hors UDEAC par nature de produits :

En milliards de F.	1979	1980	1981	% 80/79	% 81/80
Produits alimentaires et boissons	18,9	22,7	26,4	+ 20,1	+ 16,3
Autres produits de consommation	27,8	34,6	40	+ 24,4	+ 15,6
Véhicules	11,1	15,6	20,6	+ 40,5	+ 32
Produits sidérurgiques	14	21,2	28	+ 51,4	+ 32
Outils, machines mécaniques et électriques	35,2	49,6	64,5	+ 40,9	+ 30
Produits intermédiaires pour BTP	4,3	5,2	6,2	+ 20,9	+ 19,2
Divers	17,9	34,9	40,5	+ 94,9	+ 16
TOTAL C.A.F. hors UDEAC	129,2	183,8	226,2	+ 42,2	+ 23

Les importations qui ont le plus progressé sont celles des véhicules (en raison surtout de l'augmentation des prix) et des produits destinés à l'investissement (machines, produits sidérurgiques)

De nombreuses économies pourraient être réalisées en substituant à certaines importations de consommation courante (34 % du total des importations) une plus grande production locale produits agro-alimentaires, meubles, habillement, etc

4.2.

LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

attention

L'excédent commercial fait plus que compenser le déficit de plus en plus lourd des services proprement dits (frêt, frais financiers, frais de licence, brevet, assistance technique). Le volume de ces prestations de services a certes augmenté mais aussi leur prix (taux d'intérêts élevés, redressement du dollar)

	1979	1980	1981 *	Variation en %	
				80/79	81/80
Balance commerciale	+ 252,4	+ 359,9	+ 373,8	+ 42,6	+ 3,9
Frais d'expédition sur marchandises, assurances voyages et séjours	- 44,0	- 51,1	- 62,7	+ 16,1	+ 22,7
Intérêts, dividendes et revenus du capital	- 76,9	- 89,8	- 105,2	+ 16,8	+ 17,1
Autres services privés	- 74,7	- 85,2	- 125,2	+ 14,1	+ 46,9
Services gouvernementaux	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,5	NS	NS
Sous-total services	193,6	- 224,7	- 291,6	+ 16,1	+ 29,8
BALANCE DES BIENS	+ 58,8	+ 135,2	+ 82,2	+ 129,9	- 39,2

Source BEAC (Banque des Etats d'Afrique Centrale)

* Estimation O. G. E.

Une grande partie du déficit des services est due aux paiements à l'étranger d'intérêts et de dividendes. Les intérêts de la dette publique représentent 28,6 milliards de francs en 1979, 27,8 en 1980 et 29,9 en 1981. Les intérêts et dividendes privés (principalement pétroliers), représentent 40 milliards en 1979, 62 en 1980 et progressent encore en 1981. Il faut noter toutefois que ces chiffres incorporent en 1980 11,5 Md F de bénéfices non distribués pour la fraction du capital détenue par des non-résidents, qui se retrouveront pour un même montant au crédit des mouvements de capitaux à long terme. La plupart des opérations se font avec la France : 89 % des intérêts et dividendes reçus et 71,3 % des intérêts et dividendes payés.

Les « autres services privés » sont les commissions, frais d'étude et de recherche (pétrolière notamment), brevets, assistance technique, frais généraux. L'intensification des travaux de recherche et de développement pétrolier explique l'aggravation du déficit de ce poste puisque ces travaux font largement appel à la sous-traitance de sociétés étrangères spécialisées.

4.3

LA BALANCE COURANTE.

La balance courante (balance des biens et services + prestations gratuites) est celle qui est la plus significative car elle correspond à des transactions fondamentales. On note le record atteint en 1980 (+ 109 milliards de F) - les prévisions pour 1981, quant à elles sont moins bonnes.

Les prestations gratuites du secteur privé sont en déficit de 34,0 milliards F en 1979, 33,2 en 1980 et 36,6 en 1981, en raison principalement des économies sur salaires des coopérants et des salariés étrangers. Les économies ainsi transférées sont considérables et méritent la mise au point de mesures spécifiques :

— soit pour amorcer la diminution de ce déficit structurel en formant un nombre plus important de cadres nationaux destinés à assurer la relève des assistants techniques

— soit pour maintenir cette épargne au Gabon par des conditions de rémunération attractives

Les prestations gratuites du secteur public présentent un solde traditionnellement excédentaire en raison de l'aide au développement reçue par le Gabon.

Milliards de F	1979	1980	Prév. D.G.E. 1981
Balance des biens et services	+ 58,8	+ 135,2	+ 82,2
Prestations gratuites du secteur privé	34,0	- 33,2	36,6
Prestations gratuites du secteur public	+ 9,4	+ 7	+ 7,8
BALANCE COURANTE	+ 34,2	+ 109,0	+ 53,4

4.4.

LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Ils sont déficitaires globalement. On peut néanmoins souligner que ce constat recouvre des situations différentes suivant la nature des mouvements de capitaux.

Les capitaux à long terme du secteur public présentent un solde largement déficitaire en raison des sorties de capitaux occasionnées par le remboursement de la dette publique. Inversement, les capitaux à long terme du secteur privé présentent un solde en excédent en raison essentiellement des bénéfices réinvestis sur place et non distribués (sociétés pétrolières).

Les capitaux à court terme sont structurellement déficitaires en effet les crédits commerciaux accordés par les exportateurs dépassent largement ceux qu'obtiennent les sociétés locales de leurs fournisseurs étrangers, étant donné que la valeur des exportations est plus importante que la valeur des importations. Les sociétés peuvent en outre alimenter la trésorerie de leur maison mère comme cela a été le cas en 1980 et en 1981 (taux d'intérêts plus élevés à l'étranger qu'au Gabon).

Solde des mouvements de capitaux (en Milliards de F.)	1979	1980	1981 *
Capitaux à long terme du secteur privé	+ 22,5	+ 12,4	+ 45,0
Capitaux à long terme du secteur public	- 15,4	- 21,7	- 43,1
Crédits commerciaux à court terme	- 41,8	- 43,3	- 13,6
Autres capitaux à court terme	- 7,5	- 32,8	- 25,4
TOTAL MOUVEMENTS DE CAPITAUX	- 42,1	- 85,4	- 37,1

Source : B.E.A.C.

* Estimation D.G.E.

4.5. LE SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.

Etant donné le redressement financier du Gabon, ce solde est à nouveau positif à partir de 1980, et trouve d'ailleurs sa contrepartie dans l'amélioration des réserves officielles de change :

	1979	1980	1981 *
Solde de la Balance des Paiements	- 3,5	+ 20,3	+ 16,3
Variation des réserves de change	- 3,5	+ 20,3	+ 16,3

Source : B.E.A.C.

* Estimation D.G.E.

Balance des Paiements 1979 - 1981 (en milliards de F)

	1979	1980	1981 *	Variation en %	
				80/79	81/80
Exportations FOB	382,3	534,8	590,9	+ 39,9	+ 10,5
Importations FOB	129,9	174,9	217,1	+ 34,6	+ 24,1
BALANCE COMMERCIALE	+ 252,4	+ 359,9	+ 373,8	+ 42,6	+ 3,9
Services	- 193,6	- 224,6	- 291,6	+ 16,1	+ 29,8
BALANCE BIENS ET SERVICES	+ 58,8	+ 135,2	+ 82,2	+ 129,9	- 39,2
Prestations gratuites	- 24,6	- 26,1	- 28,8	+ 6,1	+ 10,3
BALANCE COURANTE	+ 34,2	+ 109,0	+ 53,4	+ 218,7	- 51,0
Capitaux à LT	+ 7,1	- 9,3	+ 1,9	.	.
Capitaux à CT	- 49,3	- 76,1	- 39,0	.	.
Erreurs et omissions	+ 4,4	- 3,2	0	.	.
SOLDE DE LA BALANCE DE PAIEMENTS	- 3,5	+ 20,3	+ 16,3	.	.

Source : B.E.A.C.

* Estimation D.G.E.

5 — LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS

L'examen de l'évolution des principaux baromètres conjoncturels au cours de l'année 1981 permet de mettre en évidence le démarrage encore timide de l'activité économique qui s'accompagne d'une relative accélération des prix, d'une reprise de l'emploi, marquée surtout dans la Fonction Publique.

5.1 LES PRIX

Selon les indications de la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques, l'évolution des trois principaux indices des prix depuis 1978 a été la suivante :

	PRIX DE DETAIL				PRIX DE GROS	
	125 articles (1)		155 articles (2)		113 articles (3)	
	Indice	Taux d'inflation	Indice	Taux d'inflation	Indice	Taux d'inflation
1978 Décembre	153,75	8,5 %	201,11	6,6 %	308,20	6,4 %
1979 Décembre	169,0	9,92 %	217,23	8,02 %	331,0	7,4 %
1980 Décembre	184,52	9,18 %	235,74	8,52 %	385,96	16,60 %
1981 Septembre	202,56	9,1 %	260,94	10,68 %	415,27	7,6 %
1981 Décembre *	209	13,25 %	270	14,5 %	429,24	11,12 %

(1) Indice privilégiant l'évolution des prix des produits locaux correspondant aux conditions d'un ménage disposant de revenus modestes (base 100, juin 1975)

(2) Indice privilégiant l'évolution des prix des produits importés correspondant aux conditions d'un ménage disposant de hauts revenus (base 100, juin 1972)

(3) indice relatif aux prix de gros à Libreville (base 100, juin 1966).

* Estimation D.G.E

La fin du Plan de Stabilisation en 1979 et la reprise de l'activité en 1980 consécutive à l'exécution du Plan Intérimaire ont eu pour conséquence inévitable une poussée sur les prix qui semble s'accélérer en 1981, notamment en ce qui concerne les prix de détail.

A ces éléments internes, s'ajoute l'inflation mondiale ressentie au Gabon à travers le haut niveau des importations (25% du PIB).

A) L'INDICE DES PRIX DE DETAIL DE TYPE AFRICAIN

Le tableau suivant fait apparaître que cet indice a fortement augmenté entre janvier 1981 et septembre 1981 (+ 9,1 %).

Etant donné l'accélération des prix généralement constatée au 4^e trimestre (rentrée, dépenses budgétaires accrues, difficultés de transports pendant la saison des pluies), on peut s'attendre à un taux annuel de 13,2 %.

Toutes les composantes ont enregistré une hausse sensible, particulièrement marquée pour les loisirs et les transports.

Le logement et l'alimentation se sont mieux comportés (application de la mercuriale, saison sèche), ce qui, en raison de leur poids important dans le calcul de l'indice (67 % de celui-ci), a modéré l'indice global.

	Janvier 1981	Septembre 1981	Variation Sept. 81/Janv. 81	Janvier 1982 *
Indice général	185,66	202,56	+ 9,10 %	211
Dont :				
- Alimentation	202,96	219,76	+ 8,28	227
- Habillement	161,28	175,65	+ 8,91 %	182
- Habitation	164,10	173,05	+ 5,45 %	177
- Hygiène-soins	210,83	230,37	+ 9,27 %	240
- Transports	192,86	217,70	+ 12,88 %	230
- Loisirs	135,40	167,07	+ 23,39 %	185

Source : Direction générale de la statistique et des études économiques.

* Estimation DGE.

B) L'INDICE DES PRIX DE DETAIL DE TYPE EUROPEEN

	Janvier 1981	Septembre 1981	Variation Sept. 81/Janv. 81	Janvier 1982 *
Indice général	241,87	260,94	+ 7,88 %	270
Dont :				
- Alimentation	244,97	271,97	+ 11,02 %	285
- Dépenses de la maison	246,89	234,64	- 4,96 %	229
- Habillement	280,23	309,83	+ 10,56 %	324
- Hygiène-soins	238,53	269,32	+ 12,92 %	285
- Transports	266,77	288,43	+ 8,12 %	298
- Divers	187,41	208,97	+ 11,50 %	219

Source : Direction générale de la statistique et des études économiques.

* Estimation D.G.E.

Durant les neuf premiers mois de l'année 1981, l'indice général a progressé de 7,88 %, soit une augmentation moindre que celle enregistrée par l'indice des prix précédent.

Toutefois, un examen plus détaillé laisse apparaître la forte influence des dépenses de maison qui auraient enregistré une baisse de près de 5 %. Hormis ce poste, toutes les composantes ont subi de très fortes hausses et on s'attend en 1981 à une accélération importante des prix sur l'alimentation, l'habillement et les loisirs.

C) L'INDICE DES PRIX DE GROS :

	Janvier 1981	Septembre 1981	Variation Sept. 81/Janv. 81	Janvier 1982 *
Indice général	386,29	415,27	+ 7,50 %	429
Dont - Alimentation	282,01	304,62	+ 8,02 %	315
Energie, eau lubrifiants	327,79	372,33	+ 13,59 %	395
- Produits industriels	429,78	457,82	+ 6,52 %	471

Source: Direction générale de la statistique et des études économiques.

* Estimation D.G.E.

L'indice des prix de gros aurait eu le meilleur comportement au cours de l'année 1981, soit une augmentation annuelle estimée de 11 %. On a constaté un tassement des marges au cours de cette année en ce qui concerne les prix des produits industriels.



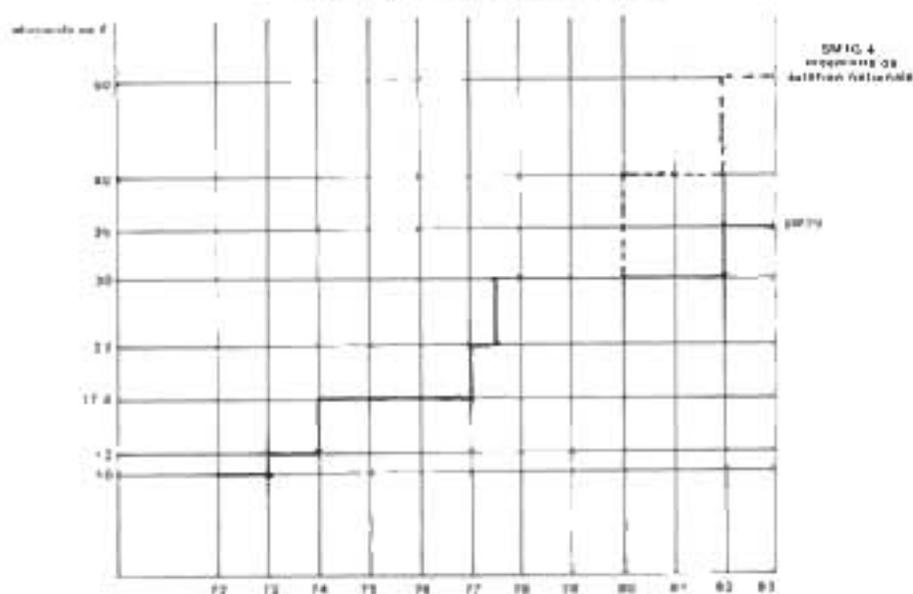
En conclusion, on peut dire que les indices de prix ici présentés sont des indices dont la composition n'a pas été révisée depuis très longtemps (1966, 1972, 1975) il ressort que les paniers de la ménagère constitués ne traduisent pas les besoins grandissants et perpétuellement changeant des ménages, aussi bien au niveau des produits retenus que de leur pondération (faiblesse des loisirs, du transport), dans l'indice global.

5.2.

LES SALAIRES

Pendant toute l'année 1981, contrairement à l'année 1980, le niveau des salaires est demeuré stable, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, ce qui a exercé un frein sur le niveau des prix

EVOLUTION DU SMIG EN FRANCS COURANTS

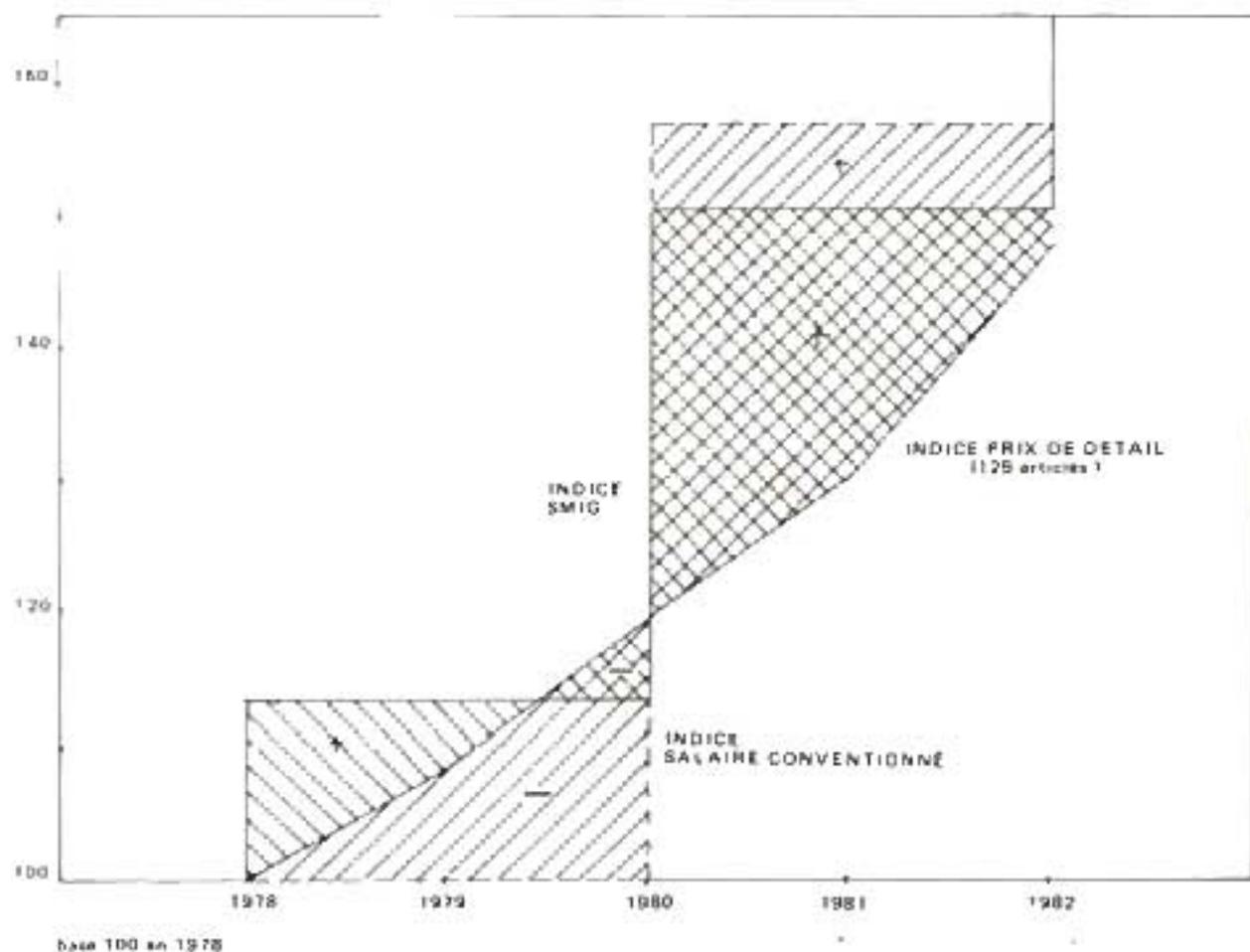


Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est demeuré stable à 30.000 F du 1^{er} janvier 1980 au 31 décembre 1981. Au 1^{er} janvier 1982, il a été porté à 35.000 F, soit une augmentation de 17 %.

Cependant, le 1^{er} janvier 1980, avait été instaurée pour les nationaux une prime différentielle dont l'effet avait été de porter tous les bas salaires à un minimum de 40.000 F. Au 1^{er} janvier 1982, cette prime a été relevée de 50 %. Le salaire minimum pour un gabonais passe donc à 50.000 F, soit 25 % d'augmentation en deux ans.

Le graphique ci-dessous montre que le pouvoir d'achat du SMIG s'est globalement accru depuis 1978 malgré une légère baisse en 1979 avant l'instauration de l'indemnité compensatoire.

Jusqu'en 1980, l'évolution des salaires conventionnés a été plus lente que celle des prix des produits locaux, or, depuis 1980 le rattrapage a été très important. Cependant, en fin d'année 1981, la hausse des prix tend à réduire les gains de pouvoir d'achat d'autant plus que les salaires n'avaient pas été revalorisés depuis deux ans.



 gain ou perte de pouvoir d'achat du salaire conventionné

 gain ou perte de pouvoir d'achat du SMIG

NB. Ici, le SMIG incorpore l'indemnité de sujétion nationale

Dans la Fonction Publique la masse salariale des fonctionnaires (civils et militaires) a progressé en 1981 de 12,4 % par rapport à 1980, passant de 50,8 milliards en 1980 à 57,1 en 1981 ce qui préserve la forte progression qui avait été enregistrée en 1980 (+ 45%). En 1982, la tendance va se confirmer avec une progression prévue de plus de 17 %.

Dans le secteur privé productif (hors institutions financières et hors ménages) la masse salariale a presque doublé entre 1976 et 1980, passant ainsi de 57,5 milliards à 103,5 milliards. Toutefois en 1981, le blocage de certains salaires (l'augmentation avait été très importante en 1980) et la faible progression des effectifs ont freiné l'expansion de la masse salariale (+ 10%).

Milliards de francs	1977	1978	1979	1980	1981 *
Salaires dans la fonction publique	28,3	31,02	35,2	50,8	57,1
Salaires dans le secteur privé productif.	61,4	57,5	ND	103,5	115

* Estimation DGE

Le graphique suivant retrace l'évolution de la masse salariale depuis 1976. Le secteur privé regroupe ici le secteur productif, les institutions financières et les ménages. Le secteur public comprend la solde et les salaires versés par les collectivités locales.

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE AU GABON



5.3. L'EMPLOI

Les effectifs globaux du secteur privé et de l'Administration se sont accrus de près de 4 % en 1981, taux légèrement supérieur à celui de l'année 1980. (+ 3,12 %).

Ces deux années de reprise de l'emploi ne suffisent pas à rattraper le niveau atteint en 1978, après la baisse de 15,4 % en 1979, consécutive à la chute des effectifs dans le secteur privé (- 20 %).

— Au niveau de l'administration :

Le nombre d'emplois s'y est accru de 1.474 en 1981, passant de 22 011 à 23 485.

Ce chiffre n'englobe que les fonctionnaires de l'administration générale, y compris les militaires. Il ne tient pas compte du nombre important de journaliers travaillant dans les services gouvernementaux et les collectivités locales. Ce sont des salariés qui, non intégrés, relèvent du régime général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Ils sont donc comptabilisés dans les effectifs du secteur privé et se situent aux environs de 14.000.

L'annexe n° 13 donne la ventilation de l'emploi dans le secteur public (par statut, catégorie et secteur administratif).

— Au niveau du secteur privé :

Les effectifs employés dans le secteur privé n'ont pas progressé en 1981 comme il fallait s'y attendre. La progression n'a été globalement que de 3 %.

L'analyse sectorielle met en évidence des différences marquées entre les principaux secteurs économiques :

- les effectifs du secteur BTP ont baissé de 16 % en 1980 par rapport à 1979, niveau qui ne sera que très peu relevé à fin 1981
- les effectifs de l'exploitation forestière ont continué à baisser en 1980 (- 2 %) pour se stabiliser en 1981
- le secteur pétrolier enregistre une hausse importante : + 25%. Cet accroissement est dû à l'intensification de la recherche pétrolière en 1980 et 1981.
- le secteur minier se stabilise
- les effectifs de l'Agriculture s'accroissent de façon significative, mais demeurent encore très insuffisants

SITUATION DE L'EMPLOI AU GABON DEPUIS 1978

(nombre d'employés)

	1978	1979	Variation 79/78	1980	Variation 80/79	1981	1982 *
Administration (y compris les militaires)	19.878	21.455	+ 7,83 %	22.011	+ 2,6 %	23.485	24.800
Ensemble secteur privé	103.094	82.567	- 19,91 %	85.094	+ 3,06 %	88.000	91.000
TOTAL	122.972	104.022	- 15,41%	107.105	+ 2,96 %	111.485	115.800

* Estimation D G F

VARIATION DE L'EMPLOI DANS QUELQUES SECTEURS CLES.

	1978	1979	1980	1981
Agriculture	1.393	1.687	2.000	2.250
Exploitations forestières	14.987	10.583	10.000	11.000
Mines	4.160	3.943	4.028	4.060
Pétrole et divers	3.603	3.017	3.760	4.000
B. T. P.	27.752	17.208	14.453	14.500
Services gouvernementaux et collectivités locales	14.338	13.483	13.306	13.500

Ce tassement de l'emploi dans le secteur privé ne doit toutefois pas cacher l'insuffisance de la qualification technique de la main d'œuvre gabonaise disponible. Beaucoup d'emplois sont en conséquence confiés aux étrangers.

La répartition géographique des salariés du secteur privé montre une concentration très importante dans les régions de l'Estuaire et de l'Ogoué-Maritime (respectivement 64,8 % et 17,8 % pour l'année 1980).

L'annexe n° 12 donne le détail de cette répartition.

TROISIEME PARTIE

**PERSPECTIVES
ET SCENARIO**

ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS POUR L'ÉCONOMIE GABONAISE EN 1982

Perspectives globales internationales	taux de croissance des pays développés : 2 % légère baisse du niveau général des prix Maintien du cours élevé du dollar : 270 F.			
Conjoncture des quatre grands produits	<u>Pétrole</u> : stagnation des prix OPEP : 34 dollars / baril production : 7,36 millions de tonnes en 1982 investissements aux alentours de 150 milliards <u>Uranium</u> : croissance des prix de 10 % production : 1000 tonnes <u>Manganèse</u> : stagnation des prix Production : 1,500 million de tonnes. <u>Bois</u> : légère reprise. amélioration de la compétitivité			
Scénarios budgétaires 1982 - 1983.				
en milliards de F.	Objectifs Plan 1982	1982	1983 (1)	1983 (2)
Recettes propres	383	435,8	461	442
Dépenses totales	395	434	485	457
Scénarios : agrégats économiques 1982 - 1983				
en milliards de F.	Objectifs Plan 1982	1982	1983 (1)	1983 (2)
PIB	969	947,7	1060	1005
investissements	331	338	375,5	375,5
consommation	453	463,2	520,6	520,6
solde du commerce extérieur	186	136,5	154	99

(1) Hypothèse de consolidation pétrolière : production de pétrole : 7,5 millions de tonnes
dollar = 270 F.

(2) Hypothèse de baisse pétrolière : production de pétrole : 7 millions de tonnes;
dollar = 250 F.

1 - PERSPECTIVES INTERNATIONALES ET CONSEQUENCES POUR LE GABON

La dépendance de l'économie gabonaise vis-à-vis de l'extérieur est forte, à la fois pour l'exportation de matières premières (pétrole, uranium, manganèse, bois) et pour l'importation de la quasi totalité des biens destinés à la consommation et à l'investissement intérieurs. La France, les Etats-Unis et la République Fédérale d'Allemagne sont les principaux partenaires commerciaux du Gabon.

L'évolution de certains paramètres dans ces pays détermine la conjoncture gabonaise. Il s'agit notamment :

- **du taux de change du dollar.** Les recettes tirées des exportations de pétrole et de manganèse sont en effet libellées en dollars et l'encontre en dollars de la dette publique représente 55% du total.
- **du taux d'inflation à l'étranger et en particulier en France** (60 % des importations gabonaises sont d'origine française).
- **des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Europe.**
- **des niveaux de consommation et d'investissement** dans les pays importateurs de matières premières du Gabon.

1.1 PREVISIONS GLOBALES POUR 1982

a) LA SITUATION EN 1981

La récession chez nos principaux partenaires s'est poursuivie en 1981 sous l'influence des politiques budgétaires et monétaires des pays industriels dans le but d'assainir leurs économies menacées par la stagflation. Ce mouvement dépressif a été aggravé par la hausse des taux d'intérêt américains et par suite, européens, et la remontée du cours du dollar pendant les trois premiers trimestres de l'année 1981. Ces contraintes ont eu tendance à s'atténuer en fin d'année.

On observe en 1981 un ralentissement de la croissance économique. Les investissements en volume ont diminué par rapport à 1980 (- 2,5% en RFA, - 12% en France) et ont été surtout consacrés au renouvellement du matériel existant et à l'amélioration de la productivité (matériel informatique). Le déclin de la sidérurgie se poursuit et le secteur du bâtiment et des travaux publics est en crise aux Etats-Unis et en Allemagne. La consommation est en baisse en RFA (- 3 %) et s'accroît en France en fin d'année 1981 à la suite de la politique de relance du nouveau Gouvernement. Dans tous les pays, le chômage continue de s'accroître.

b) PREVISIONS 1982

La conjoncture internationale peut être appréhendée par les indicateurs suivants : PIB, taux de chômage, taux d'inflation.

PIB EN VOLUME (taux de croissance)

	1980	1981	PREVISION 1982
FRANCE	+ 1,3	+ 0,6	+ 2,5
ETATS UNIS	- 0,2	+ 2,0	+ 2,0
RFA	+ 1,8	- 0,7	+ 1,0

TAUX DE CHOMAGE (% DE LA POPULATION ACTIVE)

	1980	1981	PREVISION 1982
FRANCE	6,8	7,8	7,8
ETATS UNIS	7,4	8,0	8,0
RFA	4,0	5,9	6,0

VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION (%)

	1980	1981	PREVISION 1982
FRANCE	+ 13,7	+ 14	+ 13
ETATS UNIS	+ 15,1	+ 11,5	+ 9
RFA	+ 5,5	+ 6,5	+ 4,5

Les politiques d'assainissement économique et financier risquent de se poursuivre aux Etats-Unis et en Allemagne et la faible reprise de la croissance économique prévue pour 1982 ne suffira sans doute pas à réduire le chômage et à sortir ces pays de la récession.

Dans un contexte de marasme économique général, la France est le seul pays à amorcer une reprise significative de son activité économique depuis septembre 1981. La poursuite de cette expansion se heurte cependant à certains obstacles qui expliquent les prévisions de faible croissance du PIB pour 1982 :

- les investissements stagnent par suite de l'augmentation des coûts et des charges financières des entreprises. La consommation actuellement en hausse ne peut constituer à elle seule un moteur de relance durable de l'activité. En outre, l'augmentation des charges salariales des entreprises est un frein à l'investissement.
- la dévaluation du franc français par rapport au Deutsche Mark a conduit le Gouvernement à prendre des mesures de lutte contre l'inflation qui vont à l'inverse d'une politique de relance par la consommation.

Néanmoins, l'hypothèse probable d'une stabilisation du prix du pétrole pourrait être un facteur favorable à la reprise de la croissance dans les pays occidentaux.

A moins d'un revirement total de la politique monétaire américaine, peu plausible en raison d'une inflation jugée encore trop forte, les taux d'intérêt ne baisseront probablement pas aux Etats-Unis en 1982 après la légère détente observée depuis l'été 1981, et ce d'autant plus que l'accroissement du déficit budgétaire (- 79 milliards de \$ en 1980, - 100 en 1981, - 115 en 1982) exercera une pression à la hausse. Il en résulte que la monnaie américaine pourrait rester vigoureuse, surtout dans le contexte actuel de tensions politiques internationales.

Ces perspectives internationales qui marquent une certaine continuité par rapport à 1981 n'auront finalement pas que des conséquences négatives sur le Gabon :

- La reprise de la croissance économique en France aura un effet favorable sur le volume des exportations de bois, devenues en outre plus compétitives. (La conjoncture des quatre grands produits d'exportation sera analysée au paragraphe 2).
- Les exportations en valeur de pétrole et de manganèse vont continuer à bénéficier du cours élevé de la monnaie américaine, qui ne permettra cependant pas, en ce qui concerne le pétrole, de compenser la baisse de la production gabonaise.
- Le service de la dette publique qui s'était accru de 22 milliards de F en 1981 sous l'effet des fluctuations du dollar, ne variera pas en 1982 si l'hypothèse d'un taux de change prévu de 270 CFA/\$, égal au taux de change moyen en 1981, est effectivement réalisée.
- Par contre, il ne faut pas s'attendre à une réduction des coûts de production des entreprises en raison du maintien des taux d'intérêt étrangers à un haut niveau et du prix élevé du matériel d'équipement en provenance des pays à monnaie forte. L'inflation ne pourrait donc pas être réduite et l'économie risque de toujours souffrir d'un manque de compétitivité.

1.2. CONSEQUENCES AU NIVEAU DE L'ACTIVITE DES QUATRE GRANDS PRODUITS

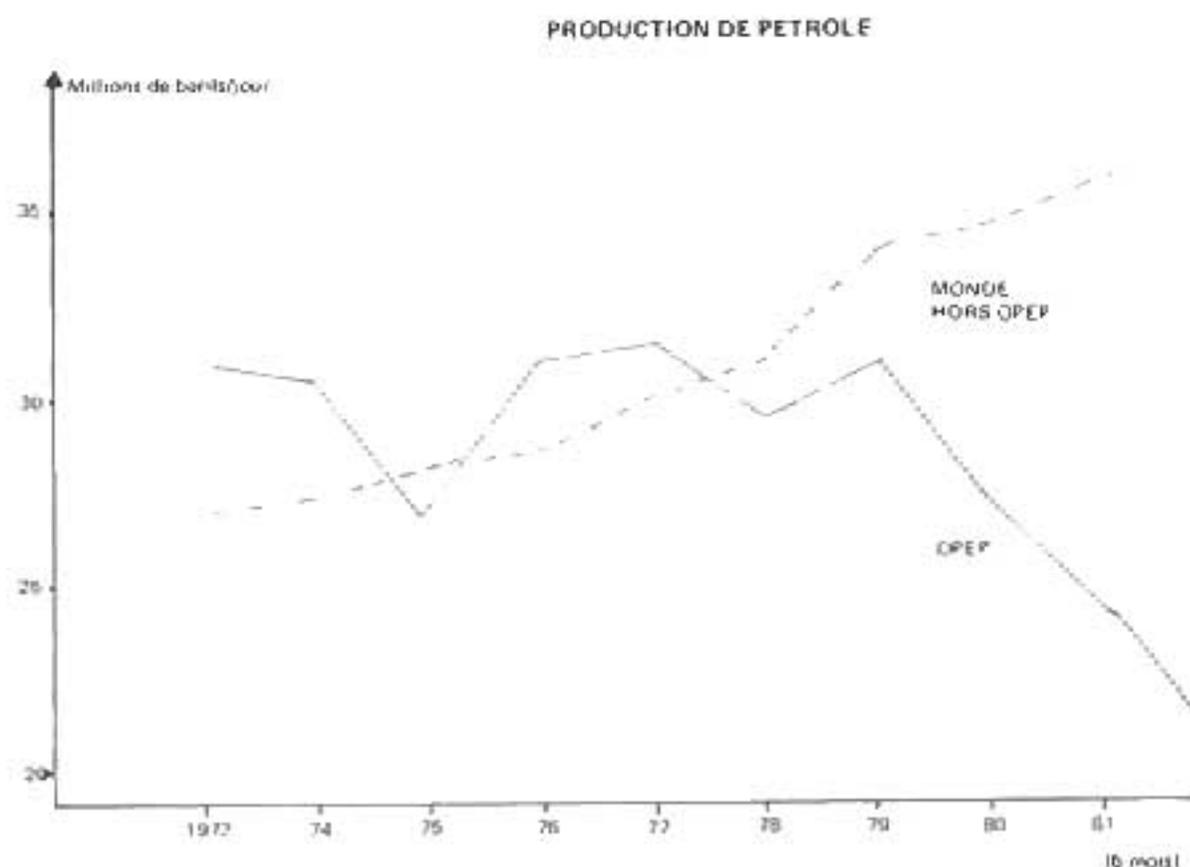
1.2.1. LE PETROLE

— La conjoncture internationale prévisible :

Le marché pétrolier mondial s'annonce déprimé en 1982, il se caractérise par une offre surabondante en raison de :

- la poursuite de la baisse de la consommation des principaux pays occidentaux : elle s'est accentuée à partir de 1979 sous l'effet du ralentissement de la croissance et des économies ou substitutions d'énergie.
- le déstockage opéré par l'ensemble des pétroliers au cours de l'année 1981 (500.000 tonnes par jour) : le stockage devient trop onéreux, compte tenu des taux d'intérêt élevés et de la stagnation des prix.
- la baisse plus prononcée des importations des pays consommateurs. Certains d'entre eux exploitent des gisements importants (Mer du Nord) et sont devenus exportateurs de brut.

- la montée en régime de la production mondiale hors OPEP (Afrique, Mexique, Mer du Nord, Chine, URSS...), au détriment des pays de l'OPEP. Ceux-ci ne produisaient plus que 20 millions de barils/jour en septembre 1981 contre 31 millions de barils/jour en 1977.



Dans ces conditions, le prix unique décidé par les pays de l'OPEP le 29 Octobre 1981, de 34 dollars par baril, devrait être gelé jusqu'à la fin de l'année 1982. Une hypothèse prudente consiste à considérer une augmentation de 10% du prix en 1983.

La nature dépressive du marché, trouve sa confirmation dans les marchés spot sur lesquels les prix de vente se situent au niveau des prix officiels, voire légèrement en dessous.

La seule note d'optimisme en matière pétrolière réside dans les perspectives favorables de maintien du dollar à un niveau élevé sur le marché des changes en 1982 (1 \$ = 270 F). La grande inconnue reste l'année 1983 pour laquelle le scénario sera débouillé en hypothèse haute (avec un \$ à 270 F) et hypothèse basse (avec un \$ à 250 F).

Bien entendu l'ensemble des hypothèses de prix suppose la poursuite de la récession mondiale en 1982. Dans le cas contraire, s'il y avait une reprise elle se traduirait par une augmentation de la demande d'énergie : un retournement du marché pétrolier pourra se traduire alors par de nouvelles perspectives de hausse du prix du pétrole brut.

— La conjoncture gabonaise

a) Le niveau de production.

Il s'inscrit à nouveau en baisse en 1982 avec 7,36 millions de tonnes la diminution de la production des puits anciens n'est pas encore compensée cette année par les nouveaux gisements du Sud.

Deux scénarios sont retenus en 1983 : une hypothèse haute à 7,5 millions de tonnes qui correspond à la montée en régime des puits du Sud et une hypothèse basse à 7 millions de tonnes.

b) Le niveau des prix

Il dépend strictement de facteurs externes, à savoir :

- la politique de l'OPEP et les réactions des pays importateurs en matière de prix.
- le cours de la monnaie américaine dans laquelle s'effectuent toutes les transactions.

Ces facteurs externes ont été analysés ci-dessus.

Ils se traduisent dans l'hypothèse basse par un prix de vente moyen en quasi stagnation sur les 3 années 1981 - 1982 - 1983, et par une diminution du chiffre d'affaires.

L'hypothèse haute pour 1983 donne bien entendu des résultats meilleurs, mais non spectaculaires comme le montre le tableau ci-dessous :

	1981	1982	1983	
			Hypoth. haute	Hypoth. basse
Production par quartier (Millions de tonnes)				
MANDJI	6,3	6,2	6,1	5,8
GAMBA	0,85	0,7	0,6	0,6
LUCINA	0,41	0,46	0,8	0,6
TOTAL	7,56	7,36	7,5	7,0
Prix de vente \$/b				
MANDJI	34,83	34,0	37,40	37,40
GAMBA	35,83	35,0	38,50	38,50
LUCINA	36,83	36,0	39,60	39,60
MOYENNE PONDÉRÉE	35,05	34,22	37,72	37,68
TAUX DE CHANGE \$	268	270	270	250
PRIX DE VENTE MOYEN F/T	67.900	66.800	74.300	68.100
CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliards de F)	507	485	560	480

c) Les investissements.

Ils se maintiennent à partir de 1981 à un niveau très élevé, tant pour la recherche et l'exploration pures que pour les investissements de production. C'est un signe encourageant qui laisse penser que tout espoir de nouvelles découvertes n'est pas à écarter :

Investissements pétroliers (Mdf)	1981	1982	1983	1983
			Hypoth. haute	Hypoth. basse
Recherche et exploration	34	39	45	40
Investissements de production	97	107	115	110
Total	131	146	160	150

1.2.2 L'URANIUM

Le marché mondial de l'uranium se caractérisera pendant toute la décennie 1980 par un excès de la production sur la demande. En effet, plusieurs mines doivent entrer en fonctionnement au cours de la décennie, alors même que les programmes d'équipements électronucléaires se ralentissent. La France, principal acheteur de l'uranium gabonais, a réexaminé à la baisse son programme nucléaire en 1981.

Dans ces conditions la COMUF avait été contrainte de consentir à sa clientèle en 1980 - 1981 des rabais de 20%. Les prévisions pour 1982 - 1983 retiennent une augmentation du prix de vente de 10% chaque année et le chiffre d'affaires de 1982 sera équivalent à celui de 1980, en francs courants.

URANIUM	1981	1982	1983
Production (U métal en tonnes)	1 000	1 000	1 000
Chiffre d'Affaires (Mdf)	19,4	24	26,4
Valeur ajoutée	12,3	16	17,5

1.2.3 LE MANGANESE

La crise de la sidérurgie en Europe et aux Etats Unis aura connu son point le plus bas au cours de l'année 1981. Les prévisions sont un peu meilleures en 1982, non pas du point de vue du volume de la production mais de celui de l'amélioration des prix de vente, principal objectif des sidérurgistes.

Cette situation se répercutera sur l'activité de la COMILOG qui progressera de 7% en 1982 et à nouveau de 13% en 1983. Les prix de vente qui sont exprimés en \$ seront maintenus. Et la COMILOG espère retrouver en 1982 le chiffre d'affaires qu'elle avait en 1980. L'amélioration ne commencera donc qu'en 1983.

MANGANESE	1981	1982	1983
Production (1000)	1 400	1 500	1 700
Chiffres d'affaires (Mdf)	31	34	37
Valeur ajoutée (Mdf)	17	18	20

Après le creux de l'année 1981, on s'attend à une activité un peu plus soutenue en 1982 pour l'exploitation de la forêt. En effet, la relance française se traduira par un développement des ventes sur ce marché. D'une manière générale la position des bois gabonais devrait s'améliorer face aux concurrents asiatiques, pas seulement en raison d'écarta monétaires entre les prix des premiers, exprimés en francs, et les prix des seconds, exprimés en dollar, mais surtout parce que les pays asiatiques se sont fixés une autolimitation des exportations de grumes.

L'activité de transformation du bois ne devrait pas progresser sensiblement en 1982 et 1983.

Globalement la valeur des exportations de bois progressera en 1982 et 1983 comme le montre le tableau ci-dessous :

BOIS	1981	1982	1983
Exportations (Mdf)	47	53	58

L'activité de ce secteur est appelée à se développer au fur et à mesure de l'ouverture des nouveaux tronçons du Transgabonais.

2- SCENARIO BUDGETAIRE 1982 - 1983

Le budget de l'Etat est, avec la conjoncture pétrolière à laquelle il est lié, la donnée fondamentale déterminant l'économie gabonaise : tant au niveau de ses ressources prélevées à hauteur de 50% en 1982 sur la production marchande, qu'au niveau de ses dépenses et de la variation d'une année sur l'autre des différentes catégories de dépenses.

Pour l'année 1982 le scénario reprend les dispositions figurant dans la Loi de Finances.

2.1 DEUX SCENARIOS POUR L'ANNEE 1983

En 1982, la production pétrolière poursuivra sa régression, mais les recettes budgétaires continueront à être élevées en raison du décalage d'un an qu'introduit le mode d'imposition directe. A ce titre, l'année 1982 risque d'être une année charnière, ce qui incite à esquisser dès maintenant deux scénarios pour l'année suivante : les mesures d'accompagnement du prochain budget dépendront beaucoup de l'image se dessinant pour 1983.

Deux hypothèses permettent de caractériser l'alternative de 1983

a) Hypothèse de consolidation de la production pétrolière

Dans cette hypothèse haute, l'effort de recherche de ces dernières années aboutit à une sensible augmentation des ressources disponibles et à un processus de mise en production. Ceci permet de maintenir durablement (au moins sur 5 - 7 ans) et dès 1983 (1) la production au niveau de 7,5 millions de tonnes.

Cette perspective ne donne pas, dès la première année, une plus grande aisance financière mais permet de construire des programmes à moyen terme basés sur des ressources maintenues en termes réels.

(1) Le relèvement de la production en 1983 peut résulter de la mise en production de nouveaux puits ou, plus probablement, de l'augmentation du rendement des puits existants pendant que des nouveaux sont mis en production.

On y associe donc un investissement public relativement élevé de 210 milliards, ce qui suppose un solde négatif de trésorerie de 24 milliards; celui-ci serait couvert par de nouveaux emprunts ou de moindres remboursements. Ce n'est pas obliterer l'avenir, puisque les perspectives de production sont encourageantes et garanties pour l'immédiat; les recettes correspondantes attendues permettront de faire face aux échéances.

b) Hypothèse de déclin de la production pétrolière

Dans cette hypothèse, la recherche n'a pas débouché sur des perspectives améliorées de production et c'est à une baisse durable qu'il faut se préparer. En 1983, cette hypothèse ne conduit pas à des chiffres considérablement plus bas (2) : les recettes seraient de 20 milliards plus faibles.

Mais comme les perspectives sont à la baisse, il n'est plus question d'anticiper des recettes croissantes et le besoin de trésorerie doit être réduit au minimum. Il devrait être nul mais vient en concurrence avec la nécessité encore plus impérieuse d'investir pour préparer l'après-pétrole : ceci conduit à une modification de la structure des investissements tout en maintenant leur niveau. Un arbitrage entre ces impératifs contradictoires conduit à un besoin de trésorerie de 15 milliards, qui devrait être nul l'année suivante.

En conséquence, cette deuxième hypothèse nécessiterait de réduire les dépenses de 30 milliards (les recettes baissent de 20 milliards, le déficit se réduit de 10 milliards) par rapport à la première. Ces 30 milliards pourraient provenir :

- de l'allègement de la charge de la dette lié à l'hypothèse d'un dollar plus bas
- d'une réduction des dépenses de fonctionnement
- et d'une sélection beaucoup plus rigoureuse des investissements.

2.2

LES CHOIX ECONOMIQUES DETERMINANT NOTRE SCENARIO BUDGETAIRE

a) Stagnation des recettes pétrolières

Les développements précédents relatifs à la conjoncture pétrolière montrent qu'en 1982 la valeur des exportations de pétrole baissera : le prix est en baisse ainsi que les quantités produites ; le taux de change retenu pour le \$ ne varie pas.

Malgré cette baisse des ventes, les recettes budgétaires pétrolières continuent à progresser en 1982 puisque 2/3 des recettes pétrolières de 1982 sont constituées par l'impôt sur les bénéfices de l'année précédente. Il n'en reste pas moins vrai que les recettes pétrolières ne progressent plus de façon spectaculaire comme dans les années 1979, 1980, 1981 : le taux de progression est de +4,8% en 1982, +3,5% en 1983 dans la meilleure hypothèse, et - 2 % dans l'hypothèse basse.

(2) Nous avons aussi associé un cours en baisse du \$ à cette hypothèse : 270 francs pour 1 \$ dans la première hypothèse et 250 pour celle-ci.

b) Croissance des autres recettes.

Les autres recettes de l'Etat dépendent largement de l'activité économique hors pétrole : ce sont les impôts sur les Sociétés, les taxes sur salaires, sur le chiffre d'affaires, sur les transactions, les droits de douane. La progression de cette catégorie de recettes budgétaires a donc été définie en référence à l'activité économique intérieure (on s'attend à un taux de croissance du PIB hors pétrole de 8,5% en 1982).

c) Le remboursement de la dette publique :

Il reste prioritaire en raison des engagements pris dans le passé, et traduit la volonté d'achever l'assainissement financier du Gabon. Le remboursement du capital commence à diminuer chaque année après le maximum atteint en 1981 (114 milliards).

d) Les dépenses hors dette

Ce sont les dépenses de fonctionnement, de paiement des intérêts de la dette, et d'investissement. La progression de cette catégorie de dépenses est étroitement liée aux perspectives pétrolières : selon qu'elles seront plus au moins favorables en 1982 - 1983, la croissance et la répartition des dépenses (bien que différentes) auront pour objectif de poursuivre l'effort d'investissement.

2.3

LE BUDGET PREVISIONNEL 1982 - 1983.

Dans le cadre des hypothèses retenues, le tableau ci-dessous donne la répartition du budget en recettes et dépenses pour 1981, 1982 et 1983.

	BUDGET (en milliards F)				Variation en %		
	1981	1982	1983 (1)	1983 (2)	82/81	83 (1)/82	83 (2)/82
Recettes propres :	408,7	435,8	461	442	+6,6	+5,8	+1,4
Pétrole	270	283	293	278	+4,8	+3,5	-1,8
Autres	138,7	152,8	168	164	+10	+10	+7,3
Dépenses hors remboursement d'emprunt	309,2	353	416	390	+14	+17,8	+10,5
Dépenses courantes :	179,2	189,7	206	200	+5,8	+8,6	+5,4
Fonctionnement	138,1	150,7	175	171	+9,1	+16,1	+13,5
Intérêts	41,1	39	31	29	-5,1	-20,5	-25,6
Investissements	130	163,3	210	190	+25,6	+28,6	+16,3
Epargne Budgétaire	99,5	82,8	45	52	-16,7	-45,6	-37,2
Remboursement en capital	114	81	69	67	-28,9	-14,6	-37,2
Emprunts nouveaux	18,2	17,7	-	-	-2,7	-	-
Trésorerie	+3,7	+19,5	-24	-15	-	-	-
Hypothèses retenues :							
Production pétrole	7,5 MT	7,3 MT	7,5 MT	7,0 MT	-2,7	+2,7	-4,1
Prix du baril	35,05	34,22	37,70	37,70	-2,3	+10,1	+10,1
Cours du dollar	268	270	270	250	-	-	-7,4

(1) Hypothèse de consolidation pétrolière

(2) Hypothèse de déclin pétrolier.

a) Les recettes ordinaires :

Elles ne progressent plus à des taux aussi importants que dans le passé : alors qu'elles s'étaient accrues de 32 % en 1981, elles ne progresseraient plus que de 6,6% en 1982 pour atteindre 435,8 milliards. En 1983, dans l'hypothèse de consolidation, elles seraient de 461 milliards (+ 5,8 %) et de 442 milliards dans l'hypothèse de déclin (+ 1,4 %).

— **Les recettes pétrolières**, qui constituaient 66% des recettes ordinaires de l'Etat en 1981, n'en constitueront probablement plus que 65 % en 1982 et 62 % en 1983. La précédente édition du Tableau de Bord avait souligné les risques du déséquilibre des recettes de l'Etat dont une très grande partie est générée par un seul secteur d'activité économique.

— **Les recettes hors pétrole**, quant à elles, progresseraient en fonction de l'activité économique : + 10 % en 1982 et 1983 (hypothèse de consolidation) et + 7 % en 1983 (hypothèse de déclin). Elles atteindraient 152,8 milliards de F en 1982, soit 35 % des recettes ordinaires. L'une des règles visant à l'assainissement des finances publiques prévoit le financement des dépenses de fonctionnement par les recettes hors pétrole. Cette règle risque de ne plus être vérifiée dans l'avenir : le taux de couverture ne serait plus que de 96 % en 1983. Les recettes pétrolières devront donc financer une partie des dépenses de fonctionnement, et ce juste au moment où elles commenceront à régresser, ce qui risque de limiter d'autant les possibilités d'investissement, comme le montre le tableau ci-dessous :

	1979	1980	1981	1982	1983	
					Hypothèse haute	Hypothèse basse
Recettes ordinaires hors pétrole	108,1	122,8	138,7	152,8	168	164
Dépenses de Fonctionnement	88,7	109,6	138,1	150,7	175	171
Taux de couverture %	121,9	112,0	100,4	101,4	96,0	95,9

Il faut d'autre part souligner le risque particulier des prévisions pour 1982 et 1983, basées sur un dollar fort (250 F ou 270 F) : ces cours prévus sont certes réalistes et probables, mais une chute du dollar n'est pas impossible. Dans ce cas, l'évaluation des recettes de l'Etat serait à réviser en baisse.

b) Les dépenses hors remboursement d'emprunt :

Ces dépenses ont un impact direct sur l'économie gabonaise (sauf pour celles relatives au paiement des intérêts à l'étranger) par les salaires et transferts distribués, par les achats de matériels et de fournitures, par les investissements réalisés.

Les développements ci-dessous et la détermination pour 1983 de deux hypothèses vont expliciter les liens qui existent entre le niveau des dépenses publiques et les perspectives pétrolières à long terme :

— Dans l'hypothèse haute, une relative aisance budgétaire est assurée pour les années futures, ce qui permet de porter l'effort non seulement sur les investissements productifs et d'infrastructure mais aussi sur les mesures d'accompagnement et de redistribution des revenus.

— Par contre dans l'hypothèse basse, le budget devra accélérer la préparation de l'après-pétrole par des investissements appropriés, tout en maintenant les autres catégories de dépenses à des niveaux compatibles avec la baisse inéluctable des recettes de l'Etat.

— **Les dépenses de fonctionnement :**

Après avoir augmenté de 29 % en 1981, elles ne progresseraient que de 6,3 % en 1982 et atteindraient 150,7 milliards de F. Dans le scénario 1983, l'hypothèse de consolidation les porterait à 175 milliards (+ 16 %). Ce haut niveau traduirait la volonté de soutenir l'économie et d'assurer une distribution plus large des revenus. Par contre dans l'hypothèse de déclin, les dépenses de fonctionnement seraient ramenées à 171 milliards (+ 13 %) ; il n'est plus possible de réaliser un transfert massif de revenus et des économies devront être réalisées dans les dépenses de l'Etat.

— **Les dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement de la Loi de Finances 1982 atteignent 182,8 milliards (+ 41 %) dont 19 milliards seront reportés en 1983. Cette progression importante résulte du décalage d'un an déjà cité et de la bonne conjoncture pétrolière de 1981. En 1983, l'hypothèse de consolidation les porterait à 210 milliards de F (+ 28 %) en raison des bonnes perspectives de recettes futures. Par contre, l'hypothèse de déclin les déterminerait à 190 milliards (+ 16 %), chiffre maximum admissible sous la contrainte de la sauvegarde à long terme des principaux équilibres. Cette diminution relative des investissements en 1983 traduit en fait la volonté de développer davantage les investissements strictement productifs au détriment d'autres catégories d'investissements qui ne concourent pas à la création de richesses futures.

La ventilation des investissements en pourcentage par nature est la suivante :

POURCENTAGE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT	1981	1982	1982 (1)	1983 (2)	1983 (3)
— Infrastructures de transport :	47	51	54	52	50
* dont OCTRA	(29)	(30)	(32)	(30)	(29)
* routes	(16)	(18)	(17)	(18)	(17)
— Urbanisme, habitat	4	5	6	7	7
— Energie électrique Eau	8	9	6	6	6
— Education et Santé	7	11	6	6	8
Total Equipements collectifs	68	76	72	71	69
— Agriculture, forêt, pêche	8	8	11	12	14
— Dévelop. industriel, minier, études	3	4	4	5	7
Total secteurs productifs	11	12	15	17	21
Autres (participations, équipement administratif, dépense)	23	12	13	12	10
TOTAL	100	100	100	100	100

(1) Rappel des objectifs du Plan.

(2) Hypothèse haute.

(3) Hypothèse basse.

— **Le paiement des intérêts de la dette publique :**

Après la charge élevée de 1981 et 1982 (33 milliards), le paiement des intérêts va enfin baisser à partir de 1983 : il ne représentera plus que 31 milliards dans l'hypothèse d'un dollar à 270 F et 29 milliards dans l'hypothèse d'un dollar à 250 F (la moitié du service de la dette est libellée en dollars).

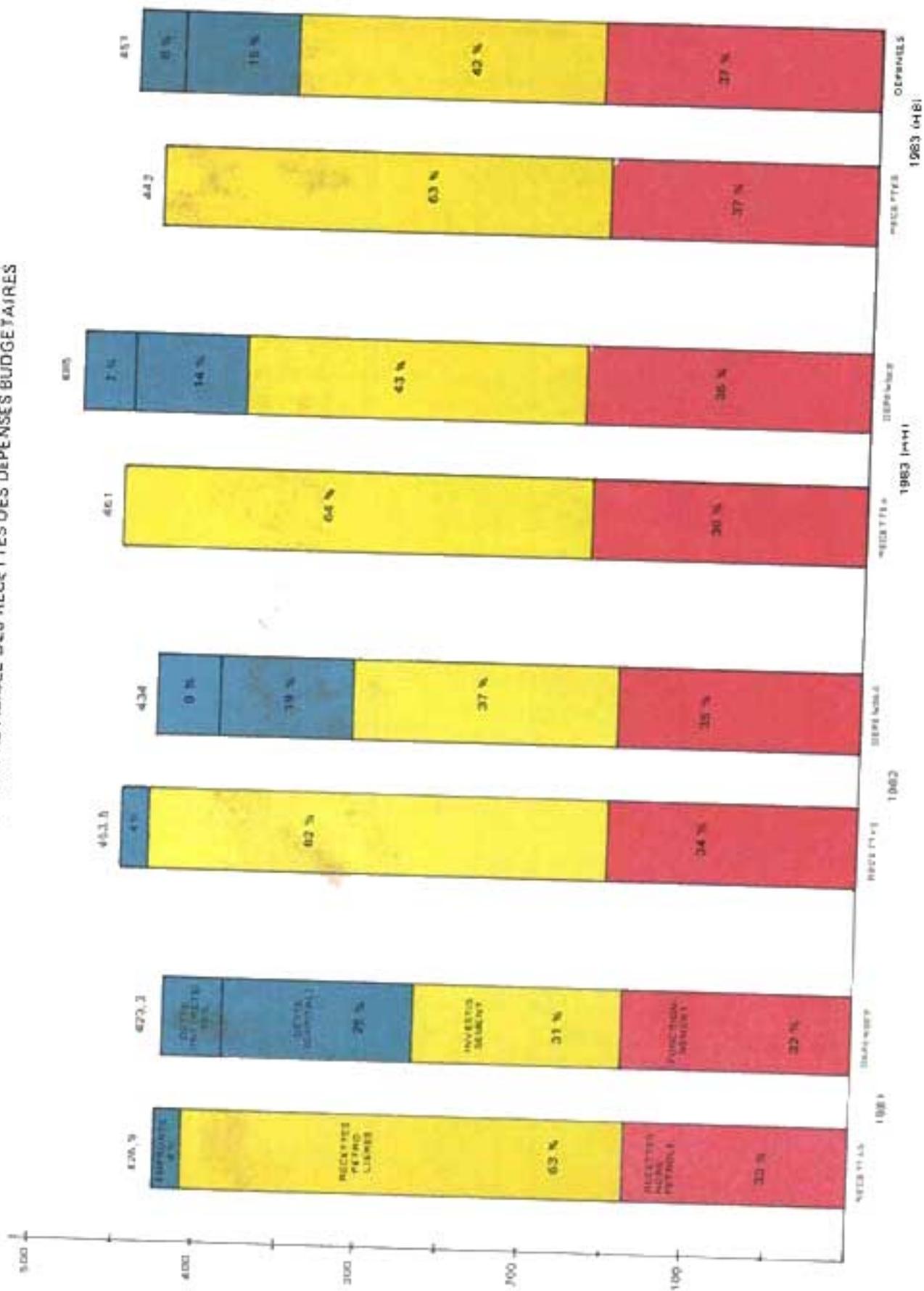
c) Le remboursement en capital de la dette publique :

Il atteint 81 milliards de F en 1982, et environ 69 milliards en 1983 si le dollar se maintient à 270 F, ou bien 67 milliards avec un dollar à 250 F.

L'objectif d'assainissement économique est atteint : le remboursement du capital représente une charge de moins en moins lourde.

Milliards de F.

EVOLUTION PREVISIBLE DES RECETTES DES DÉPENSES BUDGETAIRES



3- EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1982 ET 1983

3.1 MAINTIEN DE L'EFFORT D'INVESTISSEMENT.

Globalement en 1982 et 1983 (pour les deux hypothèses), le taux de croissance se situe à 11,7 % et 11 %.

Les investissements publics restent élevés tant en 1982 (+ 21 %) qu'en 1983 (+ 12 %) en raison du besoin urgent de préparer l'après-pétrole. Ils sont de 165 milliards en 1982 et atteignent près de 186 milliards en 1983. La ventilation par nature des dépenses d'investissement du budget fait ressortir pour l'Etat les choix à faire en 1983 dans l'une ou l'autre des hypothèses retenues. Dans l'hypothèse haute la part des équipements collectifs reste importante mais les secteurs productifs bénéficient d'un apport de capitaux supplémentaire. Dans la deuxième hypothèse, les secteurs productifs sont privilégiés et profitent d'une réduction des investissements d'infrastructures et surtout des investissements d'équipement administratif.

L'investissement privé est lui aussi élevé et devrait atteindre 173 milliards en 1982 et environ 190 milliards en 1983. La part des investissements pétroliers reste toujours prépondérante (entre 84 et 86 % des investissements privés en 1983). Cette évolution laisse supposer que de nouvelles découvertes ne sont pas à exclure et l'effort entrepris dans le domaine de la recherche en 1981 se poursuivra encore en 1983, même dans le cas d'une réduction plus importante de la production.

Le total des investissements (publics et privés) qui représentent environ 32 % du PIB en 1981 devrait atteindre 36 % en 1982 et entre 35 et 37 % en 1983 selon l'hypothèse retenue.

3.2 STAGNATION DE LA CONSOMMATION

Le taux de croissance de la consommation (+ 11 %) observé en 1981 laisse supposer pour 1982, une évolution à peine plus élevée que le taux d'inflation, et même moins importante en ce qui concerne la consommation privée (+ 9 %). La consommation totale devrait atteindre 463 milliards en 1982 et 520 milliards en 1983. Trois facteurs contribuent à expliquer cette stagnation :

— la reprise assez timide observée en 1981 ne s'est pas traduite par une croissance induite significative dans les secteurs des BTP, transport, services, commerce, etc...

— le niveau élevé de l'inflation importée et l'évolution des taux de change ont des conséquences sur les prix intérieurs et donc sur la consommation ;

— la consommation de l'Etat en biens et services progresse moins vite qu'en 1981 soit environ + 12 % pour 1982 et 1983.

Ces faibles taux de croissance, corrigés de la hausse des prix, s'interprètent en une réduction en termes réels de la consommation pour 1982 et 1983.

LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR RESTE ELEVE

Le solde des échanges de biens et services non facteurs qui représentait en 1981 environ 186 milliards ne serait plus que de 136,5 milliards en 1982. En 1983, selon l'hypothèse haute, il s'élèverait à près de 154 milliards. Dans l'hypothèse basse, il ne serait plus que de 99 milliards.

La contradiction entre l'accroissement des importations de biens et services et la stagnation ou même la régression des exportations, explique cette évolution moins favorable du solde du commerce extérieur.

Le développement des investissements dans la recherche pétrolière se traduit par une croissance des importations de biens intermédiaires et surtout de services. D'autre part l'évolution des taux de change de certaines monnaies (dollar en particulier) a contribué à augmenter la valeur de ces biens et services à volume égal.

Les exportations baissent globalement de 1,3 % en 1982 en raison surtout de la diminution des exportations de pétrole (- 3 %). En 1983, celles-ci s'accroîtraient de 13,6 % si la production de pétrole atteint 7,5 millions de tonnes. Dans le cas d'une conjoncture pétrolière moins favorable, elles baisseraient de 1,5 %, les autres produits d'exportation ne progressant que très peu en raison des incertitudes sur les marchés de ces produits (manganèse, bois, uranium).

La demande finale intérieure ne s'accroîtrait que de 9 % en 1982 et d'environ 12 % en 1983.

Le tableau suivant synthétise les différents emplois du PIB pour les années 1982 et 1983 (deux scénarios)

EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

	1981	1982	1983 (1)	1983 (2)	82/81	83 (1)/82	83 (2)/82
PIB	929,5	947,7	1.060,1	1.005,1	+1,9 %	+11,8 %	+6 %
Exportations FOB	590,9	584,2	663	593	-1,3 %	+13,6 %	+1,5 %
dont pétrole	475,1	460	523	453	-3	+13,6 %	-1,5 %
Importations FOB	217,1	251,1	288	288	+15,7 %	+14,7 %	+14,7 %
Solde Services	-187,9	-196,6	-221	-206	+4,6 %	+12,4 %	+4,8 %
Solde biens et services non facteurs	185,9	136,5	154	99	-26,8 %	+12,7 %	-27,4 %
Consommation	416	463,2	520,6	520,6	+11,3 %	+12,4 %	+12,4 %
dont - privée	284,3	315,5	355	355	+9,7 %	+12,5 %	+12,5 %
publique	131,7	147,7	165,6	165,6	+12,1 %	+12,1 %	+12,1 %
Investissements	302,6	338	375,5	375,5	+11,7 %	+11 %	+11 %
dont - privés	166	172,7	190	190	+4 %	+10 %	+10 %
publics + OCTRA	136,6	165,3	185,5	185,5	+21 %	+12,2 %	+12,2 %
Stocks	25	10	10	10	-60 %	-	-
Demande finale intérieure	743,6	811,2	906,1	906,1	+9,1 %	+11,7 %	+11,7 %

(1) Hypothèse haute

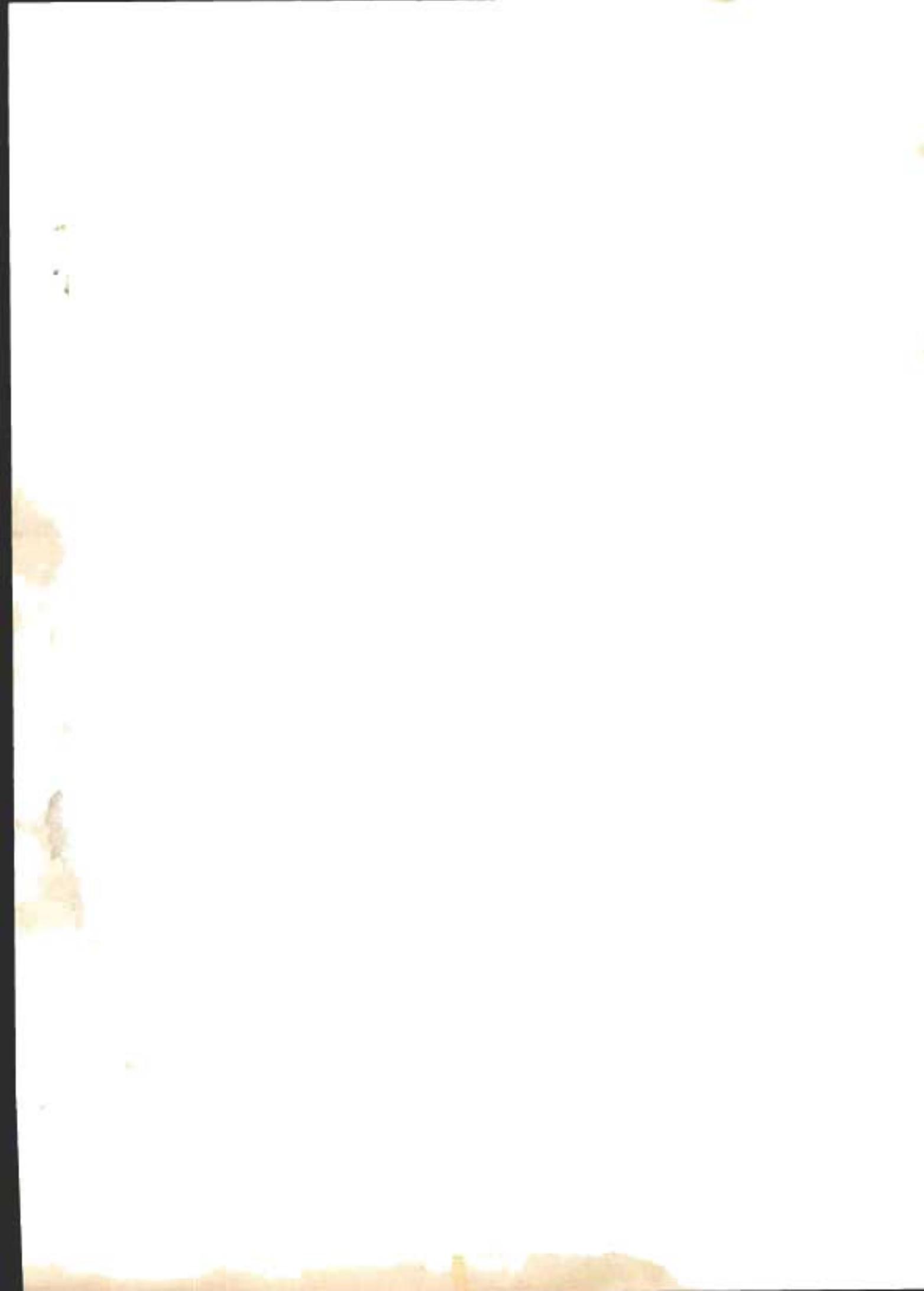
(2) Hypothèse basse

BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS 1981-1983
(en milliards de F.)

	1981	1982	1983 (1)	1983 (2)	Variation 82/81	Variation 83 (1)/82	Variation 83 (2)/82
Exportations FOB	590,9	584,2	663	593	- 1 %	+ 13 %	- 10,5 %
-dont Pétrole	475,1	460	523	453	- 3 %	+ 13,7 %	- 13 %
-Bois	47	53	58	58	+ 12 %	+ 9 %	+ 9 %
-Manganèse	29,7	28	32,8	32,8	- 5,7 %	+ 17 %	+ 17 %
-Uranium	19,4	22,0	26	26	+ 13 %	+ 18 %	+ 18 %
-Divers	19,7	21	23,2	23,2	+ 6 %	+ 10 %	+ 10 %
Importations FDB	217,1	251,1	288	288	+ 15,7 %	+ 14,7 %	+ 14,7 %
Balance commerciale	373,8	333,1	375	305	- 11 %	+ 12,5 %	- 8 %
- Fret	- 62,9	- 72	- 81	- 81	+ 14 %	+ 12,5 %	+ 12,5 %
- Revenus des investissements	- 105	- 89	- 88	- 71	- 15 %	- 1 %	- 19 %
- Autres services	- 123,5	- 121	- 137,5	- 122,5	- 2 %	+ 13,6 %	+ 1,2 %
- Transferts	- 29	- 32	- 35	- 35	+ 10 %	+ 9 %	+ 9 %
Balance courante	+ 53,4	+ 19,1	+ 33,5	- 4,5	- 64 %	+ 75 %	- 123 %

(1) Hypothèse haute

(2) Hypothèse basse



CONCLUSION

1° — UNE CONJONCTURE DIFFICILE ET ALÉATOIRE

Les scénarios décrits ci-dessus montrent que le profil de l'économie pour 1982-1983 risque d'être le suivant : un secteur d'exportation peu dynamique et même en régression, une activité intérieure étale eu égard à la difficulté de mettre en place un tissu industriel viable et à la lenteur du démarrage de la politique de l'après-pétrole.

Dans cette phase transitoire, le Produit Intérieur Brut dont la croissance prévisible était déjà fortement ralentie dans les scénarios 1982-1983, pourrait accuser une stagnation voire même une baisse sensible par rapport à 1981 dans le cas probable de marasme des prix pétroliers et de retour du dollar à une valeur proche des 270 F proposés.

2° — LES RISQUES ENCOURUS A MOYEN ET LONG TERME

La conjoncture défavorable laisse entrevoir l'éventualité de risques encourus par l'économie gabonaise, dans l'hypothèse où des mesures appropriées ne seraient pas prises à temps.

a) sur le marché des biens et services :

Le budget de l'Etat, essentiellement alimenté par les exportations, restera encore dans un proche avenir le principal moteur de l'activité intérieure et il est donc clair qu'une diminution des recettes en devises risque de se répercuter durablement sur l'économie toute entière. En effet, le tissu industriel n'est pas encore suffisamment dense pour prendre le relai du secteur pétrolier. Dans ces conditions, si la situation actuelle se perpétue, non seulement il y aura un frein à la création d'activités nouvelles, mais de surcroît les unités de production déjà existantes resteront sous-employées.

Par ailleurs, le démarrage encore timide de l'agriculture dont on connaît l'impact sur la stabilité des populations et l'aménagement du territoire risque de s'en trouver freiné. Pour toutes ces raisons, de nombreuses activités de B.T.P. et de services liées au pétrole et aux achats publics se réduiront. Enfin, les infrastructures indispensables au développement futur ne seront pas réalisées.

En d'autres termes, les conditions structurelles d'un dynamisme endogène de la croissance ne seraient pas réunies. Globalement, il pourrait en résulter l'obligation de modifier profondément les habitudes acquises à la nouvelle situation, tant sur le plan du niveau de vie et du plein emploi que sur celui de l'inflation.

b) sur le marché monétaire et financier

La diminution du revenu national ne sera pas sans effet sur le volume de l'épargne déjà très faible.

Les revenus tirés des exportations ne permettront plus de satisfaire une demande d'importation qui restera dans un premier temps soutenue. On assistera inévitablement à la détérioration des soldes de la balance des paiements. De surcroît, la demande de crédit intérieur (Etat, entreprises, particuliers) sera forte sous l'effet des difficultés de trésorerie et des besoins de financement du développement qui ne seront satisfaits que grâce à un recours important aux capitaux extérieurs.

c) sur le marché de l'emploi

On observera un déséquilibre quantitatif et qualitatif : apparition conjointe du chômage et de goulots d'étranglement dans des secteurs en expansion pour lesquels la main d'oeuvre qualifiée n'est pas disponible en quantité suffisante.

* * *

Les données structurelles (baisse de la production de pétrole) alliées à une mauvaise conjoncture des prix du pétrole risquent de porter atteinte

au processus de croissance et de développement de notre économie. Aussi est-il nécessaire de rechercher les voies et moyens permettant d'y remédier en préparant activement l'après-pétrole.

3° – LES ACTIONS ET LES POLITIQUES LES POTENTIALITÉS RESTENT CONSIDÉRABLES

Les richesses naturelles du Gabon sont très importantes, encore peu exploitées ou même inexplorées. Un inventaire détaillé est actuellement en cours de réalisation. Les perspectives de développement des ressources naturelles s'articulent en particulier autour de l'exploitation forestière intensive dans les régions desservies par le Transgabonais, de la possibilité d'augmenter les productions d'uranium et de manganèse, en particulier par la production au Gabon de ferro-manganèse, et de l'exploitation des gisements de fer, de barytine, de talc.

Les ressources pétrolières sont certes limitées, mais représentent tout de même, dans l'état actuel des réserves prouvées, 60 millions de tonnes. Elles représentent pour les 5 à 6 années à venir des recettes en devises encore très importantes (bien qu'en diminution) et permettront de réorienter notre économie.

Les infrastructures d'accompagnement existent ou sont en voie d'achèvement : ports, aéroports, réseau de télécommunications, chemin de fer Transgabonais, barrages hydroélectriques. Un gros effort reste à faire en faveur du réseau routier.

La dette publique du Gabon, tant intérieure qu'extérieure, est en bonne voie de remboursement : le service de la dette ne représentera en 1985 que la moitié (en francs constants) des sommes y étant consacrées dans le budget de 1982, et devrait baisser sensiblement par la suite.

L'intégration du pays à l'intérieur d'une zone monétaire stable, la Zone Franc, et dans une entité économique régionale, l'UDEAC, est un atout supplémentaire de stabilité dans un contexte international particulièrement mouvant.

Dans ces conditions, le capital de confiance accordé au Gabon par les partenaires étrangers, notamment économiques et financiers, restera intact.

LES SOLUTIONS A APPORTER

Face aux risques encourus, l'État a pris conscience des solutions à apporter. Déjà dans un passé récent, il a montré sa capacité à faire face à une situation délicate, notamment par la mise en place d'un plan de redressement dont on connaît les résultats très largement positifs.

Aujourd'hui, l'État s'efforce de développer une politique appropriée qui se traduira notamment dans le prochain Plan de Développement, et qui s'articule autour de trois grands axes :

– La création d'un environnement favorable à l'investissement productif et rentable. Ceci passe en particulier par une refonte du Code des Investissements et par une série de dispositions commerciales et fiscales.

– La préparation de l'après-pétrole par des études et des investissements dans les quelques secteurs porteurs d'avenir (agriculture industrielle et vivrière, filière bois, exploitation des ressources du sous-sol). Ces activités nouvelles viseront soit à augmenter les exportations soit à satisfaire le marché intérieur.

– Limiter la progression des dépenses budgétaires de fonctionnement et intensifier le redressement de la gestion des entreprises publiques.

Dans la pratique, les modalités suivantes d'accompagnement de la politique de préparation de l'après-pétrole sont d'ores et déjà à l'étude ou en cours d'application :

a) une politique sélective du crédit

Des efforts seront entrepris pour réorienter l'activité bancaire vers les

secteurs porteurs d'avenir. Les moyens de financement existent. Encore faut-il les mobiliser pour qu'ils contribuent au développement de l'économie nationale. Ceci passe par l'amélioration des conditions de rémunération offertes par le réseau bancaire gabonais qui devront être comparables à celles du marché financier international, ainsi que par le respect des règles relatives aux changes avec l'étranger. L'ensemble des établissements bancaires et financiers du pays : Banque Centrale, Banques Commerciales, Banque Gabonaise de Développement, Fonds Gabonais d'Investissement devront être mobilisés dans ce but.

a) la lutte contre l'inflation

Elle devra être développée sur plusieurs fronts :

- Au plan financier, le contrôle des prix, la taxation de certains produits, la politique sélective du crédit s'accompagnera du rejet des projets d'investissements non générateurs de richesses futures et ne garantissant pas le plein emploi des capacités ainsi créées.
- Sur le plan des structures, la concurrence sera favorisée dans tous les domaines de l'activité économique. Et l'Etat favorisera la mise en place de structures adéquates de transport, de stockage et de distribution, afin de limiter la fréquence des ruptures de stock, aussi bien de produits agricoles en milieu urbain que de produits manufacturés en milieu rural.

c) la politique des revenus

Elle suppose des actions concertées entre les pouvoirs publics, les entreprises et les partenaires sociaux, en vue d'aboutir à la prise de conscience que la hausse du pouvoir d'achat réel ne peut résulter que d'une augmentation de la productivité. Des accords contractuels de modération de la progression des rémunérations seront négociés dans cet esprit.

Outre les actions spécifiques sur le niveau des salaires, l'Etat dispose de moyens propres qu'il utilise déjà mais qu'il convient de rendre plus performants :

- la politique visant à réduire les écarts de revenus aussi bien au sein des entreprises, qu'entre les régions par l'incitation à la création d'entreprises dans les zones rurales,
- la politique visant à uniformiser les prix des produits de première nécessité sur l'ensemble du territoire,
- la politique d'investissements socio-collectifs (éducation, santé, habitat, transport, etc...) plus décentralisée et qui tient compte des besoins réels des provinces et départements pour un développement plus équilibré.

* * *

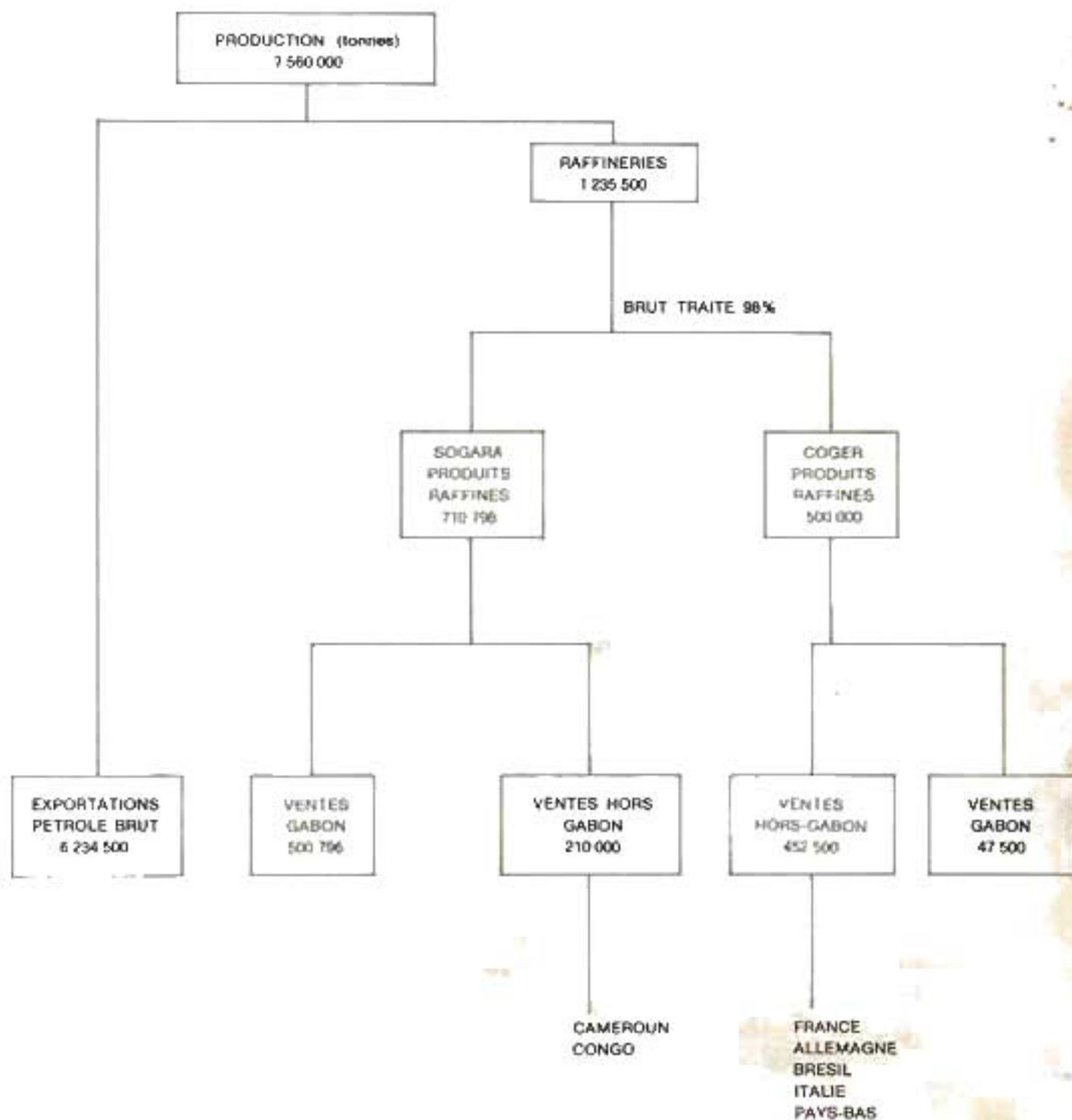
Les quelques années à venir de relative aisance budgétaire nous permettent de mettre en œuvre les mesures réalistes décrites plus haut. Ainsi une politique volontariste de préparation de l'après-pétrole sera engagée qui accélérera la réorientation de notre économie.

ANNEXES (graphiques)

ANNEXES

- 1 — Cheminement production/raffinage du pétrole gabonais en 1981.
- 2 — Le point sur la recherche minière
- 3 — Evolution des tarifs de l'Okoumé et de l'Ozigo.
- 4 — Réserves de la forêt gabonaise
- 5 — Exécution de Projets O.Z.I. (2 tableaux)
- 6 — Le marché automobile Gabonais par pays fournisseur.
- 7 — Evolution des ressources budgétaires
- 8 — Evolution des dépenses budgétaires.
- 9 — Le poids de l'Etat dans l'Economie
- 10 — Réalisation des budgets d'investissements 1980-1981.
- 11 — Balance des Paiements
- 12 — Répartition des salariés du secteur privé par province.
- 13 — Répartition de l'emploi dans le secteur public (civils) en décembre 1981
- 14 — Evolution des principaux indicateurs économiques de 74 à 83.
- 15 — Evolution comparée du PIB et de ses emplois : prévisions du Plan Intérimaire et réalisations.

**CHEMINEMENT PRODUCTION / RAFFINAGE
DU PETROLE GABONAIS EN 1981**



NB. On néglige les variations de stocks de produits raffinés.

LE POINT SUR LA RECHERCHE MINIERE

— Projets réalisables avant 1990 :

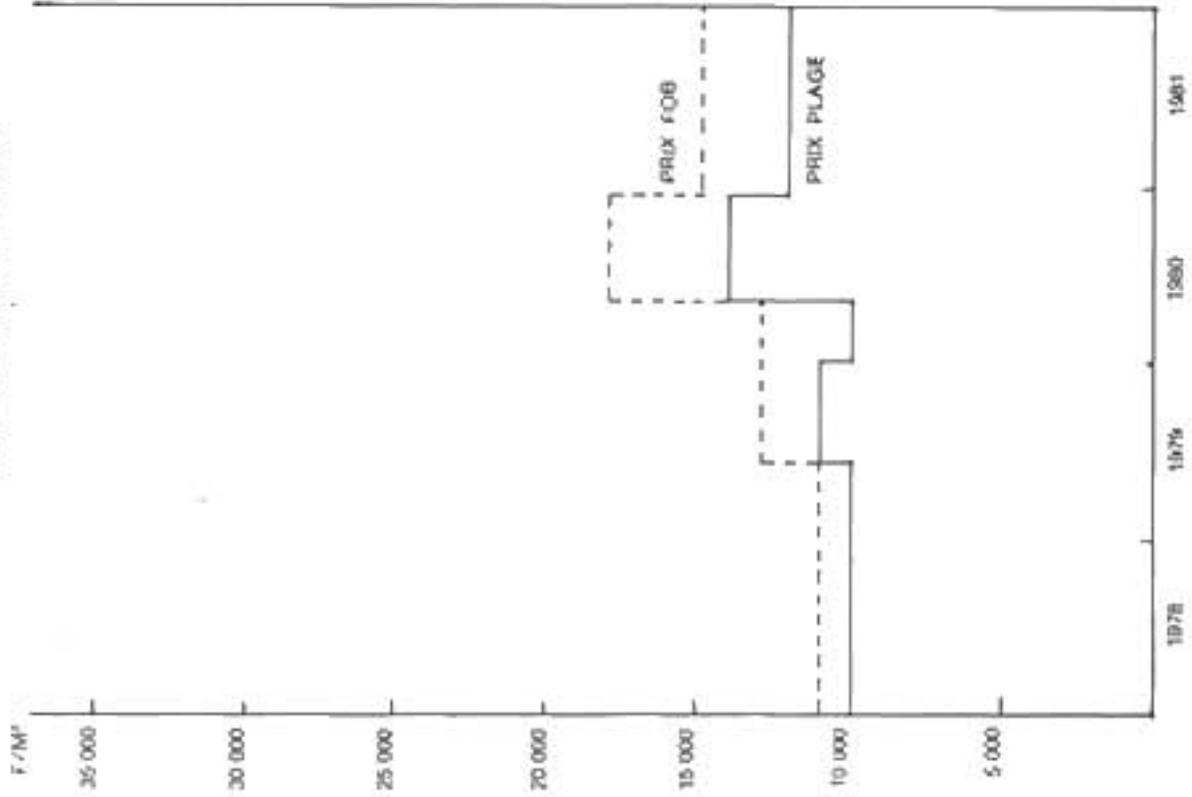
- **Fer** : l'exploitation pourrait commencer en 1985 avec une production annuelle de 15.000 tonnes/an.
- **Barytine** : un tonnage d'un million de T a été mis en évidence dans la Nyanga. D'autres indices ont été découverts dans la région de Kroussou. La commercialisation est prévue entre 1985 et 1988.
- **Talc** : fin 1981, plusieurs gisements de talc «haut de gamme» sont connus (notamment celui de Doussala). L'exploitation du talc pourrait débuter en 1983.
- **Or** : sa production avait atteint un record en 1965 avec 1 155 kg. Elle est actuellement très faible, de l'ordre de quelques dizaines de kilos. Mais deux projets de relance des activités sont prévus et la production pourrait reprendre rapidement dans certaines régions anciennement travaillées.

— Indices relevés :

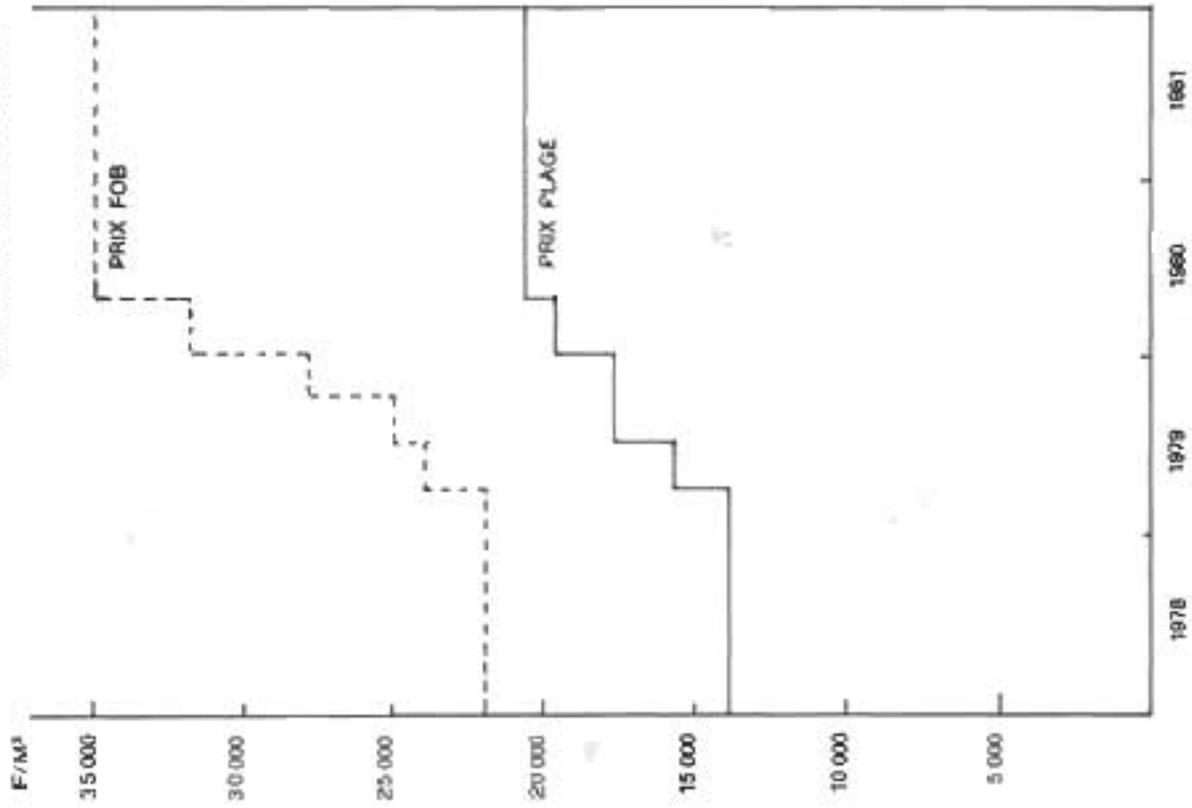
- Diamant.
- Plomb.
- Zinc.
- Cuivre.
- Molybdène.
- Phosphate.

Ces indices miniers sont connus mais pour l'instant, l'exploitation ne semble pas économiquement rentable.

EVOLUTION DES TARIFS DE L'OZIGO
(Moyenne de toutes les qualités)



EVOLUTION DES TARIFS DE L'OKOUME
(Moyenne de toutes les qualités)



PRIX PLAGE: prix d'achat aux exploitants forestiers par la SNBG
PRIX FOB: prix de vente à l'étranger par la SNBG.

RESERVES DE LA FORET GABONAISE

Réserves actuellement connues	En millions de m ³
OKOUME	100
ANDOUNG	30-60
OZIGO	25-35
EDOUM	20-30
SOGHO	20-30
ILOMBA	20-30
EVEUSS	15-25
DABEMA	15-25
TALI	15-25
ALEP	15-25
AZOBE	15-25
EKOUB	13-20
LIMBA	10-20
PADOUK	10-20
MOVINGUI	8-15
OSSABEL (IGAGANGO)	6-12
AWOUGHHA	5-12
NIOVE	5-12
BAHIA	6-10
LON LAVIOL (de type TCHITOLA)	5-10

Source : Centre Forestier Tropical de Libreville

La Forêt gabonaise compterait près de 200 essences, dont 80 sont régulièrement exportées.

Certaines, aux réserves inconnues, sont déjà exploitées : SIFO - DOUKA - ACAJOU - OVENGKOL - AGBA TIAMA - KEVAZINGO.

EXECUTION DE PROJET O.Z.I. (opération zonale intégrée)

P = Plan intérimaire
B = Budget
R = Réalisation

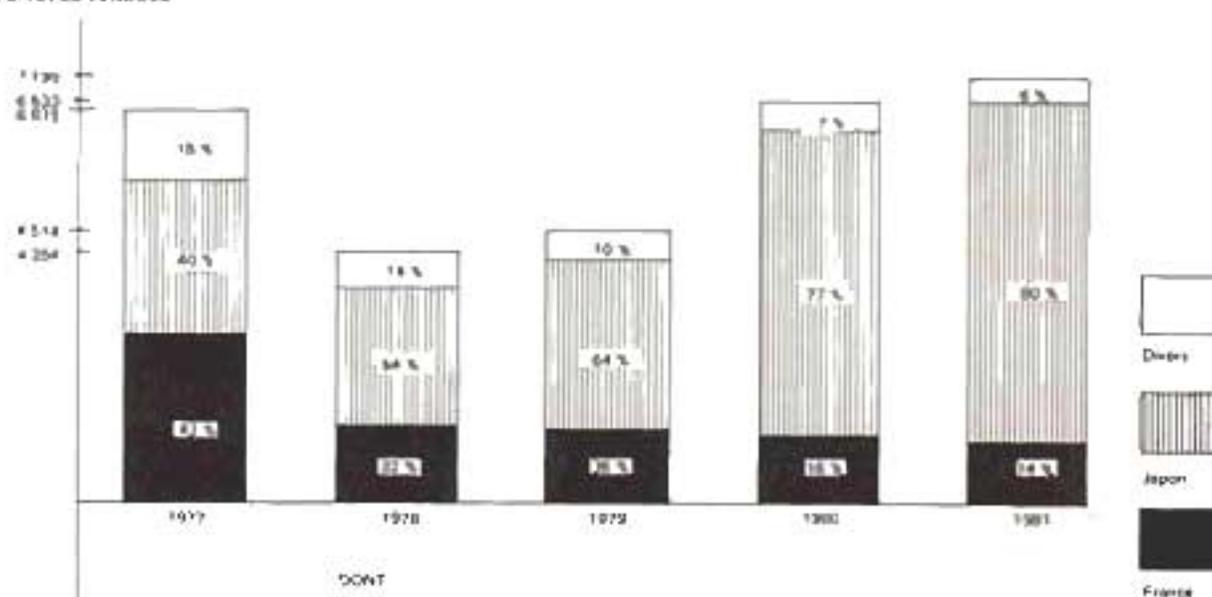
INV. (millions F)		1980	1981	1982
PROJETS				
— Banane N'TOUM	P.	1 070	650	100
	B.	457	581	
	R.	457	257	
— O.Z.I. ESTUAIRE	P.	20	300	300
	B.	20	253	
	R.	20	100 (dém. 10/81)	
— Vivrier fruitier FRANCEVILLE	P.	465	358	100
	B.	465	378	
	R.			
— FERNAN-VAZ	P.	250	400	350
	B.	—	400	
	R.	—	160	
— Cacao WOLEU-N'TEM	P.	552	561	572
	B.	552	911	
	R.	790	436 (8 mois)	
— Cacao O.Z.I. «Jeune Planteurs»	P.	30	400	500
	B.	30	217	506
	R.	30	120 (retard)	
— Cacao NDJOLE	P.	370	323	286
	B.	400	433	690
	R.	178	310 (8 mois)	
— Café O.Z.I.	P.	40	1000	900
	B.	40	436	
	R.	40	—	

Source : Ministère du Plan.

PRODUCTION (tonnes)			1980	1981	1982	Croisière	Année
PROJETS							
— Banane N'TOUM							
Ban. pl.	P.		500	2 800	5 000	6 000	
	R.		335	800			
— O.Z.I. ESTUAIRE							
Vivr.	P.		—	400	800	4 000	1990
Divers	P.		—	—	400	4 000	1991
— Vivrier - Fruitier FRANCEVILLE							
Ban. pl.	P.		—	150	1 000	1 400	1988
	R.		—	20	300		
Fruits	P.		—	—	—	1 100	1988
	R.		—	—	—		
Vivr.	P.		—	100	100		
	R.		—	—	—		
O.Z.I.	P.		—	100	200	2 000	1990
	R.		—	—	—		
— FERNAN-VAZ							
Ban. pl.	P.		—	300	600	3 000	1985
	R.		—	—	—		
Autres	P.		—	300	600	3 000	1985
	R.		—	—	—		
— Cacao N'DJOLE	P.		—	—	—	700	1995
	R.		—	—	—		

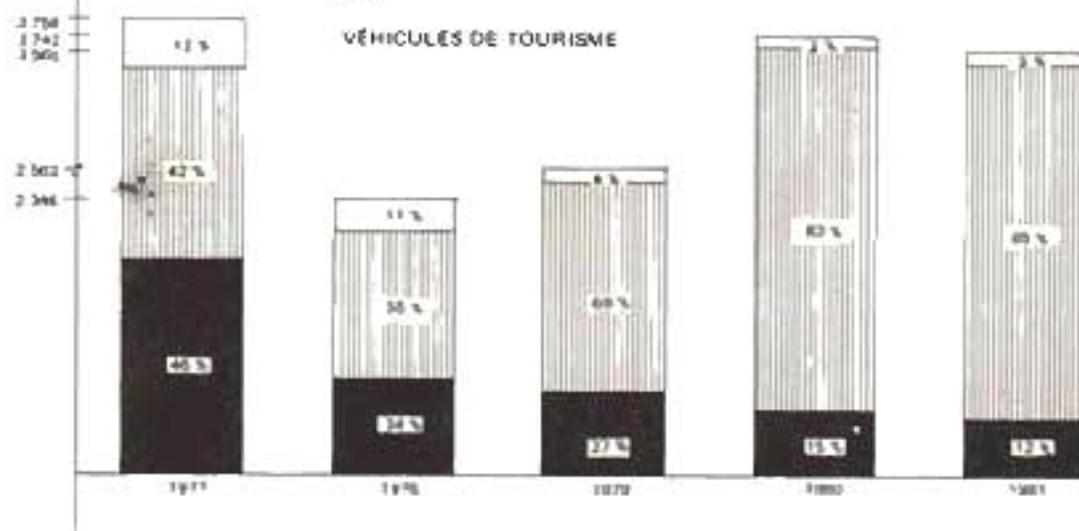
Source - Ministère du Plan.

LE MARCHÉ AUTOMOBILE GABONAIS PAR FOURNISSEUR

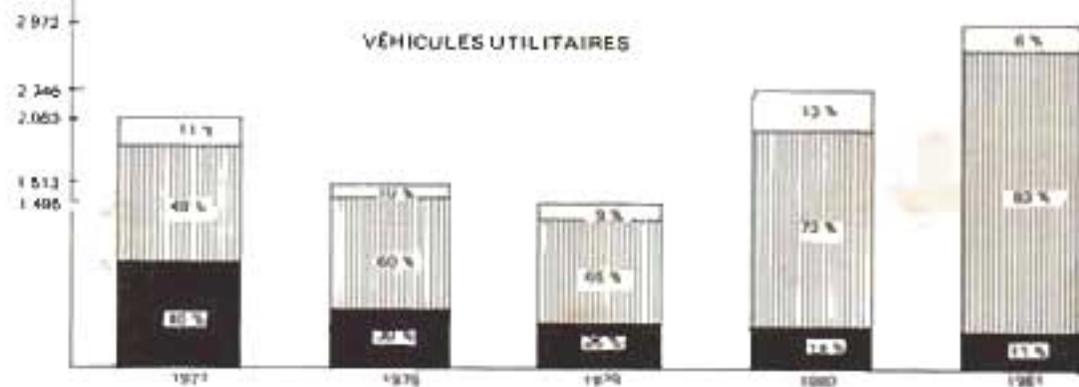
NOMBRE DE
VOITURES VENDUES

DONT

VÉHICULES DE TOURISME



VÉHICULES UTILITAIRES

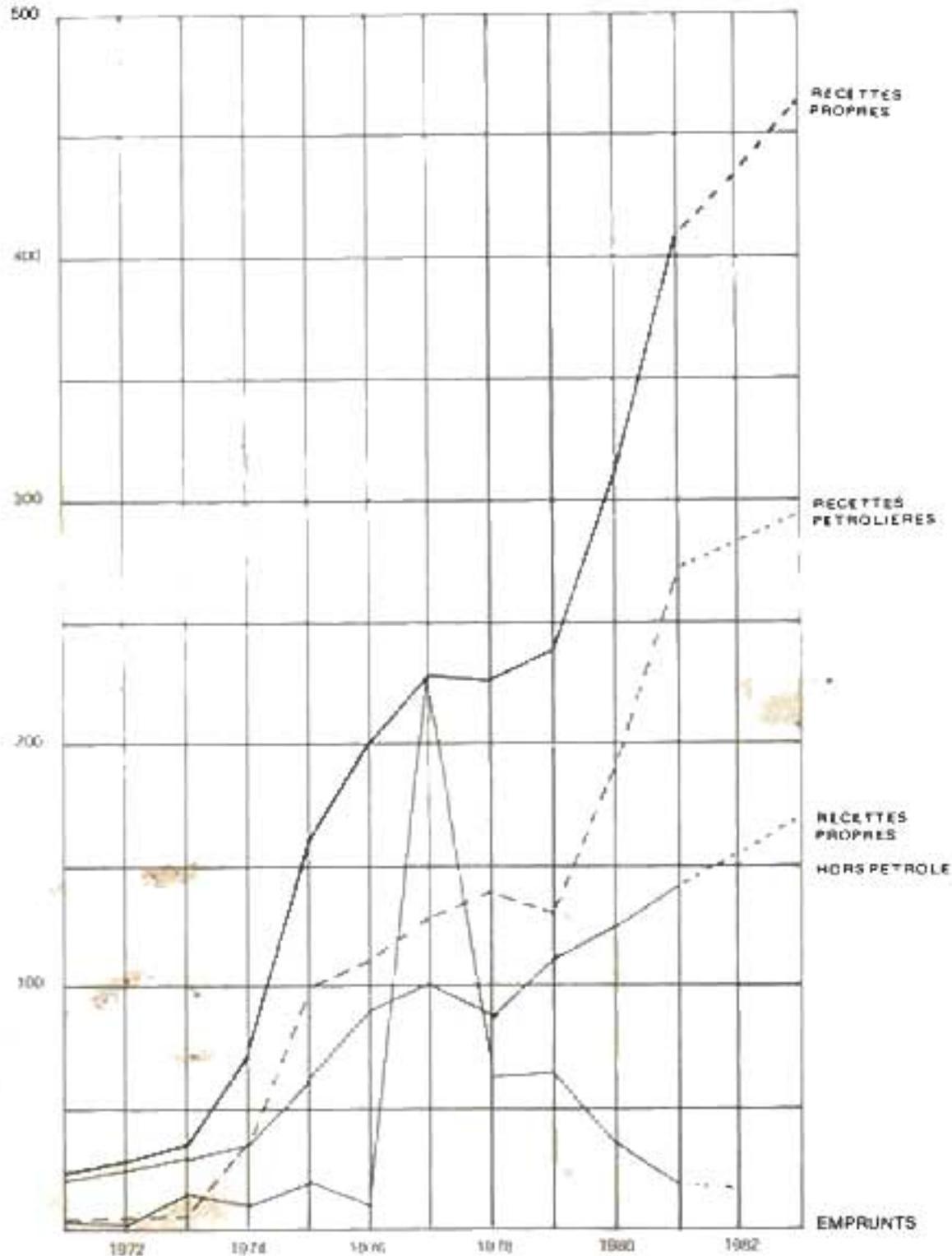


ND Les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires constituent avec les poids lourds et les cars l'ensemble du marché automobile.

EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

ANNEXE 7

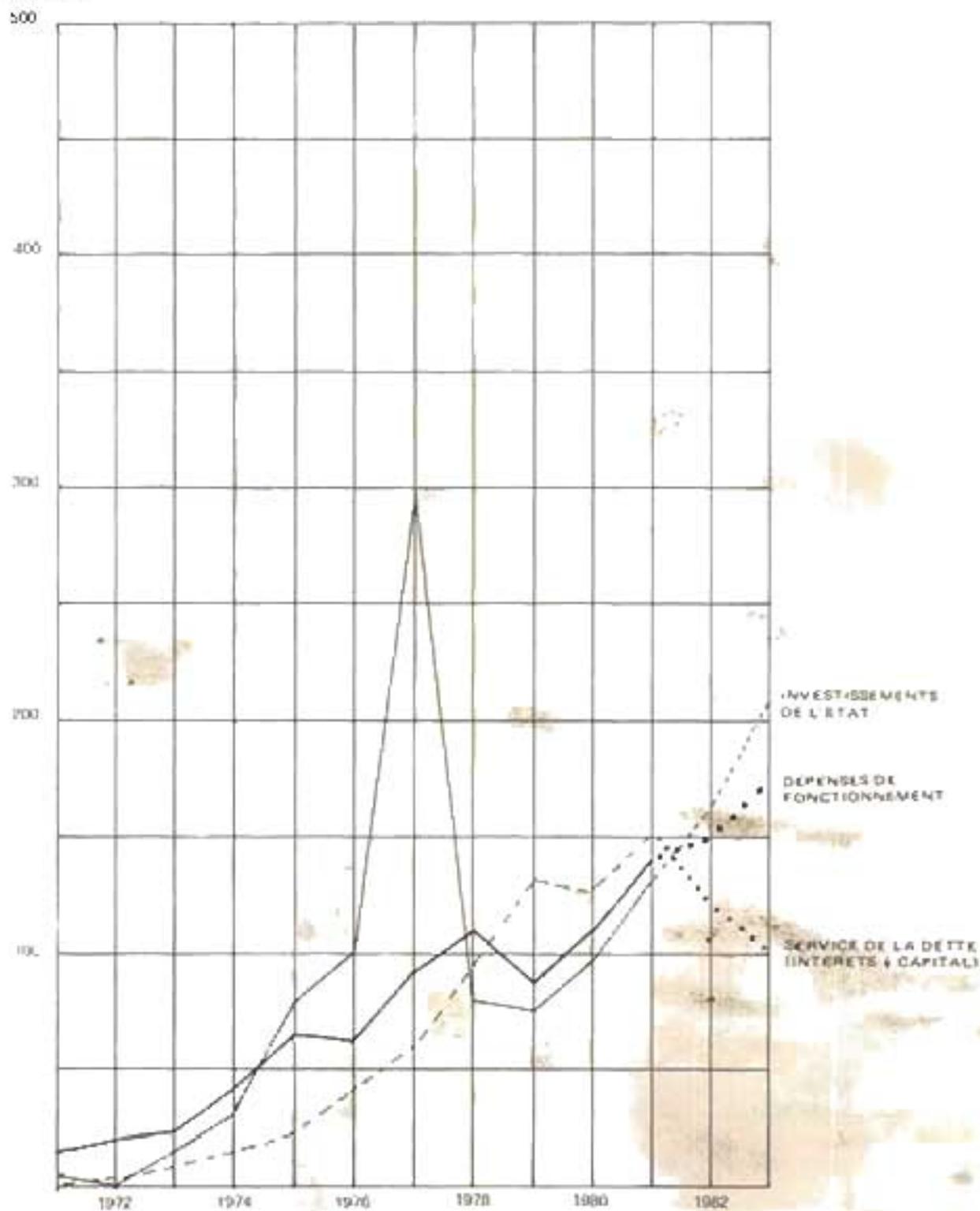
Milliards de F
500



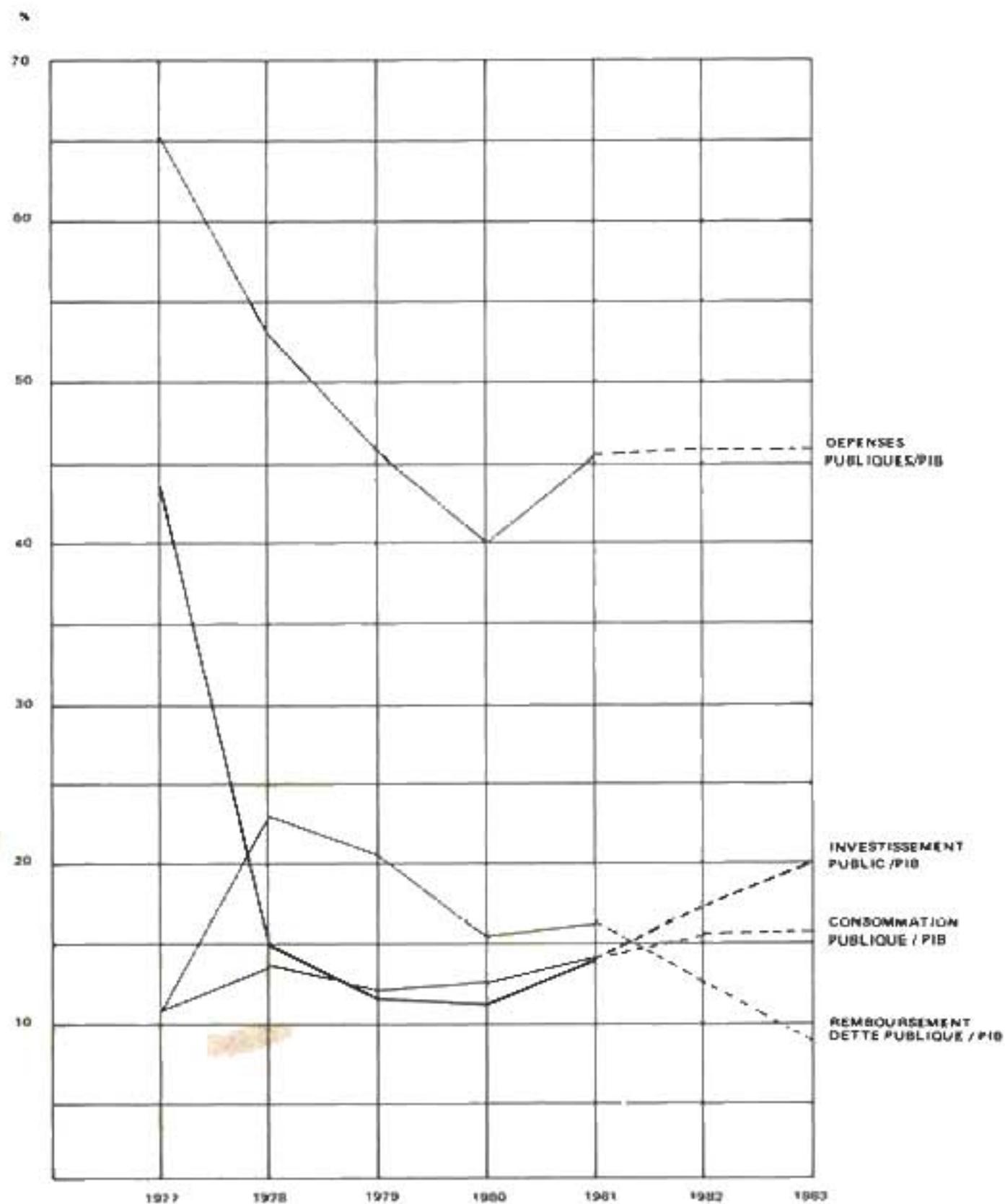
EVOLUTION DES DEFENSES BUDGETAIRES

ANNEXE 8

Milliards de F



LE POIDS DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE



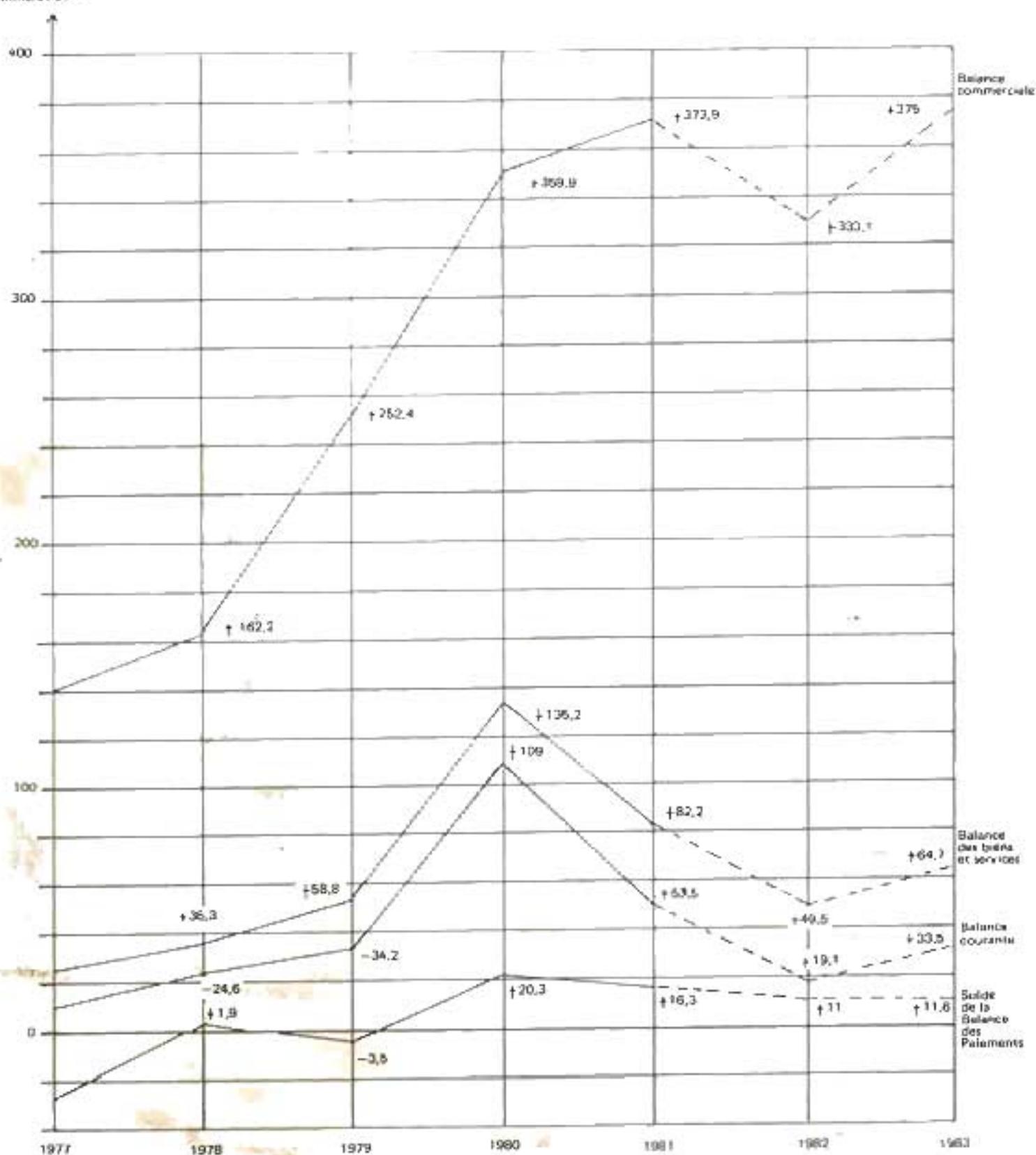
REALISATION DES BUDGETS D'INVESTISSEMENT 1980 ET 1981 (milliards de F)

	Dota- tion LF 1980	Dota- tion finale 1980	Réali- sation 1980	Taux de Réalisation	Dota- tion LF 1981	Dota- tion finale 1981	Réalisa- tion 1981	Taux de Réalisa- tion
SECTEUR PRODUCTIF	9,5	7,3	6,9	94,5%	16,2	16,6	13,2	79,5%
— Agriculture	7,6	5,9	5,8	98,3%	11,7	11,9	10	84 %
— Eaux, forêts, pêche	0,2	0,2	0,2	100 %	1,1	1,1	1,1	100 %
— Mines	0,7	0,8	0,5	62,5%	1,8	2,1	1,2	57,1%
— Dévelop. indus.	1	0,4	0,4	100 %	1	1	0,3	30 %
— Transports	—	—	—		0,6	0,6	0,6	100 %
INFRASTRUCTURE	54,1	57,2	55	96,1%	76,9	81,1	74,2	91,5%
— Routes et ports	12	12,6	11,9	94,4%	24,2	26,8	22	82 %
— Energie électrique	3,8	5,4	4,3	79,6%	9,8	11	10,4	94,5%
— Chemin de fer	31,8	31,8	31,4	98,7%	39,1	39,2	39,2	100 %
— Ports voies fluviales	2,2	2,5	2,5	100 %	1,5	1,8	0,6	33,3%
— Aviation civile	4,3	4,9	4,9	100 %	2,3	2,3	2	86,9%
INVESTISSEMENTS SOCIAUX	9	9,6	9,2	95,8%	20,4	23,1	17,9	77,5%
— Éducation	6,1	6,4	6,3	98,4%	10,1	13,9	9	64,7%
— Santé, social	2,9	3,2	2,9	90,6%	4,9	3,9	3,7	94,8%
— Urbanisme, habitat	—	—	—		5,4	5,3	5,2	98,1%
ETUDES ET RECHERCHES SCIENT.	1,3	1,2	1,1	91,0%	1	1,3	1	76,9%
PARTICIPATIONS, SUBVENTIONS	2,8	5	4,5	90 %	3,6	5,2	2,4	46,1%
EQUIPEMENT ADM. TOURISME	8,8	10,6	9,9	93,3%	10,2	14,3	11,4	79,7%
DÉFENSE NATIONALE	6,4	9,3	7	75,2%	8,4	14,6	13,3	91,1%
TOTAL	91,9	100,2	93,6	93,4%	136,7	156,2	133,4	85,4%

BALANCE DES PAIEMENTS

ANNEXE 11

Milliards de F



NB. Pour 1983 c'est l'hypothèse de consolidation pétrolière qui a été retenue ici.

REPARTITION DES SALAIRES DU SECTEUR PRIVE PAR PROVINCE

	1978	1979	1980	Répartition 1980
Estuaire	65.994	52.945	55.099	64,6%
Haut-Ogooué	7.810	7.003	8.015	9,4%
Moyen-Ogooué	2.104	1.735	1.999	2,4%
N'Gounié	2.135	1.843	1.902	2,2%
Nyanga	937	715	725	0,8%
Ogooué-Ivindo	674	664	582	0,7%
Ogooué-Lolo	568	444	456	0,5%
Ogooué-Maritime	21.336	15.825	15.108	17,8%
Woleu-N'Tegui	1.373	1.241	1.208	1,4%
Etranger	163	150	138	0,2%
TOTAUX	103.094	82.567	85.232	100 %

**REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC (Civils)
EN DÉCEMBRE 1981**

VENTILATION PAR STATUT	Nombre	%
Fonctionnaires	8.932	62,3
Contractuels locaux	3.465	24,2
Contractuels expatriés	660	4,6
Fonctionnels	545	3,8
Cas particuliers	428	3
Décisionnaires hors convention	303	2,1
TOTAL	14.333	100

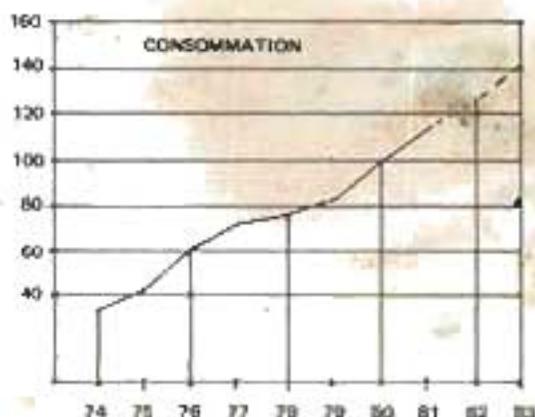
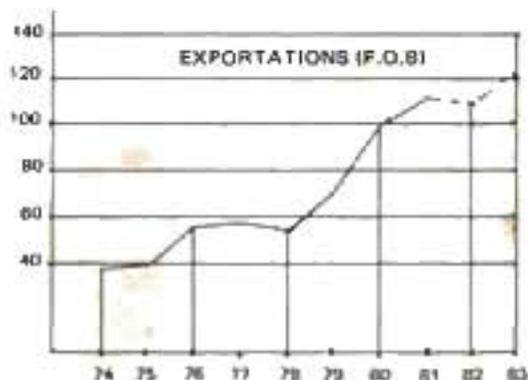
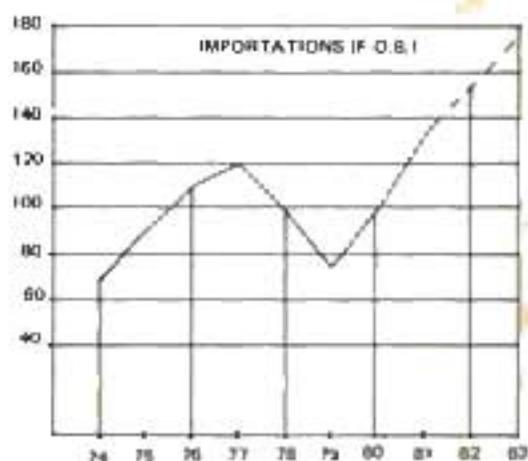
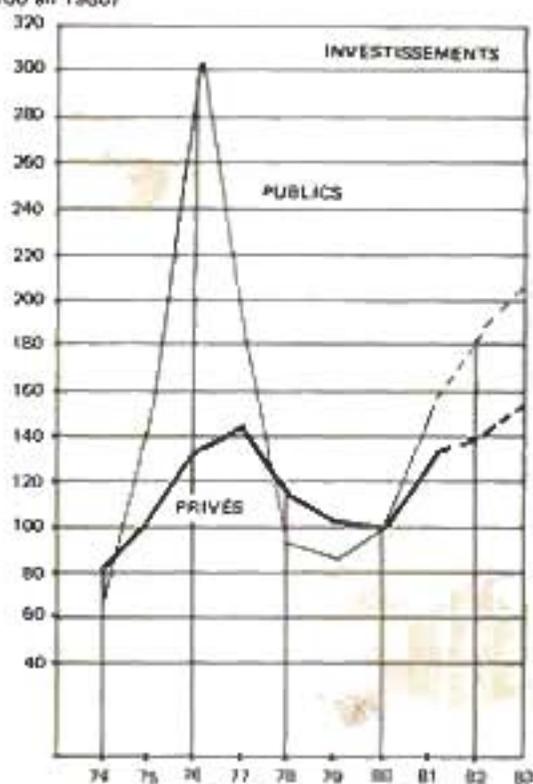
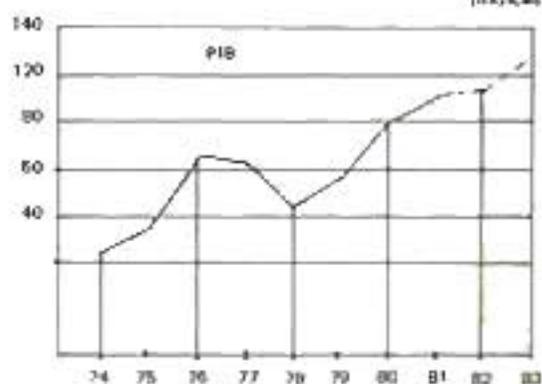
VENTILATION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE	Nombre	%
A 1	1.096	12,3
A 2	1.253	14
B 1	2.287	25,6
B 2	2.268	25,4
C	2.028	22,7
TOTAL	8.932	100

VENTILATION DES FONCTIONNAIRES ET DES CONTRACTUELS PAR SECTEUR ADMINISTRATIF	Nombre	%
Education	5.305	40,6
Administration Générale	2.286	17,5
Social et sanitaire	1.756	13,4
Enseignement supérieur	1.190	9,1
Administration économique et financière	654	5
Production	490	3,8
Technique	444	3,4
Navigation	360	2,8
Communication	348	2,7
Justice	224	1,7
TOTAL	13.057	100

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES
DE 1974 A 1983

ANNEXE 14

(indices base 100 en 1980)



EVOLUTION DES PRINCIPAUX MOUVEMENTS – PREVISIONS DU
PLAN INTERIMAIRE ET REALISATIONS

ANNEXE 15

— réalisation
- - - Plan interimaire 1980 - 1982

